



Rapport Annuel 2005



« En application de son règlement général, notamment de l'article 212-13, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de référence le 13 juin 2006 sous le numéro R06-096. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été effectué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique pas l'authentification par l'AMF des éléments comptables et financiers présentés

Le présent document incorpore par référence les documents de référence enregistrés auprès de l'AMF sous les numéros suivants : R04-187 du 30 septembre 2004 pour l'exercice 2003, R05-105 du 30 juin 2005 pour l'exercice 2004. Ce dernier document de référence a été complété par un document d'actualisation déposé le 21 juillet 2005 sous le n° de dépôt D05-0620-A01, également incorporé par référence.

Ces documents, consultables sur le site web de l'émetteur (www.icominfo.fr) et sur celui du régulateur (www.amf-france.org) sont tenus à disposition au siège de l'émetteur.

Sommaire

Activité	3 à 30
<i>Message de la Direction Générale.....</i>	<i>4</i>
<i>Organisation</i>	<i>5</i>
<i>Chiffres clés</i>	<i>11</i>
<i>Informations chiffrées sectorielles</i>	<i>14</i>
<i>Marché et positionnement concurrentiel de l'émetteur</i>	<i>18</i>
<i>Politique d'investissements</i>	<i>30</i>
Analyse des risques du groupe	31 à 35
<i>Facteurs de risques</i>	<i>32, 62</i>
<i>Assurances et couverture des risques</i>	<i>34, 35</i>
Evolutions récentes et perspectives	36 et 66
<i>Evolutions récentes</i>	<i>36, 66</i>
<i>Perspectives</i>	<i>36</i>
Patrimoine, situation financière et résultats.....	37 à 79
<i>Rapport de gestion du Conseil d'Administration.....</i>	<i>38</i>
<i>Résolutions soumises à l'Assemblée Générale.....</i>	<i>46</i>
<i>Rapport général des Commissaires aux comptes.....</i>	<i>47</i>
<i>Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.....</i>	<i>48</i>
<i>Rapport spécial des Commissaires aux Comptes.....</i>	<i>49</i>
<i>Comptes consolidés et annexe.....</i>	<i>50</i>
<i>Engagement hors bilan</i>	<i>60</i>
<i>Honoraires des Commissaires aux Comptes.....</i>	<i>61</i>
<i>Comptes sociaux et annexe</i>	<i>67</i>
<i>Résultat des cinq derniers exercices</i>	<i>79</i>
Gouvernement d'entreprise	80 à 92
<i>Rapport spécial du Président du Conseil d'Administration.....</i>	<i>81</i>
<i>Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président.....</i>	<i>87</i>
<i>Composition et fonctionnement des organes d'administration et de direction</i>	<i>88</i>
<i>Dirigeants mandataires sociaux</i>	<i>91</i>
<i>Dix premiers salariés non mandataires sociaux</i>	<i>92</i>
<i>Conventions réglementées</i>	<i>49, 92</i>
Renseignements de caractère général	93 à 97
<i>Renseignements concernant l'émetteur.....</i>	<i>94</i>
<i>Renseignements concernant le capital</i>	<i>96</i>
<i>Marché des titres.....</i>	<i>97</i>
Capital et droits de vote.....	98 et 99
<i>Répartition actuelle du capital et des droits de vote</i>	<i>99</i>
<i>Evolution de l'actionnariat</i>	<i>99</i>
<i>Pacte d'actionnaires</i>	<i>99</i>
Attestation du responsable.....	100
<i>Attestation du responsable du document de référence.....</i>	<i>101</i>
<i>Politique d'information.....</i>	<i>102</i>
Tableau de concordance du document de référence.....	103

Activité du Groupe

Message de la Direction

L'année 2005 a été difficile pour la société ICOM Informatique, et constituera une année de transition :

- longue période de redressement judiciaire (novembre 2004 à juin 2005) dans l'attente et à la recherche d'un projet de reprise par voie de continuation
- nécessaire adaptation des effectifs à l'activité de l'entreprise impliquant la réorganisation de ses fonctions vitales
- animation et motivation des équipes en place
- suivi d'une clientèle qui a su rester fidèle et qui a eu confiance dans le projet de l'entreprise

Tous ces efforts ont été récompensés puisque le chiffre d'affaires n'accuse qu'une légère baisse de 20 %, que les revenus liés aux contrats de maintenance sont stables par rapport à 2004, que le résultat net est un bénéfice de 135 K€, après plusieurs exercices déficitaires. Ces indicateurs favorables vont permettre à la société ICOM Informatique de se reconstruire sur des bases assainies.

Les sociétés ICOM Informatique et Technologies s'étaient associées en juin 2005 pour élaborer un plan de continuation s'appuyant sur la complémentarité des offres technologiques des deux sociétés.

Un projet de fusion par absorption de la société Quotium Technologies, filiale de la société Technologies, par la société ICOM Informatique est envisagé et devrait être soumis à l'approbation des actionnaires le 13 juillet 2006. Cette opération devrait permettre de dynamiser l'activité de la société ICOM Informatique en lui permettant notamment d'accéder à une nouvelle gamme de produits innovants. Elle permettra également d'accroître la visibilité par le marché des axes de développement que la société ICOM Informatique entend poursuivre au cours des prochaines années.

En faisant absorber la société Quotium Technologies, dont elle détient le contrôle exclusif, la société Technologies va pouvoir mettre en œuvre dans les meilleures conditions le plan de continuation qui a été arrêté par le Tribunal de Commerce de Créteil et va ainsi rassembler au sein d'une seule structure les moyens humains et les techniques performantes dont la conjugaison renforcera le potentiel de développement de cette entité sur son secteur d'activité.

Consolidation des acquis techniques, élargissement de la gamme de produits, développement commercial seront les défis des années à venir.

Michel TIBERINI
Président Directeur Général

Organisation d'ICOM Informatique

- **Editeur de logiciels** spécialisé dans les solutions d'e-connectivité site central

 - **S.A.** au capital de 316 747,20 €, **créée le 28 août 1981**

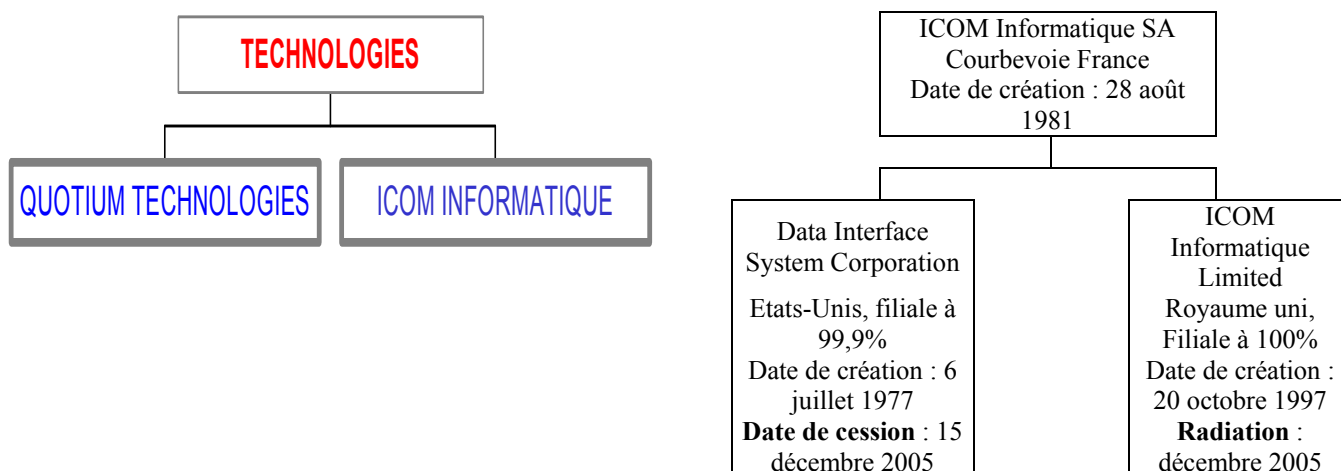
 - Société introduite au **Second Marché** de la Bourse de Paris, le 21 juin 1996, est cotée à l'Eurolist compartiment C

 - **Structure internationale :**
 - Siège en France
 - Réseau de distributeurs

 - **Reconnaissance des produits sur le marché**
- Parc de près de **1 million et demi** de logiciels installés à fin 2005.

Structure juridique

ICOM Informatique au 31 décembre 2005



Activité des sociétés du groupe

- ICOM Informatique SA : Direction générale, Direction administrative, R&D, Qualification, Support technique & Ingénierie, Ventes Europe et Afrique francophone.
- Data Interface Systems Corporation : Territoire : Amérique du Nord, société cédée en décembre 2005. Forte décroissance du chiffre d'affaires.
- ICOM Informatique Limited n'avait plus d'activité depuis mi 2001 elle a été radiée en décembre 2005.

Relations entre la société mère et ses filiales

Compte tenu des difficultés financières des filiales, il n'y a eu aucune activité liée durant l'exercice 2005. En septembre 2003 le Conseil d'Administration avait autorisé l'abandon partiel de la créance détenue par ICOM Informatique sur sa filiale américaine ainsi qu'un rééchelonnement du remboursement du solde. La situation financière a continué à se détériorer contraignant ICOM Informatique à abandonner le solde de la créance pour un montant de 928 K€, totalement provisionné dans ses comptes.

Montant global des flux entre mère et filiale

Les services rendus par la société mère étaient essentiellement constitués par la fourniture de prestations de maintenance de second niveau. Les problèmes rencontrés par les clients étaient hiérarchisés en : problèmes simples, ou de premier niveau, gérés directement par la filiale et problèmes plus complexes, de second niveau, remontés vers la mère afin d'être solutionnés. L'intervention de second niveau est restée très marginale.

Les services rendus par la société mère ne donnaient lieu à aucune rémunération de la part de sa filiale.

Actifs stratégiques détenus par les filiales

Il n'existait aucun actif stratégique détenu par les filiales.

Les flux intergroupes

Les charges et produits résultant de facturations entre les sociétés du Groupe étaient éliminés dans les comptes consolidés. Ils n'avaient donc aucune incidence financière sur les comptes consolidés du Groupe. Au niveau de la société américaine, les autres filiales n'ayant plus d'activité depuis 2001, il s'agissait de la refacturation des frais de C. P. A (Chartered Public Accountant) à la mère ICOM Informatique SA. Il n'y a pas eu de refacturation au cours de l'exercice 2005. Il n'existe plus de flux en fin 2005.

Effectifs

Répartition des effectifs par département

Les restructurations effectuées en 2004 se sont traduites par une réorganisation interne des services afin d'optimiser l'utilisation des ressources. **Pour permettre la comparaison sur le même périmètre, les effectifs des années 2003 et 2004 ne comportent que ceux d'ICOM Informatique SA.** Les effectifs publiés dans les documents de référence 2003 et 2004 intégraient les collaborateurs de la filiale américaine.

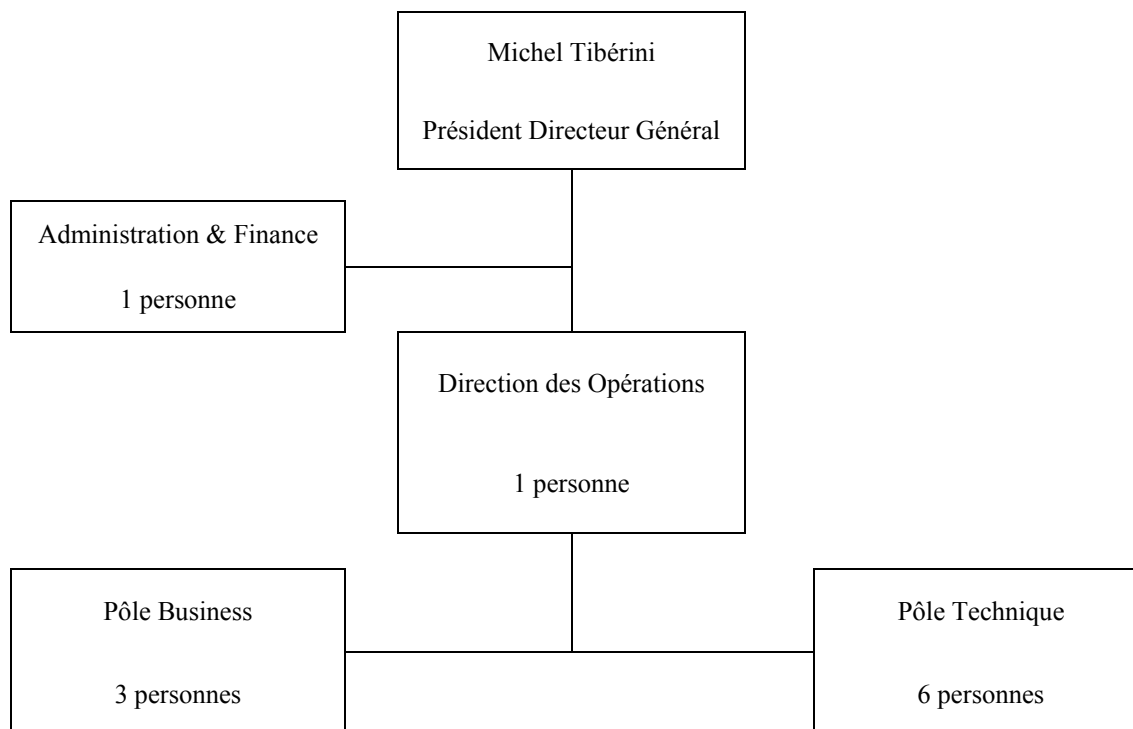
La masse salariale fin 2005 était de 1 380 K€ contre 2 195 K€ en 2004.

Département	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Direction / Administration	2	4	7
Pôle Business	4	7	9
Pôle R&D / Technique	6	9	12
Total	12	20	28

L'effectif moyen du groupe en 2005 est de 14 personnes (12 personnes en France et 2 personnes aux Etats-unis) contre 27 en 2004. Cette évolution traduit les mesures de restructuration engagées par l'entreprise.

Organisation fonctionnelle d'ICOM Informatique

L'organigramme ci-dessous décrit l'organisation fonctionnelle du groupe ICOM Informatique au **31 décembre 2005** :

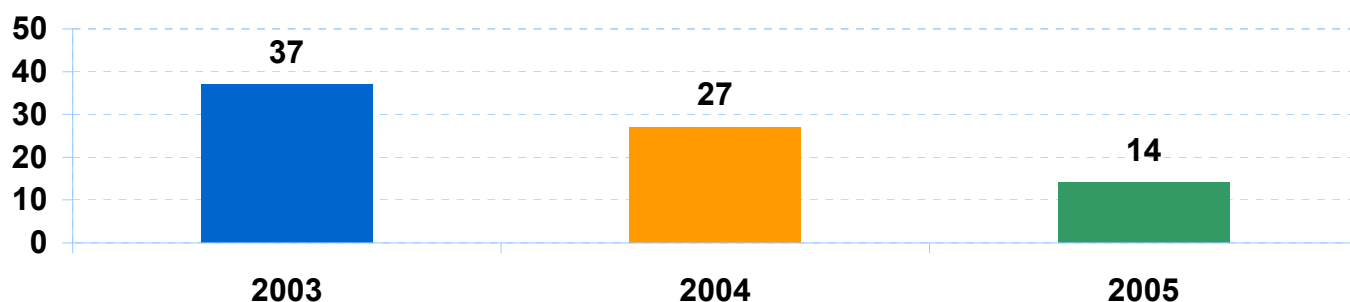


La répartition des effectifs moyens du groupe ICOM Informatique de 2003 à 2005 par catégorie professionnelle est la suivante :

Effectif moyen	2005	2004	2003
Cadres	13	25	32
E.T.A.M.*	1	2	5
Total	14	27	37

*E.T.A.M. : Employés, Techniciens Agents de Maîtrise

Evolution des effectifs moyens Groupe



Les effectifs moyens Groupe comprennent ceux de la société mère et ceux de la filiale américaine. Cette évolution traduit les mesures de restructurations de l'entreprise engagées au cours des deux derniers exercices.

Le taux de turn-over non maîtrisé sur les deux dernières années est de 0% : en effet, la réduction des effectifs est due aux restructurations de l'entreprise.

La moyenne d'âge des salariés du groupe est de 44 ans.

Le salaire moyen est de **4 745** euros brut (commissions sur objectifs commerciaux exclues). Le salaire moyen est constitué de la somme des salaires annuels contractuels de chacun des collaborateurs présents en fin d'exercice, divisé par l'effectif au 31 décembre 2005.

Formation

Le plan de formation 2005 a été essentiellement constitué de formations internes sur les produits développés par l'entreprise. A chaque sortie de nouvelle version de produits, des formations spécifiques sont dispensées à nos collaborateurs en fonction de la nature des interventions requises : commerciales, techniques, support, avant-vente et consulting.

Les dépenses de formation par des organismes extérieurs sont prises en charge par le FAFIEC, organisme collecteur de branche.

Organisation du temps de travail

Dans le cadre de la loi dite loi Aubry sur les 35 heures, l'application d'un accord sur la réduction du temps de travail est effective depuis Février 2000. Le temps de travail effectif est, de façon lissée sur l'année, ramené à une moyenne de 35 heures hebdomadaires.

Politique de recrutement

ICOM Informatique a procédé en 2004 à deux restructurations importantes de ses effectifs, faisant suite aux mesures de restructuration réalisée début 2003. Aucun recrutement n'est intervenu en 2005. ICOM Informatique envisage de recruter à court terme dans le cadre de sa politique de redéploiement.

Activité

Faits marquants

- 1981** Création de la société en SARL par Thierry FONDRONNIER et Bruno CABANIS.
Premiers contrats de service avec les constructeurs informatiques Bull Micral et SMT Goupil.
- 1987** Développement de logiciels de communication spécifiques pour le compte de grands constructeurs tels que Bull, Léanord, Matra Datasystème, ...
- 1990** ICOM Informatique devient éditeur de logiciels de communication, permettant la connexion de micro-ordinateurs à des sites centraux hétérogènes : IBM, DEC, UNIX, Bull, et serveurs Vidéotex.
- 1992** Le capital est porté à 3 MF et ICOM Informatique devient Société Anonyme.
Signature de contrats nationaux : l'ANPE, la CNAMTS, le Crédit Agricole, France Télécom, la MAAF, la Société Générale.
- 1995** Le capital est porté à 7,5 MF.
- 1996** Introduction sur le Second Marché de la Bourse de Paris.
Référencement national par le Régime d'Assurance Chômage.
- 1997** Mise en place d'une structure internationale par la création de deux filiales, en Angleterre et en Allemagne.
Positionnement sur le marché du Web-to-Host (logiciels dotant les sites centraux d'une dimension Intranet, Extranet et Internet).
- 1998** Implantation aux Etats-Unis par l'acquisition de l'éditeur américain Data Interface Corporation, spécialiste des communications SNA, devenu ICOM Informatics (Austin, Texas).
- 1999** Premières références aux Etats-Unis, en Angleterre et en Allemagne.
Développement d'une gamme de produit adaptée à l'e-business.
Plus de 1 million de licences logicielles installées.
- 2000** ICOM Informatique est classé n°1 du Web-to-Host en Intranet sur le marché Français (source IDC Avril 2000).
Alliance stratégique entre ICOM Informatique et SCORT afin de fournir aux acteurs de la « Net economy », une offre complète d'intégration des données des applications centrales sur le Web.
Accord de partenariat technologique entre ICOM Informatique et ResQnet.com Inc, pour l'intégration de la technologie de rhabillage sans programmation des applications centrales.
- 2001** Lancement de Winsurf Mainframe Studio for Java Client, offre de publication Java des applications centrales IBM S/390, iSeries et Bull dans des environnements Intranet.
- 2002** ICOM Informatique complète son offre de rhabillage Web-to-Host avec Winsurf Mainframe Studio for Application Server, solution de publication Html des applications centrales en environnements Internet/Extranet.
Accord de partenariat avec la société californienne VOXA, éditeur de solutions e-Business, pour l'intégration des composants de communication Java/OHIO (WMA Java Components) d'ICOM Informatique.
- 2003** Renforcement de l'offre Web-to-Host avec la sortie d'une version majeure de WMA présentant des avancées majeures dans le domaine de la sécurité, de la capacité à proposer un service 24h/24 et dans l'intégration aux annuaires Active Directory de Microsoft. Lancement du produit Winsurf Mainframe Integrator permettant d'intégrer les transactions et les données des sites centraux dans des environnements J2EE.
- 2004** Jugement d'ouverture d'une procédure de Redressement judiciaire le 3 novembre 2004 par le Tribunal de Commerce de Créteil, avec première période d'observation de 4 mois.
- 2005** Prolongation de la période d'observation puis jugement du 8 juin 2005 arrêtant le plan de continuation, présenté par la société Technologies. Démission des organes de direction (Thierry Fondronnier, Bruno Cabanis et Alain Benkemoun) et nomination de Michel Tibérini en qualité de Président Directeur Général. Réduction du capital à zéro, augmentation de capital de 225 000 € et, période d'exercice des BSA offerts aux anciens actionnaires d'août à décembre 2005, augmentation de capital consécutive de 91 747,20 €.

Suivi de la réalisation du plan de continuation dont le montant total du passif signifié auprès du Représentant des créanciers s'élève à 1 174 K€.

L'étalement des remboursements se cadence ainsi :

Réalisé :		
- Paiement des créances superprivilégiées, petites créances, et créanciers ayant opté pour l'option 1 (paiement immédiat de 20 % de la créance et abandon du solde)		214 K€
- Etalement des remboursements du solde du passif sur 4 ans		
	Echéance janvier 2006	268 K€
A venir :		
	- Echéance janvier 2007	229 K€
	- Echéance janvier 2008	229 K€
	- Echéance janvier 2009	229 K€

Équipe de Direction

Président Directeur Général
Directeur Opérationnel France
Directeur Financier

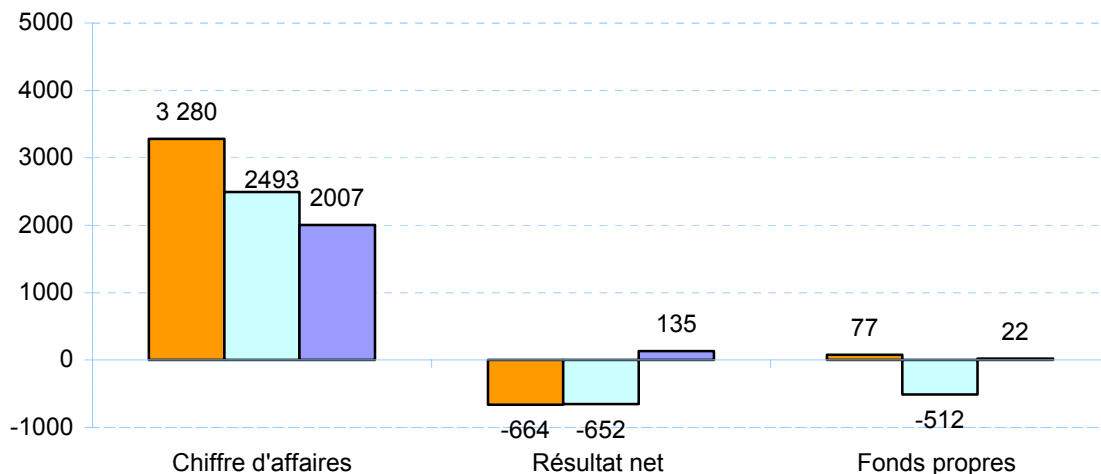
Michel TIBERINI
Thierry ADNOT
Geneviève LAURANS

Chiffres clés

Éléments financiers Groupe

(en milliers d'euros)

■ 2003 IFRS ■ 2004 IFRS ■ 2005 IFRS



Après plusieurs années déficitaires, la société ICOM Informatique a renoué avec les résultats positifs

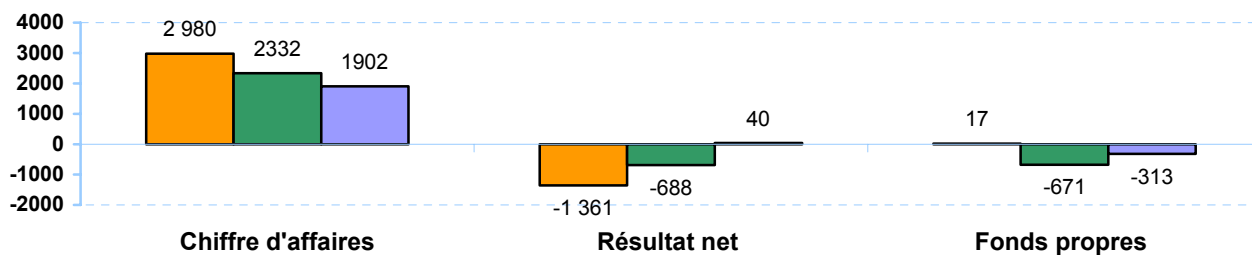
Le résultat net du groupe est un bénéfice de 135 K€ contre une perte de 652 K€ pour l'exercice précédent.

Les filiales anglaise et américaine ont été sorties du périmètre au 31 décembre 2005.

Éléments financiers France

(en milliers d'euros)

■ 2003 ■ 2004 ■ 2005



Le résultats net de l'exercice 2005 est un bénéfice et s'élève à 40 435 €. Les fonds propres restent toujours négatifs, mais se reconstituent progressivement.

Quelques indicateurs financiers

(en milliers d'euros)

GROUPE	2003	2004	2005
Dettes financières	1 259	888	343
Trésorerie*	1 021	1 163	712
Endettement financier net	238	<275>	<369>

* après provision sur titres de placement pour les exercices 2003 et 2004

L'évolution favorable du désendettement est la conjonction de plusieurs facteurs :

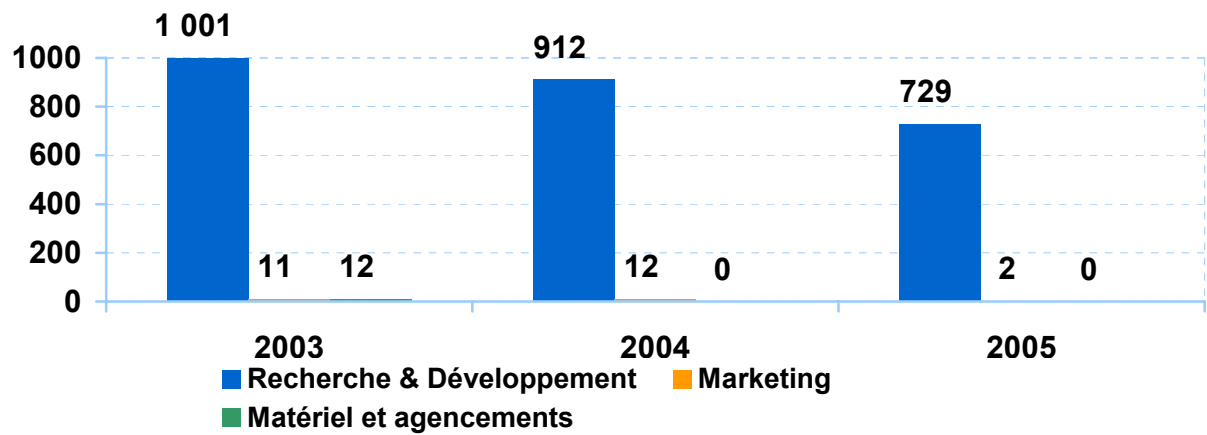
- Remboursement par l'Etat en fin 2004 de la créance d'impôts née du report en arrière des déficits (carry back)
- Assurance prospection Coface transformée en subvention en 2005
- Renégociation des conditions financières de l'emprunt en 2005

GROUPE (norme IFRS)	2003	2004	2005
Endettement global	1 929	2 081	1 479
Capitaux Propres	77	<512>	22
Ratios End Global / C.P	25,05	<4,06>	67,23

ICOM SA (normes PCG)	2003	2004	2005
Endettement global	1 972	2 045	1 471
Capitaux Propres	17	<670>	<313>
Ratios End Global / C P	116	<3,05>	<4,70>

Pour plus d'informations concernant les données financières du Groupe ICOM, on se reportera au chapitre « Patrimoine, situation financière et résultats » du présent document.

Evolution des investissements Groupe (en K€)



Malgré les mesures de réorganisation décidées sur 2004 et 2005, le poids du service Recherche et Développement est resté relativement important puisqu'il s'élève à 729 K€ pour l'exercice 2005 et représente 36 % du chiffre d'affaires, traduisant la volonté de maintenir les efforts nécessaires au développement des nouvelles offres produits.

Les investissements R&D d'ICOM Informatique ont été principalement menés dans le développement d'une nouvelle gamme de produit Web to Host adaptée aux choix d'une partie de sa clientèle grands comptes.

On retrouvera plus loin dans le chapitre « Web to host : une croissance annoncée » une description du marché Web to Host sur lequel la société s'est fortement positionnée, et en page "évolution des investissements R&D" un descriptif des fonctionnalités de la nouvelle gamme Web to Host."

Informations chiffrées sectorielles

Répartition du CA par nature

Les deux principaux pôles d'activité (solutions logicielles de communication, services à valeur ajoutée) se répartissent de la manière suivante :

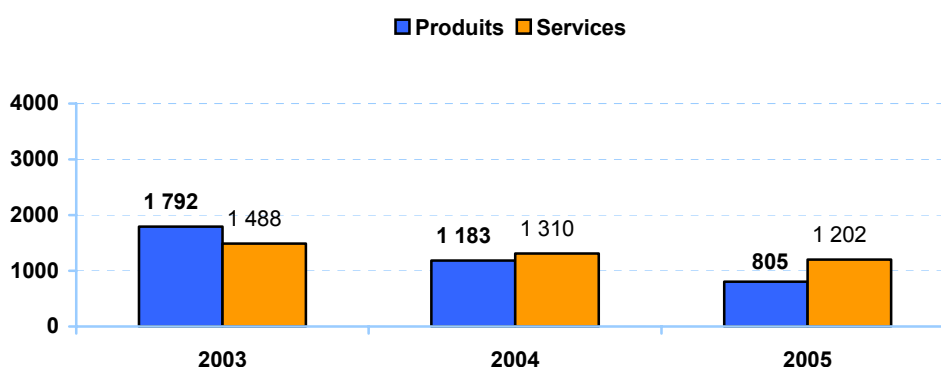
CA en K€	Amérique du Nord				Reste du Monde				Groupe			
	2004		2005		2004		2005		2004		2005	
Produits	47	29%	34	32%	1136	49%	771	41%	1183	47%	805	40%
Services	114	71%	71	68%	1196	51%	1131	59%	1310	53%	1202	60%
TOTAL CA	161	100%	105	100%	2332	100%	1902	100%	2493	100%	2007	100%

Les prestations de service réalisées par l'entreprise sont composées de :

- Ventes de contrats de maintenance et support technique
- Prestations d'Ingénierie autour des produits
- Prestations d'installation et de formation

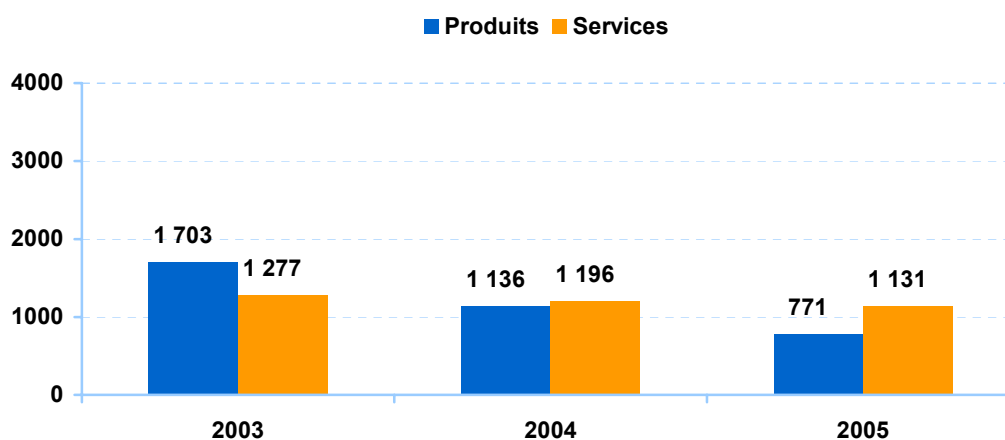
Evolution du CA Produits / Services Groupe

(en milliers d'euros)



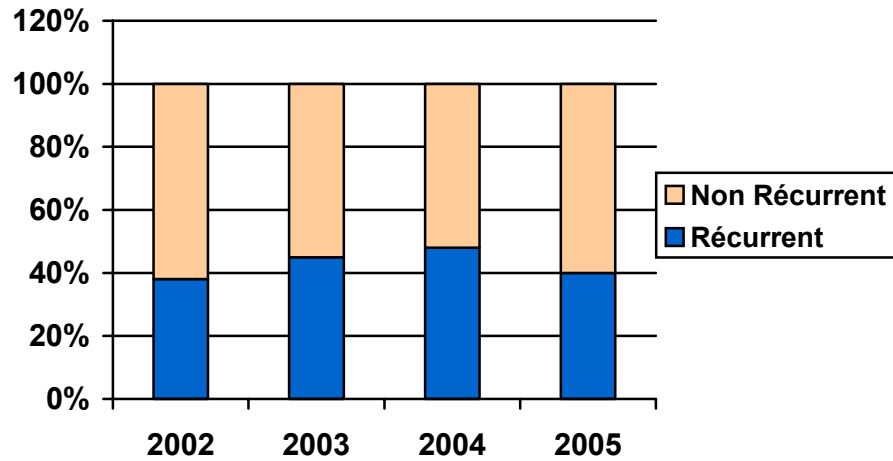
Evolution du CA produits/services Reste du Monde

(en milliers d'euros)



Le chiffre d'affaires Services est principalement constitué de facturations de contrats de maintenance et support technique. Ce chiffre d'affaires récurrent, relativement stable depuis deux ans, représente une part importante du chiffre d'affaires global, compte tenu de la décroissance des ventes de licences logicielles. La qualité de nos prestations et le suivi attentif en 2005 de nos clients ont permis de rassurer notre base installée et de conserver leur confiance.

Evolution de la proportion de CA récurrent (en pourcentage)



Est considéré comme récurrent le Chiffre d’Affaires lié aux contrats de maintenance et de support technique vendus en complément des produits.

La vente de ces contrats représente de 90% à 95%, selon les années, du Chiffre d’affaires Services réalisé par ICOM.

Répartition du CA par zone géographique

Le chiffre d'affaires du groupe par zone géographique se répartit de la manière suivante :

Pays / CA en K€	2004		2005	
	CA	%	CA	%
Reste du monde	2 332	93,54%	1 902	94,77%
Amérique du Nord	161	6,46%	105	5,23%
Totaux	2 493	100,00%	2 007	100,00%

Répartition du Résultat opérationnel

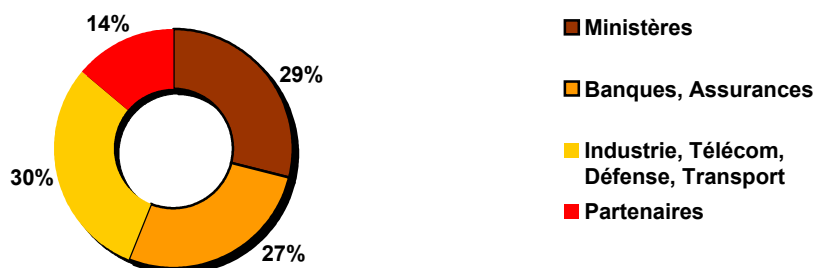
Le résultat d'exploitation du groupe par société se répartit de la manière suivante :

En K€	2004 IFRS	2005
Reste du monde	<492>	204
Amérique du Nord	<99>	38
GROUPE	<591>	242

Répartition du CA par type de clientèle

La clientèle d'ICOM Informatique se compose essentiellement de grands comptes.

Répartition du CA par secteur d'activité



Nous constatons que la répartition de notre chiffre d'affaires est restée stable par rapport à l'exercice précédent.

Le poids des principaux clients d'ICOM Informatique se répartit de la manière suivante :

Poids Client / CA en %	2003	2004	2005
1 ^{er} client	17,11%	15,63%	16,81%
5 premiers clients	45,99%	41,18%	41,99%
10 premiers clients	60,25%	61,44%	55,29%
20 premiers clients	78,88%	80,50%	70,15%

Le métier et le marché de niche d'ICOM Informatique a conduit la société à proposer ses produits dans le cadre de projets d'équipements de grandes entreprises, dont la nature, l'importance et le nombre relativement réduit permettent de constater que depuis plus de dix ans, les 10 premiers clients d'ICOM Informatique ont représenté entre 50% et 70% de son chiffre d'affaires.

Les clients de ICOM sont principalement des grands comptes : SNCF, Ministère de la Justice, ANPE, Caisse d'Epargne.

Saisonnalité du Chiffre d'Affaires

Saisonnalité sur les 12 dernières années (moyenne) :

	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
% du CA annuel	23%	24%	21%	32%

Saisonnalité du chiffre d'affaires durant les 3 dernières années :

	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
% du CA annuel 2003	27%	32%	25%	16%
% du CA annuel 2004	19%	36%	16%	29%
% du CA annuel 2005	28%	24%	17%	31%

Chiffre d'affaires consolidé du 1er trimestre (en euros hors taxe)

	2006	2005 retraité	2005 publié
Premier trimestre	367 838	532 376	563 887

Le chiffre d'affaires publié au premier trimestre 2005 comprenait celui de la filiale américaine pour 31 511 €. Cette filiale ayant été cédée en décembre 2005, le chiffre d'affaires retraité ne comporte que le chiffre d'affaires de la société ICOM Informatique SA afin d'être présenté dans le même périmètre que celui de 2006.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2006 est en retrait de 31% par rapport à celui de 2005, notamment par la décision de certains clients de décaler leurs commandes sur le second semestre.

Marché et positionnement concurrentiel de l'émetteur

Le marché

ICOM Informatique se positionne sur le marché de l'accès aux applications centrales et de l'intégration des données stratégiques de l'entreprise dans un système d'information. ICOM Informatique est présent depuis plus de 20 ans sur le marché porteur des réseaux et des télécommunications. La société conçoit et commercialise des solutions de communication qui accroissent la productivité des entreprises en facilitant les échanges d'informations entre PCs et sites centraux. Plus de 70% des données des entreprises résident sur des systèmes centraux. La finalité des produits d'ICOM Informatique est d'exploiter les possibilités d'Internet pour optimiser l'accès à ces données par l'amélioration de la qualité et la simplification des échanges.

• La révolution de l'Internet

Internet a amorcé une révolution technologique qui touche toutes les facettes de la société. Cette technologie, qu'elle soit utilisée en interne (réseau Intranet), en externe (réseau Internet / Extranet) ou comme simple recours à l'information, facilite l'accès aux données de toutes natures : leurs recherches et leurs échanges sont devenus beaucoup plus rapides et efficaces. Tous les secteurs de l'économie (banques, assurances, industries, services, administrations, collectivités ...) doivent prendre en compte cette évolution de leur environnement et profiter des avantages de cette technologie. La puissance et la simplicité d'Internet ont changé notre vision du monde grâce à l'élimination des barrières géographiques et aux nouvelles possibilités d'interaction.

• Universalité du navigateur Internet

Avec l'arrivée d'Internet, les navigateurs se sont imposés comme les outils de communication universels. ICOM Informatique, pionnier dans l'utilisation des navigateurs comme moyens d'accès aux sites centraux, procure des avantages concurrentiels aux entreprises en optimisant l'accès aux données de ces sites. Ses logiciels de connectivité offrent simplicité d'emploi, ergonomie, richesse fonctionnelle et sécurité des transactions.

• Internet, catalyseur du développement des serveurs d'applications

Par ailleurs, la notion d'architecture Client - Serveur a été remise en cause de manière profonde. Avec Internet, le poste client équipé du seul navigateur ne réalise aucun traitement local si ce n'est la connexion à un serveur d'application à travers le Web. De cette architecture est née une nouvelle logique applicative dite e-business, qui a pour objectif de rendre accessible de manière efficace les données de l'entreprise au poste équipé de son seul navigateur. ICOM Informatique a introduit dans son produit Winsurf Mainframe Access (WMA), tous les éléments permettant de construire une application e-business accédant aux données du site central. ICOM Informatique a lancé en 2001 une offre Winsurf Mainframe Studio for Java Client (WMS for Java Client), destinée à publier très rapidement les applications centrales dans des architectures Intranet, en y apportant une ergonomie et de nouvelles fonctionnalités, sans avoir à modifier une ligne de l'application d'origine. La gamme WMS a été complétée au troisième trimestre 2003, par la solution Winsurf Mainframe Studio for Application Server, qui permet de publier les applications centrales dans des environnements Extranet / Internet et d'intégrer facilement les données mainframes au sein d'applications 'métiers'.

• Applications tierces et composants logiciels

En complément de son offre de produits packagés, ICOM Informatique propose une gamme de composants logiciels Java, qui a pour finalité d'être utilisée par des applications logicielles tierces, lorsque celles-ci ont besoin d'obtenir des informations stockées sur les systèmes centraux. Outre le fait que ces composants intègrent toute l'expérience de connectivité des produits de communication d'ICOM Informatique, ces briques logicielles ont la particularité d'être optimisées pour permettre la montée en charge d'un grand nombre de sessions simultanées dans des environnements de type « Serveur d'application ».

Le métier d'ICOM Informatique : l'e-connectivité

Le métier d'ICOM Informatique est de concevoir et de fournir aux grandes entreprises des solutions de communication permettant :

- d'**accéder** simplement aux applications centrales à partir de postes de travail sous Windows (PC-to-Host) ou d'un simple navigateur (Web-to-Host),
- de **publier** rapidement et sans programmation les applicatifs centraux au travers du Web,
- et d'**intégrer** les procédures et les données existantes du Back-End dans les nouvelles applications e-Business.

Les objectifs principaux de ces solutions sont de **capitaliser** sur le patrimoine applicatif existant au sein des entreprises, de l'**optimiser** et de l'**enrichir**, ceci afin d'accéder aisément aux applications centrales à partir de postes Windows ou d'un navigateur, de publier rapidement les applications mainframe sur le Web d'une manière parfaitement adaptée aux besoins des utilisateurs Internet/Intranet/Extranet et enfin, de réaliser des nouvelles applications e-Business intégrant les procédures de l'entreprise et les données du Back-End.

Les caractéristiques communes à l'ensemble de ces solutions sont :

- leur capacité à se connecter à la plus grande partie des systèmes centraux (IBM S/390, Bull GCOS) et des systèmes départementaux (IBM iSeries, Systèmes Unix, Serveurs Vidéotex) du marché,
- une mise en œuvre non intrusive, ne nécessitant aucune modification des applications centrales existantes,
- une intégration aux architectures et technologies existantes.

L'étendue de la gamme des produits d'ICOM Informatique permet aux entreprises d'exploiter pleinement le socle applicatif existant, sans aucune modification des programmes, et de mettre en œuvre des **solutions de connectivité site central**, des **solutions de publication** des applications centrales sur le Web et des **solutions d'intégration site central** parfaitement adaptées aux besoins et aux métiers des utilisateurs internes et externes (Partenaires, Clients et Fournisseurs).

Les axes clés d'ICOM Informatique

Pour répondre aux besoins de ses clients et les accompagner vers les systèmes d'information du futur, ICOM Informatique mène une stratégie basée sur les 2 axes clés :

- Développement et commercialisation de produits de communication,
- Fourniture de services à valeur ajoutée,

Les solutions logicielles de communication

L'offre logicielle de communication d'ICOM Informatique se décline en solutions de connectivité site central, en solutions de publications centrales sur le Web et en solutions d'intégration site central :

Les solutions de connectivité site central sont composées des produits suivants :

- **Winsurf Mainframe Access** : Gamme de composants d'émulation ActiveX et Java (offre Web-to-Host) dans des architectures Intranet/Extranet.
- **Wincom** : Gamme de logiciels d'émulation de terminal sous Windows (offre PC-to-Host).

Les solutions de publication des applications centrales sont composées de la gamme de produits suivante :

- **Winsurf Mainframe Studio** : Gamme de logiciels de publication des applications centrales IBM S/390, AS/400 et Bull sur le Web, rapide et sans programmation.

Les solutions d'intégration site central sont composées des produits suivants :

- **Winsurf Mainframe Integrator** : Logiciel d'intégration de données mainframe et de transactions site central dans des applications e-Business basé sur des plate-formes J2EE.
- **Winsurf Internet Development (WID)** : Logiciel d'intégration de composants ActiveX d'accès mainframe dans les applications e-Business (WID est un module intégré au produit Winsurf Mainframe Access).
- **Winsurf Mainframe Access Java Components** : Ensemble de composants d'émulation de terminal Java Beans basé sur les standards OHIO, destinés à être intégrés à des applications tierces.

Les services à valeur ajoutée

ICOM Informatique propose un ensemble de services à valeur ajoutée, afin d'accompagner ses clients dans leurs évolutions technologiques, de les aider à définir leurs besoins et d'exploiter au mieux les fonctionnalités de ses produits.

- **Le suivi technique et la maintenance (support après-vente)**
Support technique téléphonique, suivi technique lors de l'installation, configuration des produits, soutien et intervention, garantie des évolutions (mises à jour des produits).
- **L'ingénierie réalisée autour de ses produits**
Pôle de compétences maîtrisant parfaitement la technologie des produits d'ICOM Informatique et de ses partenaires, cette équipe est en mesure de proposer des services allant de l'intégration des applications dans des architectures complexes, jusqu'aux développements de solutions d'intégration et d'e-connectivité.
- **Les services et conseils en télécommunication (support avant-vente)**
Définition d'architectures de communication, maquettage, conseils méthodologiques et aide au déploiement.
- **La formation**
Formation de base à l'utilisation des produits, formation avancée des installateurs pour la configuration, formation spécifiquement destinée aux développeurs utilisant les interfaces de programmation des produits.

L'activité de suivi technique et de maintenance représente la part prépondérante du Chiffre d'Affaires Service que réalise ICOM en 2005 (près de 95% du CA services).

Les services à valeur ajoutée proposés par ICOM sont réalisés par l'équipe technique support ainsi que par le département R&D : voir l'organisation fonctionnelle du groupe ICOM au Chapitre Organisation du Groupe.

L'offre produits

L'offre logicielle de communication d'ICOM Informatique se décline en **solutions de connectivité site central**, en **solutions de publication** des applications centrales sur le Web et en **solutions d'intégration site central**.

Les solutions de connectivité site central ont pour objectif de permettre un accès aux applications hébergées sur des systèmes tels que IBM S/390, AS/400, Bull, Unix, DEC et serveurs Vidéotex, à partir de postes Windows ou équipés d'un simple navigateur.

Les solutions de publication ont pour objectifs de capitaliser sur le patrimoine applicatif existant au sein des entreprises, de l'optimiser et de l'enrichir, afin de publier rapidement les applications mainframe sur le Web d'une manière parfaitement adaptée aux besoins des utilisateurs Internet/Intranet/Extranet.

Les solutions d'intégration site central ont pour objectif d'intégrer les données des applications centrales dans le système d'information de l'entreprise pour mettre en œuvre de nouveaux applicatifs métiers.

Solutions de connectivité site central

Les solutions de connectivité site central sont composées des produits suivants :

- **Winsurf Mainframe Access** : gamme de composants d'émulation ActiveX et Java dans des architectures Intranet/Extranet (offre Web-to-Host).
- **Wincom** : gamme de logiciels d'émulation de terminal sous Windows (offre PC-to-Host).

Winsurf Mainframe Access : offre Web-to-Host



Winsurf Mainframe Access (WMA) est une solution de connectivité Web-to-Host qui intègre les technologies de l'Internet pour accéder en mode émulation aux sites centraux IBM, Unix, DEC, Bull et serveur Vidéotex, depuis un navigateur ou directement sous Windows.

Les fonctionnalités de conversion HTML automatique « à la volée » et d'intégration de composants ActiveX d'accès mainframe dans des applications e-Business, disponibles dans Winsurf Mainframe Access sont décrites dans les solutions d'intégration site central (Module Winsurf Internet Development - WID).

Les principaux **atouts** de Winsurf Mainframe Access sont :

- **administration centralisée et sécurisée sur un serveur Web** : le module d'administration de WMA permet de gérer d'une manière centralisée les services de communication aux applications centrales et d'allouer ces services aux utilisateurs en fonction de leurs profils,
- **compatibilité** avec les annuaires d'entreprise tels que Microsoft **Active Directory** de Windows 2000/2003 Server et **SAM** (System Account Management) de Windows NT 4.
- **un système de supervision** : le module de supervision de l'administration WMA permet de superviser la charge du serveur, d'élaborer des statistiques de connexion et de facturation,

- **l'accès aux principaux sites centraux du marché** : IBM S/390, AS/400, Bull, DEC, UNIX et serveurs Vidéotex,
- **des accès en émulation multi-modes** : les utilisateurs, en fonction de leurs besoins peuvent accéder aux applications centrales au travers de composants d'émulation ActiveX ou Java (accès à partir d'un navigateur) ou au travers d'émulateurs Windows (accès directement sous Windows),
- **des fonctions d'émulation complètes** : les composants d'émulation présentent des fonctionnalités riches et complètes telles que les émulations écrans et imprimantes, les transferts de fichiers, un macro langage,...
- **une interface utilisateur personnalisable** : l'interface utilisateur est entièrement paramétrable et peut donc être adaptée aux différents groupes d'utilisateurs,
- **déploiement et mise à jour automatique** : les composants d'émulation ActiveX et Java sont téléchargés automatiquement sur les postes de travail à partir d'un serveur Web,
- **une tarification au poste utilisateur simultanée** : le nombre de postes clients est illimité et la comptabilisation des licences est réalisée par poste utilisateur simultanée,
- **des liaisons sécurisées** : plusieurs niveaux de sécurité peuvent être implémentés avec une sécurisation des échanges entre le poste client et le serveur WMA (phase de téléchargement et d'identification) en utilisant le protocole HTTPS et une sécurisation des échanges entre le poste client et le site central (authentification et cryptage) grâce à l'utilisation du module de sécurité Winsurf Security Server (module intégré dans WMA) ou l'exploitation des protocoles Telnet SSL.
- **Haute disponibilité** : L'option WMA Advanced permet la mise en oeuvre de solutions hautement performantes et sécurisées en garantissant aux utilisateurs une continuité de service (persistance des sessions), une disponibilité des accès aux applications centrales (backup automatique) et une répartition des charges entre multiples serveurs WMA.

Wincom: offre PC-to-Host



Wincom est une gamme de logiciels d'émulation PC-to-Host performante, riche et cohérente qui permet aux utilisateurs d'accéder aux sites centraux IBM, DEC, Unix, Bull ou serveurs Vidéotex, depuis leurs postes clients sous Windows 32 bits (Windows 95/98/NT/2000/XP) et intègre :

- les émulations des terminaux IBM 3270, IBM 5250, VT320, Bull 7107, Bull 7102, Bull 7800 et Minitel,
- les émulations imprimantes IBM 3287, IBM 3812, LA 100, TTU/PRU,
- les transferts de fichiers FTP, IND\$File, Microfit, FTF, Kermit et X, Y, Z Modem,
- les interfaces de programmation compatibles IBM EHLLAPI, WinHLLAPI et Bull UVTI,
- l'authentification et le cryptage SSL (architecture 2-tiers) en mode TN3270 et TN5250.

Capable d'assurer l'accès simultané à plusieurs systèmes centraux, Wincom dispose de toute la richesse des émulations sous Windows :

- interface graphique personnalisable de type Microsoft Office,
- langage de programmation évolué,
- support du mode graphique et 3D,
- architecture de communication ouverte,
- installation en mode groupware.

L'interface utilisateur Wincom ainsi que toutes les fonctions qui y sont associées sont disponibles dans Winsurf Mainframe Access (offre Web-To-Host), ce qui rend l'évolution du poste de travail transparente à l'utilisateur.

Solutions de publication

Les solutions de publication des applications centrales sont composées de la gamme produits suivante :

Winsurf Mainframe Studio : Gamme de logiciels de publication des applications centrales IBM S/390, iSeries et Bull sur le Web, rapide et sans programmation.

Winsurf Mainframe Studio



Winsurf Mainframe Studio (WMS) est une gamme de solutions qui permet d'ouvrir les applications mainframe (IBM S/390, IBM iSeries, Bull) au Web, de les **publier** via une architecture Intranet, Extranet ou Internet, de les enrichir et d'intégrer des données provenant de sources hétérogènes. Les applications générées bénéficient non seulement de la puissance et de la fiabilité des applications centrales mais aussi de l'ergonomie et de l'ouverture des applications Web.

WMS est composé d'un studio de développement et d'un environnement de publication choisi en fonction de l'architecture technique cible.

Studio de développement : la gamme WMS s'articule autour d'un atelier de développement **100% Java**, permettant de transformer **sans programmation**, les traditionnels 'écrans verts' des applications IBM S390, iSeries et Bull en une interface graphique ergonomique et conviviale. Des fonctionnalités d'intégration de données provenant de sources hétérogènes et d'exportation de données vers des applications externes permettent de démultiplier les fonctionnalités des applications centrales.

Environnement de publication : une fois développée grâce à WMS studio, l'application, est alors mise à disposition des utilisateurs. Selon la cible et l'architecture souhaitée, la nouvelle application peut être publiée rapidement avec :

- **Winsurf Mainframe Studio for Java Client** : Publication Java en architecture 2-tiers.
Les applets Java générées par le studio WMS durant la phase de développement sont télédiffusées sur les postes clients à partir d'un serveur Web.
- **Winsurf Mainframe Studio for Application Server** : Publication HTML en architecture 3-tiers.
Les servlets générées par le studio WMS durant la phase de développement sont installées sur un serveur d'application (conteneur de servlets). La publication se fait en HTML et la solution ne nécessite aucun téléchargement sur les postes Clients.

Solutions d'intégration site central

Les solutions d'intégration site central sont composées des produits suivants :

- **Winsurf Mainframe Integrator** : Logiciel d'intégration de données mainframe et de transactions site central dans des applications e-Business basé sur des plate-formes J2EE.
- **Winsurf Internet Development (WID)** : logiciel d'intégration de composants ActiveX d'accès mainframe dans les applications e-Business (WID est un module intégré au produit Winsurf Mainframe Access).
- **Winsurf Mainframe Access Java Components** : ensemble de composants d'émulation de terminal Java Beans basé sur les standards **OHIO** et destiné à être intégré à des applications tierces.

Winsurf Mainframe Integrator (WMI)



Winsurf Mainframe Integrator (WMI) est une solution permettant de combiner des fonctions d'intégration de transactions site central dans de nouvelles applications et de conversion des flux de données site central en format HTML.

Dans son mode intégration, WMI permet de réaliser des transactions mainframe et de générer automatiquement des composants métiers réutilisables (Access Objects). Ces Access Objects sont ensuite déployés sur un serveur applicatif compatible J2EE et encapsulés dans d'autres applications.

Dans son mode publication, WMI permet de convertir les données site central en flux HTML au travers d'un ensemble de servlet s'exécutant sur un serveur applicatif. La conversion automatique est paramétrable et s'applique à tous les écrans d'une application ou par famille d'écrans.

L'offre WMI intègre un studio de développement graphique assurant les fonctions suivantes :

- En mode intégration : Connexion aux applications centrales, capture des écrans, capture de la navigation mainframe, génération automatique des Access objects, validation du code généré.
- En mode publication : Importation des grilles d'écrans, paramétrage de la conversion HTML

WMI intègre les connecteurs d'accès aux principaux sites centraux du marché (IBM S/390, IBM iSeries, Bull, systèmes Unix et serveurs Vidéotex) et le serveur Tomcat d'Apache Group.

Winsurf Internet Development (WID)

Winsurf Internet Development (module intégré au produit Winsurf Mainframe Access) est un logiciel d'intégration de composants ActiveX d'accès mainframe dans les applications e-Business et de conversion HTML « à la volée ».

Conversion HTML automatique « à la volée » : WID permet de convertir automatiquement les données provenant des applications centrales en format HTML et de rendre immédiatement disponible l'accès à ces applications au travers de tout poste (Windows, Mac, OS/2, ...) équipé d'un simple navigateur.

Intégration des e-applications : WID permet de concevoir de nouvelles applications e-Business « métier » intégrant les ressources des systèmes centraux existants sans les modifier. Ce module est constitué d'un ensemble de composants ActiveX et Java d'accès site central capables d'assurer les fonctions de gestion de connexion, de réception et d'émission de données. Les applications sont réalisées sur un serveur Web sous forme de scripts en Visual Basic ou C++. Ceci permet d'exécuter des transactions sur de multiples systèmes (sites centraux, bases de données,...), d'effectuer une concaténation des données et de présenter l'information sur le poste client en format HTML. Il est possible d'administrer un réseau de multiples serveurs WID et d'effectuer une répartition de charges entre plusieurs serveurs WID. Cette fonctionnalité permet de mettre en œuvre des applications e-Business nécessitant un nombre de connexions simultanées important, tout en assurant un équilibrage des charges pour garantir des temps de réponse optimaux.

Winsurf Mainframe Access Java Components (WMA Java Components)



Winsurf Mainframe Access Java Components (WMA JC) est un ensemble de composants d'émulation de terminal Java Beans basé sur les standards **OHIO**, destinés à être intégrés à des applications tierces. Le produit intègre les composants d'émulation IBM 3270, 3287 5250, BULL 7107, VT320, Minitel. Les composants du produit sont particulièrement adaptés à une utilisation intégrée aux principaux serveurs d'application à la norme JEE du marché.

Le marché et les axes de croissance

La vocation d'ICOM Informatique est d'apporter aux entreprises la réponse à leurs besoins d'échanges d'informations entre le poste de travail de l'utilisateur et les ordinateurs centraux.

Initialement centrée sur l'émulation de terminal, l'offre d'ICOM Informatique a évolué pour couvrir le domaine de la « rénovation » des applications et celui de l'intégration aux applications tierces.

Avec plus de 1,5 million de licences logicielles installées à fin 2005, ICOM Informatique a su démontrer la justesse de ses choix technologiques, la qualité de ses produits ainsi que leur adéquation aux attentes des entreprises.

Un positionnement stratégique

Le marché de la connexion site central, partagé entre Pc-to-Host et Web-to-Host

On distingue dans le marché de l'émulation de terminal (Host Access), les produits PC-to-Host des offres Web-to-Host, deux axes sur lesquels ICOM Informatique est fortement positionné.

Le PC-to-Host, historiquement plus ancien, est caractérisé par le fait que le logiciel d'émulation de terminal est exécuté sur un PC sous Windows. ICOM Informatique fait régulièrement évoluer cette offre de manière à proposer des solutions adaptées aux entreprises qui font le choix de modifier l'environnement de leur poste de travail, sans remettre en question leur architecture réseau.

Le Web-to-Host permet aux clients qui font le choix d'une architecture internet, d'augmenter l'efficacité du poste de travail et de diminuer son coût de possession. Les produits d'ICOM Informatique offrent sur ce marché un panel de fonctionnalités allant de l'émulation de terminal dans le navigateur, aux rhabillages des applications du site central, jusqu'à la fourniture de composants d'émulation intégrables à des applications tierces. C'est sur ce créneau qu'ICOM Informatique concentre le principal de ses efforts de Recherche et Développement.

Avec environ 1M€ de revenus en Web to Host, ICOM Informatique estime détenir de 20 % de parts du marché français.

Le Web-to-Host : une croissance annoncée

Le marché du Web to Host s'appuie sur les mutations technologiques qu'entraîne l'adoption des technologies de l'Internet dans l'entreprise pour proposer des solutions génératrices de gain de productivité et de simplification des procédures de maintenance des postes utilisateurs.

En complément de son offre de logiciels d'émulation WMA, ICOM Informatique propose depuis 2002 un produit de publication des applications centrales sur le Web avec Winsurf Mainframe Studio, qui a été rejoint en 2003 par un produit d'intégration : Winsurf Mainframe Integrator

Grâce à l'ensemble de ces produits, ICOM Informatique estime disposer d'une offre répondant très complète aux besoins du marché Web-to-Host

La généralisation du modèle Web-to-Host en remplacement du modèle PC-to-Host a pris du retard par rapport aux prévisions initiales des analystes qui prévoient des croissances à trois chiffres.

La croissance positive des dépenses informatiques devrait à terme bénéficier au marché du Web to Host en favorisant les décisions de changement d'architecture et de renouvellement des parcs de matériels, facteurs nécessaires à l'adoption du Web-to-Host.

Pour consolider sa position sur ce marché, ICOM Informatique a oeuvré à l'élaboration d'une nouvelle offre produit Web to Host tirant partie de la croissance du marché des produits issus de l'Open Source et de la généralisation des architectures basées sur les annuaires d'entreprise. Ce produit est disponible depuis septembre 2005 et remporte déjà un vif succès.

ICOM Informatique constate pour sa part que son offre Web-to-Host représente en 2005 plus de 50 % de son chiffre d'affaires.

Développement des partenariats technologiques

Dans le cadre des développements utilisant les technologies et les architectures Microsoft (ActiveX, ASP, COM/DOM, ...), ICOM Informatique est **Microsoft Certified Partner**.

ICOM Informatique est également membre du programme **Citrix Business Alliance – niveau Charter**, dans le cadre notamment de l'intégration de WMA avec l'offre Metaframe.

La concurrence

Sur le marché des suites logicielles d'émulations traditionnelles «PC-to-Host», ICOM Informatique se trouve en concurrence avec des acteurs différents selon que le besoin client intègre ou non des besoins de connectivité spécifiques au marché français : Bull et Minitel.

- Sur le marché français et sur les marchés d'émulations IBM, DEC, Unix, BULL et Minitel, nos principaux concurrents sont Bull, Gallagher' Robertson, Esker.
- Sur le marché international avec les connexions IBM et DEC/UNIX, les concurrents sont essentiellement Américains : IBM, Attachmate, WRQ ...

Sur le marché Web-to-Host, les concurrents d'ICOM Informatique sont :

- en technologie mixte ActiveX /JAVA : Esker, Netmanage, Seagull,
- en technologie JAVA : IBM, Attachmate, Ilex, Jacada, WRQ.

Il faut noter le poids particulier d'IBM qui dans le marché du Web-to-Host est crédité de plus de 50% (source "IDC ") de parts et ce grâce à des stratégies commerciales particulières qui lui permettent de commercialiser ses produits d'émulations en complément de ses ventes de matériel.

Il est tout aussi significatif de remarquer que la fin 2004 et le début 2005, auront vu les deux sociétés WRQ et Attachmate être achetées par un groupe d'investisseurs privés pour former une société dont la taille permettra de rivaliser avec IBM sur les gros marchés Nord Américains.

A notre connaissance, aucune étude récente n'est disponible permettant de connaître les parts de marché respectives des différents acteurs. D'autre part, la plupart des entreprises citées ne sont pas cotées et ne divulguent donc pas leurs données financières publiquement.

ICOM estime détenir une gamme de produits couvrant de façon efficace l'ensemble des besoins de communication du poste de travail vers un site central en mode émulation de terminal, en Intranet, Extranet par le biais d'une intégration de composants dans des architectures basées sur les principaux serveurs d'application du marché.

Organisation commerciale et circuit de distribution

Actifs nécessaires à l'exploitation

En tant qu'éditeur de logiciels, ICOM SA est seule détentrice des sources des produits qu'elle commercialise, elle détient tous les actifs nécessaires à son exploitation. Les bureaux du siège social sont loués.

Circuit de distribution : une évolution du réseau

Le réseau de distribution pour les produits PC-to-Host et Web-to-Host (Intranet) s'organise autour de trois axes :

les grossistes : leur rôle est d'acheter de grandes quantités de produits pour les revendre sur le marché, soit par le canal des distributeurs ou des VARs (Value Added Resellers), soit directement aux grandes entreprises. Grâce à leurs stocks, ces intermédiaires sont capables de répondre très rapidement aux demandes.

les distributeurs et les chaînes : leur avantage est leur proximité géographique des clients. Ils livrent les produits au client final et leur apportent leur compétence technique. Ils s'approvisionnent soit auprès des grossistes, soit directement auprès d'ICOM Informatique. La société travaille avec ses distributeurs sur la base d'une charte technique, leur garantissant un support, une formation et un suivi.

les intégrateurs - VARs et SSII : ils offrent à leurs clients des solutions complètes intégrant études, conseils, matériels, applicatifs, mises en œuvre des solutions, maintenance. Ils s'approvisionnent chez les grossistes et livrent les produits ICOM Informatique intégrés dans leurs solutions.

Dans une période de mutation technologique importante, l'émergence de la « Nouvelle économie » a favorisé l'apparition d'une « nouvelle » génération d'acteurs.

Si les produits PC-to-Host continuent à être proposés par les partenaires traditionnels d'ICOM Informatique (grossistes, distributeurs), les produits Web-to-host (particulièrement dans le cadre de leur intégration dans les projets Extranet des entreprises), s'inscrivent dans une stratégie de vente indirecte auprès de partenaires à valeur ajoutée.

Les distributeurs à valeur ajoutée tels que les intégrateurs et SSII seront les partenaires privilégiés d'ICOM Informatique dans le cadre de son expansion sur le marché de « l'e-connectivité ».

Circuit de vente directe & animation du réseau de ventes indirectes

Le réseau commercial d'ICOM Informatique comprend également une force de vente interne qui a pour missions :

- le référencement des produits ICOM Informatique auprès des Grands Comptes,
- l'animation du réseau de distribution (ventes indirectes),
- la vente à ses propres clients (ventes directes).

Politique d'investissements

La politique d'investissements du groupe est principalement axée sur l'évolution des logiciels existants et sur le développement de nouveaux produits permettant d'offrir des solutions adaptées aux nouveaux systèmes d'information des entreprises.

Les grandes administrations, la banque et l'assurance représentent la part la plus importante des clients potentiels d'ICOM Informatique.

Ceux-ci ont engagé depuis quelques années des études pour valider l'adéquation des produits issus de l'Open Source aux besoins de leurs applications. Les bénéfices recherchés de ces choix sont multiples : maturité de ces produits, faible coût d'achat (théorique) de certains environnements, indépendance recherchée vis à vis de Microsoft.

Pour répondre à ces besoins, ICOM Informatique a souhaité disposer d'une offre Web to Host répondant complètement à ces contraintes.

La nouvelle offre a été entièrement écrite en langage JAVA et repose sur l'environnement J2EE (norme non Microsoft) elle est proposée sur un ensemble très large d'équipements informatiques intégrant notamment les offres de Microsoft comme celles d'IBM, de SUN, Linux, Apple, etc..

Ce nouveau produit, outre qu'il est indépendant des constructeurs, prend en compte les nouvelles architectures structurant les organisations des entreprises et notamment la gestion des utilisateurs et des applications par le biais d'annuaires d'entreprises. Ces annuaires qu'ils soient Microsoft (Active Directory) ou Open Source (LDAP) proposent un moyen efficace, adapté aux petites comme aux grandes structures, pour organiser, sécuriser et déployer les applications au niveau de chacun des postes de travail.

Cette offre développée durant plus de deux ans a été mise sur le marché en septembre 2005.

Evolution des investissements en R&D

	2003		2004		2005	
	K €	% CA	K€	%CA	K€	%CA
R&D	1 001	30%	912	36%	729	36%

Le département Recherche et Développement est resté très important puisque son poids représente 36% du chiffre d'affaires pour l'exercice 2005.

L'activité de développement dont les coûts ne sont pas compris dans les frais de « Recherche et Développement » est portée en immobilisations conformément aux normes IFRS (voir l'annexe des comptes consolidés pour plus de détails).

Les frais de Recherche et Développement sont intégralement constatés en charge dans les comptes de l'entreprise.

Analyse des risques du Groupe

Analyse des risques du Groupe

Facteurs de risques

Risques particuliers liés à l'activité

Risques liés aux fournisseurs

La dépendance de la société vis à vis des fournisseurs est extrêmement limitée. En effet, les produits commercialisés par la société sont en très grande majorité développés en interne. Ainsi, les produits Wincom, Winpass, WMA et WMOS n'intègrent que des composants développés par ICOM Informatique ou du domaine public. Seuls les produits WMS et WMI contiennent des composants extérieurs achetés en OEM. La politique d'ICOM Informatique est de ne pas multiplier ces composants.

Risques liés aux clients

Le poids des 20 premiers clients a représenté 70,15 % du chiffre d'affaires 2005 et celui des 10 premiers clients 55 % du chiffre d'affaires 2005. Le poids des dix premiers clients a baissé de cinq points entre 2004 et 2005. Les clients de ICOM sont principalement des grands comptes : SNCF, Ministère de la Justice, ANPE, Caisse d'Epargne.

Risques liés à la sous-traitance

La société n'a pas recours à la sous-traitance.

Risques liés au procédé de fabrication

La société dispose d'une procédure de sauvegarde automatique de ses sources logicielles. Enfin, l'ensemble des sources logicielles est déposé dans un coffre.

Risque sur les dividendes

Nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois exercices précédents.

La société ICOM Informatique souhaite adopter une politique de distribution de dividendes favorable à ses actionnaires dès que sa situation financière aura été restaurée et sa rentabilité établie.

Risques de marché

Risque de liquidité

Nature	Taux	Montant 31-12-05	Échéance	Couverture
Emprunt bancaire, Banque Populaire Rives de Paris	Fixe 3,5%	343 340 €	Janvier 2009	Non

ICOM Informatique SA a contracté un emprunt en euros en septembre 2001. Cet emprunt résulte du regroupement d'emprunts initiaux destinés au financement de l'acquisition de la filiale Data Interface Corp. à Austin (USA).

Un accord a été conclu avec la banque le 28 juin 2005 et les opérations suivantes ont été réalisées :

- Vente du portefeuille de titres (nanté au profit du prêteur) en juillet 2005 pour un montant de 303 K€ ;
- Baisse des garanties des anciens dirigeants, en contrepartie la société Technologies a accepté de se porter caution solidaire et personnelle à hauteur de 160 000 € ;
- Réduction du taux de 6,3 % à 3,5 % ;
- Ré-étalement du solde du capital restant dû au même rythme que celui prévu par le plan de continuation soit jusqu'en janvier 2009 ;
- Le paiement de la première annuité augmentée des intérêts intermédiaires a été effectué en janvier 2006 pour un montant de 112 191 €.

A ce jour la société ICOM Informatique ne présente pas de risque de liquidité. Elle doit néanmoins respecter les échéances du plan de continuation au risque de devoir retomber dans une procédure de redressement judiciaire.

Accès au crédit

La société n'a pas demandé à bénéficier d'une ligne de crédit et présente une situation de trésorerie créditrice.

L'excédent est placé en SICAV de trésorerie dont les risques sont limités.

Toutefois la société ICOM Informatique se réserve la possibilité de faire appel au crédit en cas de besoin, car elle est adossée à un groupe.

Risque de taux

Le seul emprunt de la société a été renégocié courant 2005. Son taux de 3,5 % est fixe et correspond aux valeurs du marché. Le risque de taux est peu significatif.

La société n'est soumise dans le cadre de l'unique contrat de crédit à aucune clause de « défaut » dite clause de « covenant ».

Risque de change

Les seules activités effectuées en devises étaient générées par la filiale américaine qui a cédée le 15 décembre 2005. Par ailleurs ICOM Informatique facture ses clients à l'export en euros, il n'existe donc pas de risque de change.

Risque sur actions

Le portefeuille de valeurs mobilières a été réalisé en juillet 2005 dans le cadre de la renégociation de l'emprunt bancaire. La société ne possède pas d'actions auto détenues.

Risques juridiques

Risques fiscaux

La société ICOM Informatique peut faire l'objet en France de contrôles sociaux et fiscaux.

La période 1998 à 2000 a fait l'objet d'un contrôle fiscal concernant notamment la créance du report en arrière des déficits. Celle-ci ayant été validée, un premier remboursement de carry-back est intervenu en février 2004 au titre de 1998. Le remboursement anticipé de l'intégralité du carry-back a été effectué par les services fiscaux à la suite de l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire par le Tribunal de Créteil le 3 novembre 2004.

Litiges

Deux plans de restructuration sont intervenus en 2004 : l'un en début d'année, l'autre réalisé par l'administrateur judiciaire fin 2004.

Un risque prud'homal avait été provisionné au titre de l'exercice 2004. Celui-ci a été réglé au quatrième trimestre 2005. La société n'a pas connaissance d'autres litiges. Aucune provision n'a été constituée au 31/12/2005.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et du groupe.

Dépendance à l'égard des droits de propriété industrielle

Dans l'état actuel de la loi française, les programmes d'ordinateurs développés à ce jour par ICOM Informatique ne sont pas généralement des inventions brevetables. La protection de la société repose donc principalement sur :

- son savoir-faire, et,
- le respect des droits d'auteur et des licences concernant ses logiciels. Cependant, une bonne protection des droits d'auteur n'est pas garantie dans tous les pays. Des actions en justice peuvent s'avérer nécessaires et avoir une incidence sur les résultats de l'entreprise.

Risques industriels et liés à l'environnement

Risques technologiques

Commercialisation de nouveaux logiciels :

ICOM Informatique prévoit de mettre sur le marché de nouveaux logiciels. Il est impossible d'affirmer que ces nouveaux logiciels ne contiendront pas des erreurs non détectées par le service interne de contrôle qualité.

La qualité technique des logiciels n'est pas une garantie de l'acceptation de ces logiciels par le marché, ce qui peut avoir un impact sur la réalisation des prévisions de ventes.

Modifications des données du marché :

Le marché de l'informatique fait l'objet d'évolutions constantes. Le marché des logiciels de communication entre micro-ordinateurs et sites centraux est lui aussi en constante évolution. ICOM Informatique ne peut garantir qu'à un moment donné, un grand acteur du logiciel ne viendra pas contrecarrer les plans de croissance d'ICOM Informatique.

Risques liés aux dysfonctionnements des logiciels :

A l'instar de la plupart des logiciels du marché, les logiciels d'ICOM Informatique peuvent contenir des anomalies pouvant nuire à leur fonctionnement, malgré les dispositions prises en matière de contrôle de qualité. Il n'est donc pas possible d'affirmer que des litiges ne surviendront pas avec des clients mécontents.

Bien que les licences d'utilisation soient généralement livrées avec risques à la charge de l'utilisateur, ICOM Informatique a souhaité couvrir le risque de dommages liés à l'utilisation de ses produits par des tierces parties, et a souscrit une assurance RC Entreprise couvrant ce risque.

Intégration de composants OEM dans l'offre produits :

Les produits Wincom, WMA et WMOS n'intègrent que des composants développés par ICOM Informatique ou du domaine public.

Les produits WMS et WMI contiennent des composants extérieurs achetés en OEM. La politique d'ICOM Informatique est de ne pas multiplier ces composants.

Risques sociaux et environnementaux de l'activité de la société :

La société et ses filiales exercent des activités de prestations intellectuelles qui n'ont pas d'impact direct sur l'environnement. Concernant la revente de matériels informatiques (cartes informatiques) qui représente moins de 1% du chiffre d'affaires social, la société n'intervient qu'en tant que distributeur, les conséquences environnementales ne sont donc pas de son ressort.

Assurances et couverture des risques

La société ICOM Informatique a souscrit plusieurs assurances :

- Multirisque immeuble pour ses locaux
- Multirisque bureau pour les dommages aux biens
- Perte d'Exploitation
- Responsabilité Civile
- Globale informatique pour son parc informatique
- Europ Assistance pour protéger ses salariés en déplacement à l'étranger.

Le montant des cotisations s'est élevé en 2005 à 10 618 €

L'ensemble du personnel bénéficie d'une couverture mutuelle et prévoyance supérieure aux planchers prévus par la convention SYNTEC et d'une assurance « frais de santé » dont 55 % de la cotisation est prise en charge par l'entreprise.

TABLEAU DES GARANTIES, CAPITAUX ET FRANCHISES

EVENEMENTS ASSURES	CAPITAUX ASSURES
A1 Incendie (Assurance globale) A2 – Foudre – Explosion – Implosions A3 – Dégâts de fumées A4 – Chute/choc d’engins aériens et spatiaux	8 064 500 €
A5 – Catastrophes naturelles	Idem incendie
A6 – Tempête – Grêle – Neige sur toitures	Idem incendie
A7 – Dégâts des EAUX – Gel	Idem incendie
A8 – Vol (par sinistre et par risque) <ul style="list-style-type: none"> • Mobilier, matériel et marchandises 	20 000 €
A9 – Bris de glaces et d’enseignes	10 000 €
A10 – Dommages électrique (par sinistre et par risque)	10 000 €
A11 – Tous risques matériels informatiques (par sinistre et par risque) <ul style="list-style-type: none"> • reconstitution des supports d’information • frais supplémentaires 	75 000 € 30 000 €
A12 – Actes de vandalisme – Attentats	Idem incendie
A13 – Autres dommages matériels (TRS) (par sinistre et par risque)	762 500 €
B – LES BIENS	6 500 000 €
B1 – Bâtiments <ul style="list-style-type: none"> • valeur à neuf • valeur d’assurance vétusté déduite 	
B2 – Mobilier, matériel, agencements, aménagements, effets divers <ul style="list-style-type: none"> • valeur à neuf • valeur d’assurance vétusté déduite 	200 000 €
B3 – Investissements éventuels	50 000 €
C – FRAIS ET PERTES ANNEXES (par sinistre et par risque)	150 000 €
D – PERTE D’EXPLOITATION	5 500 000 €

Politique de prévention des risques

La société se conforme à toutes les obligations légales et conventionnelles en matière d’hygiène, de sécurité et de prévention incendie. L’aménagement des postes de travail est soumis régulièrement au médecin du travail qui est invité à visiter les locaux. La société, depuis son origine, n’a jamais eu à déplorer d’accident du travail.

Par ailleurs l’ensemble des données et outils informatiques fait l’objet de sauvegardes régulières conservées dans un coffre.

Evolutions récentes et perspectives

Evolutions récentes

Assemblées générales, rapports

L'Assemblée Générale Ordinaire du **10 juillet 2006** est appelée à valider les comptes de l'exercice (voir chapitre patrimoine, situation financière et résultats).

L'Assemblée Générale Extraordinaire du **13 juillet 2006** est appelée à valider l'opération de fusion par absorption de la société Quotium Technologies.

Chiffre d'Affaires et trésorerie

	2006	2005 retraité	2005 publié
Premier trimestre	367 838	532 376	563 887

Le chiffre d'affaires publié au premier trimestre 2005 comprenait celui de la filiale américaine pour 31 511 €. Cette filiale ayant été cédée en décembre 2005, le chiffre d'affaires retraité ne comporte que le chiffre d'affaires de la société ICOM Informatique SA afin d'être présenté dans le même périmètre que celui de 2006.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2006 est en retrait de 31% par rapport à celui de 2005, notamment par la décision de certains clients de décaler leurs commandes sur le second semestre.

Evolution de la trésorerie (ICOM SA)	En K€
31 décembre 2005	712 K€
31 janvier 2006 (1)	505 K€
28 février 2006	678 K€
31 mars 2006	802 K€

(1) le remboursement de la première échéance du plan de continuation s'est effectué en janvier 2006 pour 268 K€ provoquant une baisse de la trésorerie à fin janvier 2006.

La position de trésorerie comprend un portefeuille de sicav de trésorerie, totalement liquide.

Investissement

La société n'a pas d'investissement faisant l'objet d'un engagement ferme ni de charge pesant sur un bien immobilier.

Restrictions à l'utilisation des capitaux

Il n'existe aucune restriction connue à l'utilisation des capitaux qui aurait influé ou pourraient influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations d'ICOM Informatique.

Autres évolutions

A la date du présent rapport il n'existe aucun facteur de nature gouvernementale, économique budgétaire monétaire ou politique récent pouvant influencer sensiblement sur nos opérations

Prévisions ou Estimations de bénéfices

La société ICOM Informatique n'a donné aucune prévision ou estimation de bénéfice ni dans le passé, ni dans le présent document.

Perspectives

ICOM Informatique a engagé durant l'exercice 2005 des actions d'économie des coûts de structure. Elles seront poursuivies en 2006.

L'année 2006 aura pour priorités :

- la consolidation des acquis techniques
- l'élargissement de l'offre produits
- le développement commercial

Ces objectifs devraient être atteints par la mise en œuvre du projet de fusion par absorption de la société Quotium Technologies par la société ICOM Informatique. L'opération vise à rassembler au sein de la même structure des produits innovants, une expertise technique forte et à renforcer le pôle commercial.

Patrimoine, situation financière et résultats

Patrimoine, situation financière et résultats

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juillet 2006

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2005 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous aborderons successivement :

- l'activité du groupe et ses perspectives d'évolution,
- l'examen des comptes et des résultats.

Ce rapport est accompagné des documents suivants :

- Bilans, comptes de résultats et tableaux annexes de nature financière à la fois au niveau du groupe ICOM Informatique (comptes consolidés) et au niveau de ICOM Informatique SA (société mère),
- Rapport spécial du Président sur le Gouvernement d'entreprise et le contrôle interne,
- Rapports des Commissaires aux Comptes,
- Les résolutions soumises à votre approbation.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

1 SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE

Les ventes et productions d'ICOM pour l'exercice 2005 s'élèvent à 2,2 millions d'euros, contre 2,7€ millions pour l'exercice précédent.

La baisse modérée de 20 % est une bonne performance dans un contexte difficile de redressement judiciaire.

1.1 Recherche et Développement

Les difficultés rencontrées au cours de l'exercice ont pesé sensiblement sur le niveau de l'investissement en Recherche et Développement.

Le service Recherche et Développement, dont le poids représente 729 K€ en 2005 a réalisé l'évolution des produits existants et l'initialisation de nouveaux projets.

La nouvelle gamme de produits Web to Host visant l'ensemble des plates-formes Opensource a été lancée en septembre 2005.

2 RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Le résultat opérationnel du groupe, avant impôts, est un bénéfice de 242 K€ versus une perte de <591 K€> pour l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice ressort à 135 K€ contre une perte de <652> K€ pour l'exercice 2004.

Ces bons résultats résultent de la relative stabilité du chiffre d'affaires et des mesures d'économie de coûts prises durant l'exercice.

Au 31 décembre 2005, le total du bilan d'ICOM Informatique S.A. s'élève à 1 537 K€ contre 2 247 K€ au 31 décembre 2004.

Au présent rapport est annexé le tableau des résultats financiers des 5 derniers exercices.

3 PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Les comptes consolidés ont été présentés conformément à la norme IFRS. L'année 2004 a été retraitée en normes IFRS pour des raisons de comparabilité. Les comptes sociaux ont été établis conformément aux normes comptables françaises en vigueur. Deux tableaux permettant de faire la liaison entre les bilans au 31 décembre 2003 et 31 décembre 2004 en normes françaises sont fournis en fin d'annexes.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Une synthèse des comptes comparés permet de cerner l'évolution des principaux indicateurs de l'exploitation.

Tableau synthétique de résultats comparés

Eléments	Groupe (normes IFRS)				Sté Mère (normes Françaises)			
	2004	%	2005	%	2004	%	2005	%
Production + ventes	2 670	100%	2 180	100%	2 332	100%	1 902	100%
Achats	11	0,4%	5	2,2%	11	0,4%	5	2,6%
Marge sur coûts d'achats	2 659	99,6%	2 175	97,8%	2 322	99,6%	1 897	99,7%
Charges externes	645	24,1%	497	22,8%	596	25,6%	448	23,5%
Valeur Ajoutée	2 014	75,4%	1 678	76,9%	1 726	74,3%	1 449	76,2%
Subvention d'exploitation								
Impôts et Taxes	76		73		75		71	
Charges de personnel	2 403		1 396		2 195		1 380	
Excédent Brut d'Exploitation	(465)	-17,4%	209	9,6%	(545)	-23,4%	<2>	0 %
Autres charges d'exploitation			2				2	
Reprise	101		28				28	
Amortissement et Provisions	74		89		11		13	
Résultat d'Exploitation	(438)	-16,4%	146	6,7%	(533)	-22,9%	11	0,6 %
Résultat Financier (net)	(128)		89		(67)		(60)	
Résultat courant	(566)	-21,2%	235	10,8%	(600)	-25,7%	<49>	-2,6%
Produits exceptionnels	273		572		320		2 396	
Charges & Dotations exceptionnelles	359		668		408		2 303	
Impôts sur les sociétés			4				4	
Résultat Net	(652)	-24,4%	135	6,2%	(688)	-29,5%	40	2,1%

Valeur Ajoutée

La valeur ajoutée du groupe s'élève à 1 678 K€ soit 77% du chiffre d'affaires contre 75,4% en 2004.

Charges de Personnel

Elles s'élèvent au niveau du groupe à 1 396 K€ contre 2 403 K€ en 2004.

L'effectif moyen du groupe est de 14 personnes contre 27.

Au niveau de la société mère, les charges de personnel sont de 1 380 K€ contre 2 195 K€ en 2004.

Ces évolutions traduisent les opérations de restructuration menées fin 2004 et qui se sont poursuivies au début de l'année 2005.

Dotation aux amortissements

Le montant total de la dotation 2005 est de 85 K€.

L'application des normes IFRS a conduit à activer des dépenses de développement qui sont amorties linéairement sur 5 ans.

La dotation de l'exercice 2005 relative à ces dépenses s'élève à 70 K€.

Provision

Les provisions pour restructuration et titres de placement ont été reprises à la clôture de l'exercice suite au départ des salariés et à la vente du portefeuille.

La provision à la clôture de l'exercice 2005 (100 K€) s'explique par la provision pour indemnisation de fin de carrière (84 K€).

4 AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 40 435 euros pour ICOM Informatique SA.

Nous vous proposons également d'affecter le bénéfice au compte « report à nouveau ».

5 RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois exercices précédents.

6 DEPENSES NON-DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

7 SITUATION DE LA SOCIETE A LA DATE DU PRESENT RAPPORT ET EVOLUTIONS RECENTES

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture des comptes n'est à porter à votre connaissance

8 PERSPECTIVES 2006

ICOM Informatique a engagé durant l'exercice 2005 des actions d'économie de coûts de structure. Elles seront poursuivies en 2006.

L'année 2006 aura pour priorités :

- la consolidation des acquis techniques
- l'élargissement de l'offre produits
- le développement commercial

Ces objectifs devraient être atteints par la mise en œuvre du projet de fusion par absorption de la société Quotium Technologies par la société ICOM Informatique. L'opération vise à rassembler au sein de la même structure des produits innovants, une expertise technique forte et à renforcer le pôle commercial.

9 FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau des filiales et participations figure en annexe aux comptes annuels.

La filiale anglaise a été radiée par suite d'inactivité et la filiale américaine a été cédée le 15 décembre 2005. De ce fait, au 31 décembre 2005, elles ne font plus partie du périmètre de consolidation.

10 INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL SOCIAL

1/ Identité des personnes physiques ou morales détenant une participation significative dans le capital de notre société

Les informations reçues du teneur de la comptabilité sociale des actions de notre société, la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES - NATEXIS, font ressortir qu'à la date d'établissement du présent rapport, les actionnaires nominatifs disposant d'une participation significative dans le capital de notre société détiennent les actions dénombrées ci-après :

- Actionnaires détenant plus du 1/20ème du capital social ou des droits de vote :
aucun nominatif
- Actionnaires détenant plus du 1/10ème du capital social ou des droits de vote :
aucun nominatif
- Actionnaires détenant plus du tiers du capital social ou des droits de vote :
Société Technologies,

2/ Sociétés Contrôlées

Il n'y a plus de société contrôlée au 31 décembre 2005.

3/ Participations des salariés au Capital

Conformément aux dispositions de l'article L225-102 C. Commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2005 : néant.

Nous vous rappelons qu'en application des dispositions de l'article L225-129 VII du C. Commerce, l'Assemblée doit, tous les 3 ans, se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de la société et effectuée dans les conditions prévues à l'article L443-5 du code du travail.

Les actionnaires se sont prononcés sur le principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés lors de l'Assemblée Générale du 4 août 2005.

11 ADMINISTRATION ET CONTROLE DES MANDATS

1/ Situation des mandats des Administrateurs

Nous vous précisons que les anciens administrateurs ont démissionné le 4 août 2005 que Mr TIBERINI a été coopté en remplacement de Mme Dohy Cornut démissionnaire le 13 juin 2005, pour la durée restant à courir de son mandat.

Que deux nouveaux administrateurs ont été nommés lors de l'AG du 4 août pour une durée de 6 ans.

Le nombre d'administrateurs est de trois.

2/ Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux de la SA

En application de l'article L225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice à chacun des dirigeants et mandataires sociaux de la société : cette information porte sur les sommes versées tant par votre société que par les sociétés contrôlées par elle au sens de l'article L233-16 du code de commerce.

Monsieur Michel TIBERINI, Président Directeur général depuis le 13 juin 2005, n'a perçu aucune rémunération au cours de l'exercice 2005.

La rémunération brute totale et des avantages de toute nature versée au cours de l'exercice 2005 à chacun des trois anciens mandataires de la société sont rappelés ci-après.

Mr Thierry FONDRONNIER, Président du conseil d'administration et Directeur Général a perçu, au cours de l'exercice 2005, les sommes suivantes :

Rémunération brute versée par la société : 32 397 euros pour le période du 1^{er} janvier au 13 juin 2005

Rémunération variable : néant

Rémunération versée par les sociétés contrôlées : néant

Avantages en nature émanant de la société et des sociétés contrôlées : 8 494 euros bruts

Jetons de présence versés par la société et les sociétés contrôlées : néant

Honoraires versés par la société et les sociétés contrôlées : 22 000 euros contrat de prestations du 14 juin au 4 août 2005.

Autres versements : néant

Mr Bruno CABANIS, Administrateur et Directeur Général Délégué a perçu, au cours de l'exercice 2005, les sommes suivantes :

Rémunération brute versée par la société : 32 426 euros pour le période du 1^{er} janvier au 13 juin 2005

Rémunération variable : néant

Rémunération versée par les sociétés contrôlées : néant

Avantages en nature émanant de la société et des sociétés contrôlées : 8 457 euros bruts

Jetons de présence versés par la société et les sociétés contrôlées : néant

Honoraires versés par la société et les sociétés contrôlées : 22 000 euros contrat de prestations du 14 juin au 4 août 2005.

Autres versements : néant

Mr Alain BENKEMOUN, Administrateur et Directeur Général Délégué a perçu, au cours de l'exercice 2005 objet du présent rapport, les sommes suivantes :
Rémunération brute versée par la société : 42 349 euros pour le période du 1^{er} janvier au 13 juin 2005
Rémunération variable : néant
Rémunération versée par les société contrôlées : néant
Avantages en nature émanant de la société et des sociétés contrôlées : 7 340 euros bruts
Jetons de présence versés par la société et les sociétés contrôlées : néant
Honoraires versés par la société et les sociétés contrôlées : néant
Autres versements : néant

3/ Mandats des dirigeants et mandataires sociaux de la SA

Le détail des mandats des trois anciens mandataires sociaux et à l'administrateur possédant un contrat de travail sont rappelés ci-après :

Jusqu'au 13 juin 2005 :

Mr Thierry FONDRONNIER

Président du conseil d'administration d'ICOM Informatique SA France,
Directeur Général d'ICOM Informatique SA France,
Administrateur d'ICOM Informatique SA France,
Chairman d'ICOM Informatique Limited (Royaume Uni)
Director de Data Interface Corporation System (U.S.A)

Mr Bruno CABANIS :

Directeur Général Délégué d'ICOM Informatique SA France,
Administrateur d'ICOM Informatique SA France,
Alternate Director d'ICOM Informatique Limited (Royaume Uni)
Director de Data Interface Corporation System (U.S.A)

Mr Alain BENKEMOUN :

Directeur Général Délégué d'ICOM Informatique SA France,
Administrateur d'ICOM Informatique SA France,

Mme Josiane DOHY CORNUT :

Company secretary ICOM Informatique Limited (Royaume Uni)

Les mandats des mandataires sociaux en vigueur sont :

Mr Michel TIBERINI

Président Directeur Général d'ICOM Informatique SA France,
Président Directeur Général de Technologies SAS
Président Directeur Général de IP SYSTOLE Technologies
Président Directeur Général de EQUITY CONSULTING

Président de Quotium Technologies
Président de U4S Technologies (U.S.A)
Président de Meldom Inc. (U.S.A)

Gérant de Meldom Production

Représentant permanent de TECHNOLOGIES SAS dans Delta Logiciels France SA

Mr Pierre GROUVEL

Administrateur d'ICOM Informatique SA France,
Administrateur de Technologies SAS
Administrateur de STARTUT
Administrateur de LS PRESSE

Gérant de EHS
Gérant de CAVE ET BOIS

Mme Geneviève LAURANS :
 Administrateur d'ICOM Informatique SA France,
 Administrateur de IPSystole Technologies
 Directeur Financier du Groupe Technologies

4/ Conflits d'intérêts au niveau des organes de direction et d'administration

Il n'existe pas de conflit d'intérêts entre les membres des organes de direction et/ou ceux du conseil d'administration.

12 INFORMATIONS DIVERSES

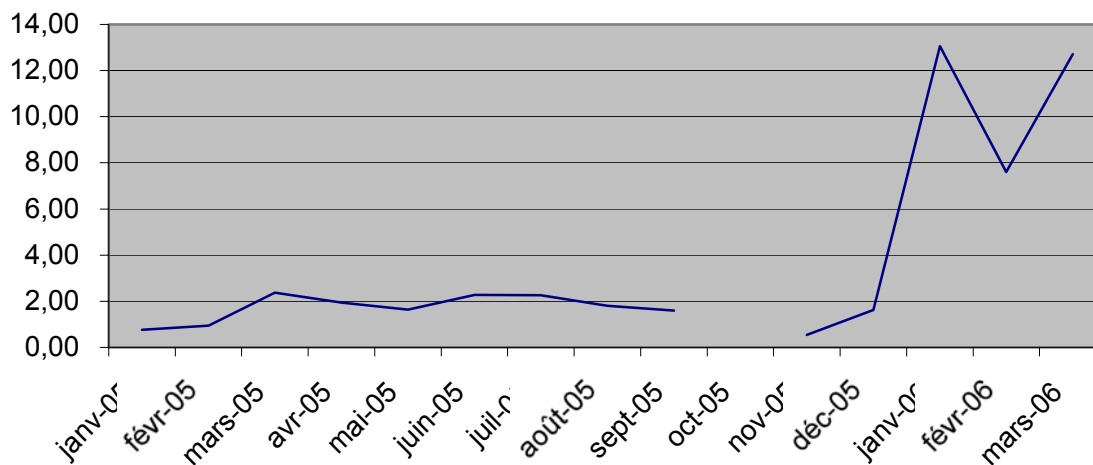
1/ Cotation du titre ICOM Informatique S.A. en Bourse

L'introduction au second marché a été réalisée selon la procédure de l'Offre Publique de Vente le 21 juin 1996 au prix de 38,11 € pour un nombre de 100 000 actions.

Le traitement des titres s'effectue au « fixing ».

Mois	Cours moyen de clôture
janvier-05	0,76
février-05	0,94
mars-05	2,37
avril-05	1,94
mai-05	1,64
juin-05	2,28
juillet-05	2,26
août-05	1,80
septembre-05	1,60
octobre-05	
novembre-05	0,54
décembre-05	1,63
janvier-06	13,06
février-06	7,60
mars-06	12,71

Cours moyen de clôture 2005



L'historique des opérations sur capital, la répartition de l'actionnariat connu et différentes informations sur l'évolution du capital et des droits de vote figurent dans le rapport annuel qui est à votre disposition.

2/ Conventions visées aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce (concerne ICOM Informatique SA)

Concernant les conventions conclues au cours d'exercices antérieurs, vos Commissaires aux Comptes vous donneront toute indication, dans leur rapport spécial, sur la poursuite au cours de cet exercice de ces conventions.

3/ Informations sur les risques technologiques

Commercialisation de nouveaux logiciels :

ICOM Informatique prévoit de mettre sur le marché de nouveaux logiciels. Il est impossible d'affirmer que ces nouveaux logiciels ne contiendront pas des erreurs non détectées par le service interne de contrôle qualité.

La qualité technique des logiciels n'est pas une garantie de l'acceptation de ces logiciels par le marché, ce qui peut avoir un impact sur la réalisation des prévisions de ventes.

Modifications des données du marché :

Le marché de l'informatique fait l'objet d'évolutions constantes. Le marché des logiciels de communication entre micro-ordinateurs et sites centraux est lui aussi en constante évolution. ICOM Informatique ne peut garantir qu'à un moment donné, un grand acteur du logiciel ne viendra pas contrecarrer les plans de croissance d'ICOM Informatique.

Risques liés aux dysfonctionnements des logiciels :

A l'instar de la plupart des logiciels du marché, les logiciels d'ICOM Informatique peuvent contenir des anomalies pouvant nuire à leur fonctionnement, malgré les dispositions prises en matière de contrôle de qualité. Il n'est donc pas possible d'affirmer que des litiges ne surviendront pas avec des clients mécontents.

Bien que les licences d'utilisation soient généralement livrées avec risques à la charge de l'utilisateur, ICOM Informatique a souhaité couvrir le risque de dommages liés à l'utilisation de ses produits par des tierces parties, et a souscrit une assurance RC Entreprise couvrant ce risque.

Intégration de composants OEM dans l'offre produits :

Les produits Wincom, WMA et WMOS n'intègrent que des composants développés par ICOM Informatique ou du domaine public.

Les produits WMS et WMI contiennent des composants extérieurs achetés en OEM. La politique d'ICOM Informatique est de ne pas multiplier ces composants.

4/ Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société

La société et ses filiales exercent des activités de prestations intellectuelles qui n'ont pas d'impact direct sur l'environnement. Concernant la revente de matériels informatiques (cartes informatiques) qui représente moins de 1% du chiffre d'affaires social, la société n'intervient qu'en tant que distributeur, les conséquences environnementales ne sont donc pas de son ressort.

5/ opérations effectuées sur ses propres actions

En application de l'article L225-209 du C. Commerce, nous vous informons qu'aucune opération de cette nature n'a été effectuée.

Votre Conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juillet 2006

Première résolution

Approbation des comptes

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport de gestion du Conseil d'Administration, le rapport spécial du Président et le rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2005 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et le rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtée le 31 décembre 2005 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration d'affecter le bénéfice de l'exercice de 40 435 € au compte report à nouveau.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Quatrième résolution

Conventions des articles L225-38 et suivants du Code du Commerce

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L225-38 et suivants du Code du Commerce et statuant sur ce rapport, approuve chacune des dites conventions.

Cinquième résolution

Nomination d'un administrateur

L'Assemblée Générale décide de nommer en qualité d'administrateur en adjonction aux membres actuellement en fonction Monsieur Alain de Mendonca pour une période de six années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire tenue dans l'année 2012 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Sixième résolution

Pouvoirs

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Rapport général des Commissaires aux Comptes

Monsieur Le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2005 sur :

- le contrôle des comptes annuels tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I/- OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dans le cadre de nos appréciations des règles et principes comptables suivis par votre Société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

II/- VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la Loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion

Fait à Aulnay, le 8 Juin 2006

Pierre ILLOUZ
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Paris

Fait à Boulogne, le 8 Juin 2006

Philippe MESSIKA
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Versailles

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Monsieur Le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société ICOM INFORMATIQUE, relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2004 retraitées selon les mêmes règles

I/ OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après :

Nous certifions que les comptes consolidés sont au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués .

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III/ VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Aulnay, le 8 Juin 2006
Pierre ILLOUZ
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Paris

Fait à Boulogne, le 8 Juin 2006
Philippe MESSIKA
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Versailles

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Monsieur Le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

I/ CONVENTIONS AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 Mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

- Conventions conclues avec la S.A. TECHNOLOGIES, société mère de votre société, autorisées par votre Conseil d'Administration en date du 8 Août 2005.

A/ Nature et objet :

Convention de prestations de services. Aux termes de cette convention, la Société TECHNOLOGIES s'engagerait à assister votre société dans les domaines comptables, administratifs et services généraux. La rémunération est fixée forfaitairement. La convention est conclue pour une durée indéterminée. Le montant facturé en 2005 s'élève à 43.750 Euros.

B/ Nature et objet :

Conclusion d'un bail commercial consenti à votre Société pour une durée de neuf ans et portant sur des locaux situés à COURBEVOIE (92400) – 84-88 bd de la Mission Marchand ; Locaux dont la S.A. TECHNOLOGIES est propriétaire. Le montant facturé en 2005 s'élève à 52.058 euros.

Administrateur commun concerné : Michel TIBERINI

- Convention conclue avec la S.A. IP SYSTOLE TECHNOLOGIES autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 Octobre 2005.

A/ Nature et objet :

Acquisition du logiciel RCS appartenant à la Société IP SYSTOLE TECHNOLOGIES moyennant le prix fixe de 100.000 Euros et une partie de prix variable représentant 30% du chiffre d'affaires H.T. réalisé pendant la première année par les ventes de logiciels.

Administrateurs communs concernés : Michel TIBERINI et Geneviève LAURANS

II/ CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE.

Par ailleurs, en application du décret du 23 Mars 1967, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'exercices antérieur, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Nature et objet :

Contrat de travail conclue le 1^{er} Octobre 1988 pour le poste d'Ingénieur d'Affaires (département commercial), ainsi que sa rémunération correspondante de Madame Catherine BONNEAU épouse FONDRONNIER. Cette convention prend fin avec la démission de Monsieur Thierry FONDRONNIER de son poste d'Administrateur. La rémunération correspondante s'élève à : 50866 Euros.

Fait à Aulnay, le 8 Juin 2006
Pierre ILLOUZ
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Paris

Fait à Boulogne, le 8 Juin 2006
Philippe MESSIKA
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Versailles

Comptes consolidés et annexe au 31 décembre 2005

Bilan Actif (en euros)

Actif	31-12-2005 (IFRS)	31/12/04 (IFRS)
Immobilisations incorporelles nettes:	515 624	315 661
Ecart d'acquisition net		
Immobilisations corporelles nettes		11 540
Actifs financiers (Prêts)		
Autres immobilisations financières	14 562	66 338
Actifs non courants	530 186	393 539
Stocks matières premières		604
Marchandises		8 008
Créances clients et comptes rattachés	665 556	604 098
Autres actifs courants	60 946	25 584
Actifs financiers nets	612 033	289 027
Disponibilités	99 720	873 771
Charges constatées d'avance	28 364	6 503
Actifs courants	1 466 619	1 807 595
Total général	1 996 805	2 201 134

Bilan Passif (en euros)

Passif	31/12/05 (IFRS)	31/12/04 (IFRS)
Capital social	316 747	1 200 000
Réserves et primes		120 986
Ecarts de conversion/capitaux propres		526 114
Report à nouveau	- 429 394	-1 707 826
Résultat de l'exercice	134 995	- 651 608
TOTAL CAPITAL ET RESERVES	22 348	- 512 334
Intérêts minoritaires		- 264
Provisions risques et charges	99 722	338 094
Dettes financières non courantes		
Engagements financiers	231 149	251 390
Passifs courants	439 355	
Autres passifs non courants		
TOTAL PASSIF NON COURANTS > 1 AN	770 226	589 220
Provisions risques et charges		
Passif courant	696 867	1 193 554
Impôts et taxes		
Engagements financiers	112 191	375 679
Autres passifs courants	32 163	260 594
Produits constatés d'avance	363 010	294 421
Total passifs courants < 1 an	1 204 231	2 124 248
Total général	1 996 805	2 201 134

Les passifs courants intègrent les dettes liées à la DCP (Déclaration de Cessation de paiement) étalées sur 4 ans conformément au plan de continuation, la dernière échéance est fixée à janvier 2009.

Compte de résultat (En euros.)

	31/12/2005	31/12/2004
Chiffre d'affaires	2 007 230	2 492 879
Autres produits de l'activité		
Achats consommés	-20 889	-27 034
Charges de personnel	-997 631	-1 628 162
Charges externes	-406 540	-593 388
Impôts et taxes	-72 952	-84 968
Charges sociales	-389 260	-679 499
Dotations aux amortissements	-85 012	-52 734
Dotations aux provisions	60 935	-16 228
Variation des stocks (produits en cours et produits finis)	-604	-46
Résultat opérationnel courant	95 277	-589 178
Autres produits et charges opérationnels	147 112	-1 982
Résultat opérationnel	242 389	-591 160
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie:	16 129	10 901
Coût de l'endettement financier brut	-27 103	-77 809
Coût de l'endettement financier net	-10 974	-66 909
Autres produits et charges financiers	-92 669	6 461
Charge d'impôt	-3 750	
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	134 995	-651 608
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		
Résultat net		
Part du groupe		
Intérêts minoritaires		
Nombre d'actions	197 967	750 000
Résultat par action	0,68	-0,87
Résultat dilué par action		

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (CNC 2004-R.02)

(En milliers d'euros.)	Capital social	Réserves liées au capital	Titres en auto détention	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation des Capitaux propres 31 décembre 2003	1 200	-459		-710		31		31
Retraitement IFRS 01 janvier 2004 (chgt de méthodes comptables)				46				
Situation des Capitaux propres 31-12-2003 corrigée	1 200	-459		-664		77		77
Opérations sur Capital	N/A							
Opérations sur titres auto détenus	N/A							
Dividendes	N/A							
Résultat net exercice N.F.		-710						
Résultat net exercice IFRS		-664						
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (1)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (2)								
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (3)								
Résultat enregistré directement en capitaux propres (1) + (2) + (3)								
Variation de périmètre								
Situation des capitaux propres au 31 décembre 2004	1 200	-1 106		-847		-753		-753
changement de méthodes comptables 1.1.2004		46						
changement de méthodes comptables 31.12.2004				195				
Situation des capitaux propres au 31 décembre 2004 corrigée	1 200	-1 060		-652		-512		-512
Opérations sur Capital réduction	-1 200	1 200						
Opérations sur Capital augmentation	317							
Opérations sur titres auto détenus	N/A							
Dividendes	N/A							
Résultat net de l'exercice		-652		331				
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (1)	0							
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (2)								
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (3)		-72						
Résultat enregistré directement en capitaux propres (1) + (2) + (3)		-72						
Variation de périmètre		155		-196				
Capitaux propres au 31 décembre 2005	317	-429		134		22		22

Tableau des flux de trésorerie groupe (CNC 2004-R.02)

Flux de Trésorerie en milliers d'euros	2005
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	135
+/- dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	104
-/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	
+/- Charges et produits calculés aux stock-options et assimilés	N / A
-/+ Autres produits et charges calculés	-544
-/+ Plus et moins-values de cession	11
-/+ Profits et pertes de dilution	
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	
- Dividendes (titres non consolidés)	
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement net et impôt	-316
+ coût de l'endettement financier net	
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt (A)	-316
- impôts versés (B)	
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-38
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	-354
-Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-273
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	63
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	
+ Encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	
+/- incidence des variations de périmètre	83
+ Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	
+/- Variation des prêts et avances consentis	
+ Subventions d'investissement reçues	
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-127
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	
Versées par les actionnaires de la société mère	225
Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	92
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	
-/+ Rachat et revente d'actions propres	
-Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-544
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	-227
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F+ G)	-708

Tableau de variation de l'endettement (CNC 2004-R.02)

en K€	Ouverture	Variation	Clôture
Trésorerie brute (a)	1420	-708	712
Endettement financier brut (b)	-887	-544	-343
Endettement financier net (a) – (b)	533	164	369

La société a contracté en 2001 un emprunt bancaire auprès de la Banque Populaire Rives de Paris. Aucune nouvelle ligne de crédit n'a été souscrite auprès d'établissements bancaires,
Les variations du besoin en fond de roulement sont peu significatives sur l'exercice (besoin de 38K€).

Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2005

5.1 Informatives relatives à l'entreprise

ICOM Informatique est une société anonyme immatriculée en France et cotée sur l'Eurolist compartiment C d'Euronext Paris sous le code ISIN FR0010211615.

5.2 – Contexte de la publication

En tant que société cotée, ICOM Informatique se conforme au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 relatif à l'application depuis le 1er janvier 2005 des normes comptables internationales édictées par l'IASB

Les résultats consolidés de l'exercice 2005, établis en normes IFRS et présentés dans ce document sont comparés à ceux de l'exercice 2004, préalablement retraités aux normes IFRS, en vigueur à la date de préparation des comptes. Des tableaux de réconciliation des bilans au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2003 (appelé : bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004) ont été établis.

Les comptes sociaux 2005 ont été élaborés selon les règles et méthodes comptables françaises, en conformité avec le règlement R.99-02 du CRC (Comité de la Réglementation Comptable). La recommandation 2004-R.02 du CNC (Conseil national de la Comptabilité) a été suivie pour la présentation des tableaux de compte de résultat, de flux de trésorerie et de variation des capitaux propres.

5.3 - Règles et méthodes comptables.

Les comptes consolidés sont établis en application des règles d'évaluation et de comptabilisation des normes comptables internationales IFRS.

-- Principe de préparation des états financiers : Les comptes sont établis selon le coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente à leur juste valeur. La monnaie de présentation est l'euro.

-- Première application des normes IFRS – Les options ou les choix de la société sont les suivants :

--a) compte de résultat : selon les normes IFRS, le compte de résultat peut être présenté au choix de l'entreprise par nature (frais de personnel, frais généraux...) ou par destination (coûts administratifs, coûts commerciaux...). ICOM Informatique a choisi de continuer à présenter son compte de résultat par nature

-- b) regroupement d'entreprises : la société a choisi de ne pas retraiter les regroupements antérieurs au 1er janvier 2004, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1.

-- c) réévaluation des immobilisations : le groupe a choisi de ne pas réévaluer ses immobilisations dans le bilan d'ouverture.

-- Traitement des écarts de première consolidation – L'excédent du coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées, sur la part détenue des capitaux propres à la date d'acquisition, était affecté aux actifs identifiables. La partie résiduelle non affectée avait été inscrite au poste écart d'acquisition et amortie sur une période de 5 ans, échue le 30 juin 2003.

L'application de la norme IAS 36 n'a pas eu d'impact sur le traitement de l'écart d'acquisition de la filiale américaine qui était entièrement amorti au 30 Juin 2003, cet amortissement n'avait pas lieu d'être remis en cause. Par ailleurs, compte tenu de la sortie du périmètre de consolidation de la société américaine en décembre 2005, cet écart n'existe plus.

-- Variations des cours des monnaies étrangères (IAS 21) – L'écart de conversion actif concernait, en normes françaises, une créance groupe provisionnée intégralement. Le retraitement en I.F.R.S., a consisté à annuler cet écart de conversion actif de 314 045 € au 1^{er} janvier 2004 et 374 534 € au 31 décembre 2004 par imputation de la provision correspondante. Ce retraitement n'a pas affecté pas les capitaux propres qui au titre des écarts de conversion actif répondaient déjà au principe de l'IAS 21.

-- Instruments financiers (IAS 32) – La société ne dispose plus de titres en autocontrôle au 31 décembre 2005. Aucun plan de stock-options n'est en cours.

-- Continuité d'exploitation – les conventions générales comptables de base ont été appliquées pour l'établissement des comptes.

-- En France : Le Tribunal de Commerce de Créteil a homologué les termes du plan de continuation de la société mère ICOM Informatique présenté par la société Technologies, le 8 juin 2005, confirmant ainsi la continuité d'exploitation.

Le plan de continuation prévoyait le paiement de la totalité du passif de la société soit 1 174 K€.

L'étalement du remboursement se cadence ainsi :

- déjà réalisé (juillet 2005 et janvier 2006) : 482 K€
- à réaliser :
 - janvier 2007 : 229 K€
 - janvier 2008 : 229 K€
 - janvier 2009 : 229 K€

-- En Europe : La filiale anglaise ICOM Informatique Limited a fait l'objet d'une procédure de radiation du registre de commerce local en décembre 2005. Cette entité n'avait plus aucune activité depuis le deuxième semestre 2001.

-- Aux Etats-Unis : La filiale américaine, en difficultés financières a été cédée le 15 décembre 2005.

-- Principes de consolidation – Les filiales ont été consolidées par intégration globale ; cette méthode consiste à substituer au bilan, à la valeur des titres de participation, la totalité des actifs et passifs de ces filiales, et à incorporer, dans le compte de résultat, la totalité de leurs charges et produits, en reconnaissant les droits des minoritaires dans les réserves et le résultat.

Sociétés consolidées		N° de SIREN	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Sortie du périmètre
ICOM Informatique S.A.	Courbevoie	322 548 355	Société mère		
Data Interface Systems Corp	Austin	Etats-Unis	99,99 %	99,99 %	15-12-05

-- Principes de déconsolidation – La société américaine est sortie du périmètre de consolidation au 15 décembre 2005.

-- Conversion des comptes des sociétés étrangères exprimés en devises – Du fait de la déconsolidation de la société américaine seuls les comptes de résultat ont été convertis aux taux de change moyens de période.

-- Amortissement – Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon la durée réelle d'utilisation de l'immobilisation.

Eléments constitutifs	Durée	Mode
Frais de développement	5 ans	Linéaire
Logiciels	1-2 ans	Linéaire
Agencements et installations	4-5-7 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 ans	Linéaire
Mobilier	5 ans	Linéaire

-- Stocks – Ils sont constitués de cartes informatiques destinées à être intégrées aux produits.

L'évaluation repose sur la méthode « premier entré », premier « sorti ». Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque les stocks présentent des risques d'obsolescence. Il n'existe plus de stock au 31 décembre 2005.

-- Créances et dettes – Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées sous forme de provision en cas de risque de non recouvrement. Les transactions libellées en devises sont converties au taux du jour de la transaction, les créances et dettes en devises à la clôture sont converties au taux de clôture. Conformément à la norme IAS 21, les écarts de conversion sont directement inscrits en résultat financier.

-- Actifs courants et non-courants – les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture sont classés en « actifs courants », ainsi que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie. Tous les autres actifs sont classés en « non courants ».

-- Passifs courants et non-courants – les passifs devant être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture sont classés en « passifs courants », ainsi que les passifs détenus dans le but d'être négociés. Tous les autres passifs sont classés en « non courants ».

-- Provisions – les provisions sont comptabilisées lorsque l'entreprise a une obligation contractuelle, légale ou implicite. Les provisions pour risques et charges sont essentiellement constituées de la provision pour indemnité de fin de carrière.

-- Résultat par action – le résultat par action est calculé sur le nombre d'actions existant lors de la clôture de l'exercice. Il n'existe pas d'instrument financier donnant accès au capital qui aient une action dilutive sur le bénéfice par action.

5.4 - Analyse des comptes

5.4.1 Immobilisations incorporelles – Les frais de développement sont immobilisés en application de la norme IAS 38 et les frais de recherche sont maintenus dans les comptes de charge. Les frais de développements répondent aux critères de la norme :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- Intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou la vendre ;
- Capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- Disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle.

Les frais de développement répondent aux 6 critères de la norme et sont donc activés. Ces frais correspondent aux charges de rédaction technique et de qualification du produit. Cette phase précède la commercialisation de nouvelles versions ou de nouveaux produits. Les frais encourus avant la phase de rédaction technique et de qualification du produit sont enregistrés dans les charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Les frais de développement activés sont amortis linéairement sur 5 ans, durée de commercialisation des produits.

ICOM Informatique SA a ainsi activé 172 688 € au 1^{er} janvier 2004, 177 511 € au 31 décembre 2004 et 173 335 € au 31 décembre 2005.

5.4.2. Immobilisations corporelles. -- Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

5.4.3 Immobilisations financières - Il s'agit d'un dépôt concernant le bail commercial de location des bureaux.

(En euros)	Début exercice	Acquisitions, apports	Cessions	Fin d'exercice valeur brute	Fin d'exercice valeur nette
Frais de développement	350 199	173 335		523 534	418 957
Licences logicielles	87 845	100 000		187 845	96 667
Ecart d'acquisition (Data interface usa)	942 737		942 737		
Immobilisations incorporelles	1 380 781	273 335	942 737	711 379	515 624
Installations générales, agencements	296 264		296 264		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	577 973		417 990	159 982	
Immobilisations corporelles	874 237		714 254	159 982	
Prêts, autres immobilisations financières					
Immobilisations financières	66 338	14 562	66 338	14 562	14 562
Total général	2 321 356	287 897	1 723 329	885 923	530 186

5.4.4. - Amortissements :

(En euros)	Début exercice	Dotations Linéaires	Dotations Exceptionnelles	Reprises	Fin exercice
Frais de développement	34 538	70 039			104 577
Licences logiciels	87 845	3 333			91 178
Ecart d'acquisition	942 737			942 737	
Immobilisations incorporelles	1 065 120	73 372		942 737	195 755
Installations générales, agencements	296 263			296 263	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	566 432	9 345		415 795	159 982
Immobilisations corporelles	862 695	9 345		712 058	159 982
Total général	1 927 815	82 717		1 654 795	355 737

5.4.5 - Créances et dettes

Etat des créances (en euros)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	14 562		14 562
Autres créances clients	665 556	665 556	
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés	436	436	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	7 500	3 750	3 750
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	44 752	44 752	
Débiteurs divers	8 260	8 260	
Charges constatées d'avance	28 364	28 364	
Total général	769 430	751 118	18 312

Etat des dettes (en euros)	Montant brut	A 1 an au plus	A + 1 an, 5 ans au +	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	343 340	112 191	231 149	
Fournisseurs et comptes rattachés	315 130	204 265	110 865	
Personnel et comptes rattachés	100 763	90 834	9 929	
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	494 655	231 480	263 175	
Etat : Taxe sur la Valeur Ajoutée	170 002	131 480	38 522	
Etat : autres impôts, taxes assimilées	55 671	38 806	16 865	
Autres dettes	32 163	32 163		
Produits constatés d'avance	363 010	363 010		
Total général	1 874 734	1 204 229	670 505	
Emprunts souscrits en cours exercice				
Emprunts remboursés en cours exercice	283 729			
Avance transformée en subvention (COFACE)	260 594			

5.4.6. – Actifs nets financiers - les valeurs mobilières de placement détenues sont des instruments de trésorerie de type sicav monétaires. Le risque de moins value est couvert le cas échéant par la constitution d'une provision. Elles sont détenues par la société ICOM Informatique SA, l'inventaire des valeurs mobilières est le suivant :

	Valeur Achat	Valeur 31/12/05	Provision
Valeurs mobilières (sicav trésorerie)	612 033	612 033	
Total	612 033	612 033	

5.4.7. - Engagements financiers :

Ils sont essentiellement constitués d'un emprunt dont le montant au 31 décembre 2005 comprend le principal et les intérêts à la date de clôture.

Nature	Taux	Montant 31/12/05	Echéance	Couverture
Emprunt bancaire	Fixe 3,5 %	343 340 €	01/01/09	non

ICOM Informatique S.A. a contracté un emprunt en euros en septembre 2001. Cet emprunt résulte du regroupement d'emprunts initiaux destinés au financement de l'acquisition de la filiale Data Interface Corp. à Austin (USA).

Un accord a été conclu avec la banque le 28 juin 2005 et les opérations suivantes ont été réalisées :

- vente du portefeuille de titres (nanté au profit du prêteur) en juillet 2005 pour un montant de 303 K€ ;
- baisse des garanties des anciens dirigeants, en contrepartie la société Technologies a accepté de se porter caution solidaire et personnelle à hauteur de 160 000 € ;
- réduction du taux de 6,3 % à 3,5 % ;
- ré-étalement du solde du capital restant dû au même rythme que celui prévu par le plan de continuation soit jusqu'en janvier 2009,

Le paiement de la première annuité augmentée des intérêts intérimaires a été effectué en janvier 2006 pour un montant de 112 191 €.

5.4.8. - Produits constatés d'avance - Il s'agit de contrats de maintenance facturés terme à échoir relatifs à des produits postérieurs au 31 décembre 2005.

5.4.9 - Chiffre d'affaires

Chiffres d'affaires par activité	2005	2004
Produits logiciels	804 985 €	1 182 794 €
Services et maintenance	1 202 245 €	1 310 085 €
	2 007 230 €	2 492 879 €

5.4.10 - Achats consommés – Les achats consommés correspondent à des cartes informatiques destinées à la revente associées soit aux produits logiciels ou soit aux services, ou à de la maintenance liée à des produits logiciels revendus.

5.4.11. – Charges de personnel – Les charges de personnel de l'exercice 2005 intègrent 277 K€ de coûts de départ.

5.4.12 - Provisions :

(En euros)	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Dotations provisions clients:	28 167		28 167	
Provision pour indemnités fin de carrière	76 854	6 891		83 745
Reprise provision sur titres de placement	257 543		257 543	
Provision pour risques financiers	0	8 477		8 477
Reprise provisions charges de restructuration	253 740		253 740	
Provision perte IFA	7 500	3 750	3 750	7 500
Total	623 804	19 118	543 200	99 722

5.4.13 - Autres produits et charges opérationnels – Les autres produits et charges opérationnels intègrent d'une part le coût des frais et honoraires liés à la période d'observation et d'autre part l'avance d'assurance prospection souscrite auprès de la Coface et transformée en subvention.

5.4.14 - Coût de l'endettement financier net

	31/12/2005	31/12/2004
Revenus valeurs mobilières	16 129	10 901
Charges d'intérêts	-27 103	-77 809
	-10 974	-66 909

La baisse du coût de l'endettement net est due à la renégociation de l'emprunt.

5.4.15 – Autres produits et charges financiers - le résultat de la déconsolidation est enregistré dans ce compte.

5.4.16. – Charge d'impôt – il s'agit de l'impôt forfaitaire annuel 2003 perdu.

5.4.17 - Informations sectorielles (IAS 14) - ICOM Informatique a retenu les zones géographiques comme premier niveau d'analyse. L'analyse de second niveau est basée sur le critère « activité » défini selon les 2 axes : « produits » et « maintenance et services associés ».

Le chiffre d'affaires consolidé représente la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

1^{er} axe d'analyse : zones géographiques

(en euros)	31/12/2005	Amérique du Nord	Reste du Monde
Chiffre d'affaires	2 007 230	105 321	1 901 909
Autres produits de l'activité			
Achats consommés	-20 889		-20 889
Charges de personnel	-997 631	-9 436	-988 195
Charges externes	-406 540	-48 299	-358 241
Impôts et taxes	-72 952	-1 711	-71 241
Charges sociales	-389 260	-7 740	-381 520
Dotations aux amortissements	-85 012		-85 012
Dotations aux provisions	60 935		60 935
Variation des stocks (produits en cours et produits finis)	-604		-604
Résultat opérationnel courant	95 277	38 135	57 142
Autres produits et charges opérationnels	147 112		147 112
Résultat opérationnel	242 389	38 135	204 254
Immobilisations	530 186	0	530 186
Actifs sectoriels	1 466 619	0	1 466 619
Passifs sectoriels	1 974 457	0	1 974 457

2^{ème} axe d'analyse : par activités

(en euros)	31/12/2005	ventes licences	Vente Services et Maintenance
Chiffre d'affaires	2 007 230	804 985 €	1 202 245
Autres produits de l'activité			
Achats consommés	-20 889	-3 738	-17 151
Charges de personnel	-997 631	-400 050	-597 581
Charges externes	-406 540	-200 583	-205 958
Impôts et taxes	-72 952	-37 291	-35 660
Charges sociales	-389 260	-156 093	-233 167
Dotations aux amortissements	-85 012	-76 044	-8 968
Dotations aux provisions	60 935	24 435	36 500
Variation des stocks (produits en cours et produits finis)	-604	-604	
Résultat opérationnel courant	95 277	-44 983	140 260
Autres produits et charges opérationnels	147 112	58 992	88 120
Résultat opérationnel	242 389	14 009	228 380
		2 %	19, %

5.4.18. Engagements hors bilan – Les loyers restant à courir jusqu'à la fin de la première période triennale du bail de location immobilière s'élèvent à 140 766 €. Il n'existe pas d'engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles. Le nombre d'heures du aux salariés au titre du droit individuel à la formation, n'ayant pas fait l'objet d'une demande de la part des salariés, s'élève à 368 heures.

5.4.19 – Contrats de location – Les seuls contrats de location en cours concernent la location des locaux. Il s'agit d'un bail commercial de type 3/6/9 qui a commencé le 1^{er} juin 2005.

La société a également pris en location une machine à affranchir et un ordinateur de type AS400 dans le cadre du 1% développeur d'IBM, pour lesquels la résiliation est possible annuellement.

5.4.20 – Transactions entre parties liées

-- Rémunération des dirigeants. – Les mandataires sociaux de la société ICOM Informatique SA ont démissionné lors de la mise en place du plan de continuation, ils ont été salariés jusqu'au 13 juin 2005. Puis Messieurs Fondronnier et Cabanis ont signé un contrat temporaire d'accompagnement à la mise en place du plan, du 14 juin au 4 août 2005. Le nouveau dirigeant Mr Michel Tibérini s'est engagé à ne pas percevoir de rémunération durant le déroulement du plan, soit jusqu'à janvier 2009. Les rémunérations brutes versées sont les suivantes :

Mr Thierry Fondronnier 62 891 € (soit 32 397 € de salaire, 8 494 € d'avantages en nature et 22 000 € pour le contrat de prestations)

Mr Bruno Cabanis 62 883 € (soit 32 426 € de salaire, 8 457 € d'avantages en nature et 22 000 € pour le contrat de prestations)

Mr Alain BenKemoun 49 689€ (soit 42 349 € de salaire et 7 340 € d'avantages en nature)

-- Provisions pour retraite ou autres avantages : il n'existe pas de prime de départ, ni de régimes de retraite complémentaire spécifiques en faveur des dirigeants. Il n'existe pas de plan de stocks options.

-- Contrats avec des parties liées – La société Technologies est l'actionnaire principal d'ICOM Informatique. Le dirigeant de la société Technologies est Mr Michel Tibérini, Président Directeur Général d'ICOM Informatique. Les contrats conclus entre ces deux sociétés sont des conventions courantes conclues à des conditions normales.

	31/12/2005
Loyer et charges des locaux à Courbevoie du 1/06/05 au 31/12/05	52 058 €
Fourniture de prestations administratives par la société Technologies	43 750 €

-- Prêt et garanties données en faveur des membres des organes d'administration : néant.

-- Prêt et garanties reçues de membres des organes d'administration : la société Technologies s'est portée caution solidaire et personnelle à hauteur de 160 K€ en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la banque Populaire Rives de Paris.

5.4.21 - Effectif moyen – Il est de 14 personnes et se répartit en 13 cadres et 1 agent de maîtrise.

5.4.22 - Impôts – La société n'est pas en intégration fiscale.

La société mère n'a constaté aucun impôt différé actif. Nous donnons ci-après une estimation au 31 décembre 2005 de l'impôt différé actif au taux normal : 658 178 €

5.4.23 - Honoraires des commissaires aux comptes – Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau pris en charge par le groupe ICOM Informatique (en kilo euros).

	Pierre Illouz				Philippe Messika			
	Montants		%		Montants		%	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
1. Audit								
Commissariat aux comptes	11,0	11,0	50	50	11,0	11,0	50	50
Certification, examen des comptes								
Missions accessoires	1,0	1,5	50	50	1,0	1,5	50	50
Sous-total	12,0	12,5			12,0	12,5		
2. Autres prestations								
Sous-total								
Total	12,0	12,5			12,0	12,5		

5.4.24 - Avantages accordés aux salariés (IAS 19) – l'application de la norme IAS a conduit ICOM Informatique S.A., à comptabiliser ses engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite. Le montant de la provision s'élève à 129 508€ au 1^{er} janvier 2004, 76 854 € au 31 décembre 2004 et à 83 745 € au 31 décembre 2005. L'indemnité de Fin de Carrière a été déterminée selon les critères suivants : application de la convention Syntec, âge de départ 65 ans à l'initiative de l'employeur, « turn over » en fonction de l'âge du salarié à la clôture de l'exercice. Seuls les ajustements de la provision impactent le résultat.

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 reconnaît aux salariés de ICOM Informatique S.A. un droit individuel à la formation. A ce titre, le montant des engagements de la société ICOM Informatique S.A. au 31 décembre 2005 s'élève à 368 heures n'ayant pas fait l'objet d'une demande de la part des salariés. Il est présenté, conformément à la recommandation CRC 03-R 01, dans les engagements hors bilan.

Conformément à la norme en vigueur, ICOM Informatique S.A. a procédé au recensement des avantages accordés aux salariés : avantages à court terme, à long terme, postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat. Il résulte de cette revue qu'aucun autre engagement que ceux déjà mentionnés ne sont apparus suffisamment significatifs pour faire l'objet d'une mention dans l'annexe.

5.4.25 - Frais de Recherche et Développement – Les frais de développement sont immobilisés en application d'IAS38, les détails figurent au paragraphe immobilisations incorporelles. Les frais de recherche sont entièrement passés en charge, ils représentent **729 K€** pour l'exercice 2005.

5.4.26 - Regroupement d'entreprise et cession – La filiale Data Interface System Corporation (USA) a été cédée le 15 décembre 2005. Compte tenu de la situation financière de cette filiale une provision couvrant l'intégralité des titres détenus avait été constituée dès l'exercice 2002.

5.4.27 - Politique de gestion des risques

Gestion des risques et activité de couverture – La société n'a aucune activité comportant ce genre de risque.

Risque de taux – Le seul emprunt de la société a été renégocié courant 2005. Son taux de 3,5% est fixe et correspond aux valeurs du marché.

Risque de crédit – La société n'utilise à ce jour que des sicav de trésorerie dont les risques sont limités.

Risque de change – Les seules activités effectuées en devises étaient générées par la filiale américaine qui a été cédée le 15 décembre 2005. Par ailleurs ICOM facture ses clients à l'export en euros, il n'existe donc pas de risque de change.

5.4.28 - Propriétés immobilières, usines, équipements – La société n'est propriétaire d'aucun bien immobilier, d'autre part il n'existe pas de sûreté sur les immobilisations corporelles.

5.4.29 - Capacité d'autofinancement (en K€)

	31/12/2005	31/12/2004
Excédent brut d'Exploitation	209	- 465
+ Transferts de charges d'exploitation		4
+ Autres produits d'exploitation		
- Autres charges d'exploitation	3	
+ Produits financiers	373	11
- Reprises sur provisions financières	258	
- Charges financières	282	140
+ Dotations aux amortissements et provisions financières	8	62
+ Produits exceptionnels	571	273
- Produits des cessions d'éléments actifs	11	
- Reprises sur provisions exceptionnelles	257	263
- Charges exceptionnelles	668	360
+ Valeur comptable des immobilisations cédées	0	2
+ Dotations aux amortissements et provisions exceptionnels	6	295
- Impôts sur les bénéfices	4	0
Capacité d'autofinancement	-316	- 581
Résultat net comptable	135	- 652
+ Dotations aux amortissements et provisions	104	430
- Reprises sur amortissements et provisions	544	361
- Résultat sur cession des éléments actifs	-11	- 2
Capacité d'autofinancement	-316	- 581

5.4.30 - Soldes intermédiaires de gestion (en K€) :

	31/12/2005	%	31/12/2004	%
Production + ventes	2 180	100,0	2 670	100%
Coût d'achat des marchandises				
Consommation provenance tiers	501	23,0	656	24,6%
Valeur ajoutée	1 679	77,0	2 014	75,4%
Impôts et taxes	73	3,3	76	2,8%
Charges de personnel	1 397	64,1	2 403	90,0%
Excédent brut d'exploitation	209	9,6	-465	-17,4%
Reprises, transferts charges	28	1,3	101	3,8%
Autres produits				
Dotations amortissements, provisions	91	4,2	73	2,7%
Autres charges				
Résultat d'exploitation	146	6,7	-437	-16,4%
Produits financiers	371	17,0%	12	0,4%
Charges financières	282	12,9%	140	5,2%
Résultat courant avant impôts	235	10,8%	-565	-21,2%
Produits exceptionnels	572	26,2%	273	10,2%
Charges exceptionnelles	668	30,6%	360	13,5%
Résultat exceptionnel	-96	-4,4%	-87	-3,3%
Impôt sur les bénéfices	4	0,2%		
Résultat de l'exercice	135	6,2%	-652	-24,4%
Produits cessions éléments actif	11	0,5%		
Valeur comptable éléments cédés			2	0,1%
Plus ou moins values sur cessions	11	0,5%	-2	-0,1%

Bilan d'ouverture au 1er janvier 2004

BILAN ACTIF	31-déc-03	retraitement	01-janv-04
	N.F.		IFRS
Immobilisations incorporelles nettes		172 688	172 688
Immobilisations corporelles	31 856		31 856
Actifs financiers (prêts)	100		100
Autres immobilisations financières	66 556		66 556
Actifs non courants	98 512		271 200
Stocks en cours, matières premières, approvisionnements	650		650
Marchandises	8 861		8 861
Créances clients et comptes rattachés nettes	475 545		475 545
Autres créances	880 075		880 075
Valeurs mobilières de placement nettes	1 002 745		1 002 745
Disponibilités	18 034		18 034
Charges constatées d'avance	11 806		11 806
Actifs courants	2 397 716		2 668 916
Ecarts de conversion actif	314 045	-314 045	
TOTAL GENERAL	2 810 273		2 668 673

BILAN PASSIF	31-déc-03	retraitement	01-janv-04
	N.F.		IFRS
Capital social ou individuel	1 200 000		1 200 000
Réserve légale	114 337		114 337
Réserves statutaires ou contractuelles	57 143		57 143
Réserves réglementées	6 649		6 649
Ecarts de conversion /capitaux propres	463 035		463 035
Report à nouveau	-1 100 250		-1 054 630
Ecart de conversion passif		2 440	
Report à nouveau frais développement 1.1.04		172 688	
Report à nouveau I.F.C 1-1-04		-129 508	
Actions propres nettes			
Capitaux propres avant résultat	740 914		786 534
RESULTAT DE L'EXERCICE	-710 338		-710 338
Sous-total capitaux avant intérêts minoritaires	30 576	45 620	76 196
intérêts minoritaires	-206		-206
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	30 370		75 990
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	885 848		885 848
Passifs long terme	885 848		885 848
Provisions pour risques	274 798		274 798
Provision Perte de change	314 045	-314 045	
Provision Indemnités de Fin de carrière		129 508	129 508
Emprunts et dettes financières divers	373 291		373 291
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	132 436		132 436
Dettes fiscales et sociales	537 395		537 395
Produits constatés d'avance	259 650		259 650
Passifs courants	1 891 615		1 707 078
Ecarts de conversion passif	2 440	-2 440	
TOTAL GENERAL	2 810 273		2 668 673

Bilan 31-12-04 retraité en IFRS

BILAN ACTIF	31/12/2004	retraitement	31/12/2004
Immobilisations incorporelles nettes		315 661	315 661
Immobilisations corporelles	11 540		11 540
Actifs financiers (prêts)			
Autres immobilisations financières	66 338		66 338
Actifs non courants	77 878		393 539
Stocks en cours, matières premières, approvisionnements	604		604
Marchandises	8 008		8 008
Créances clients et comptes rattachés nettes	604 098		604 098
Autres créances	25 584		25 584
Valeurs mobilières de placement nettes	289 027		289 027
Disponibilités	873 771		873 771
Charges constatées d'avance	6 502		6 502
Actifs courants	1 807 594		1 807 594
Ecarts de conversion actif	374 534	-374 534	
TOTAL GENERAL	2 260 006		2 201 133

BILAN PASSIF	31/12/2004	retraitement	31/12/2004
Capital social ou individuel	1 200 000		1 200 000
Réserve légale	114 337		114 337
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	6 649		6 649
Ecarts de conversion /capitaux propres	526 055		526 055
Report à nouveau	-1 753 445		-1 512 794
Ecart de conversion passif		1 844	
Report à nouveau frais développement 1.1.04		172 688	
Report à nouveau frais développement 31.12.04		177 511	
Amortissement Frais de développement 1.1.04		-34 538	
Report à nouveau I.F.C 1-1-04			
Report à nouveau I.F.C 31-12-04		-76 854	
Actions propres nettes			
Capitaux propres avant résultat	93 596	240 651	334 247
RESULTAT DE L'EXERCICE	-846 581		-846 581
Sous-total capitaux avant intérêts minoritaires	-752 985		-512 334
Intérêts minoritaires	-264		-264
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	-753 249		-512 598
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	627 069		627 069
Passifs long terme	627 069		627 069
Provisions pour risques	261 240		261 240
Provision Perte de change	374 534	-374 534	
Provision Indemnités de Fin de carrière 1.1.04			
Provision Indemnités de Fin de carrière 31.12.04		76 854	76 854
Emprunts et dettes financières divers	260 594		260 594
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	318 968		318 968
Dettes fiscales et sociales	874 586		874 586
Produits constatés d'avance	294 421		294 421
Passifs courants	2 384 343		2 086 663
Ecarts de conversion passif	1 844	-1 844	
TOTAL GENERAL	2 260 007		2 201 134

VI -- Faits significatifs, activité de l'exercice

6.1 – Faits significatifs de l'exercice 2005

L'année 2005 marquera un tournant dans l'histoire d'ICOM Informatique :

- Période de redressement judiciaire du 3 novembre 2004 au 8 juin 2005,
- Acceptation par le Tribunal de Commerce de Créteil du plan de continuation présenté par la société Technologies,
- Nomination de Michel Tibérini en qualité de Président Directeur Général de la société ICOM Informatique le 13 juin 2005 et validée par l'assemblée générale du 4 août 2005.
- Opération de réduction et d'augmentation de capital avec émission de BSA (Bons de Souscription d'Action) offerts aux détenteurs d'actions anciennes, visée par l'A.M.F sous le n°05-637,
- 31 décembre 2005 : fin de la période d'exercice des B.S.A. Franc succès : 83,24% des BSA ont été exercés et 57 342 actions ont été émises. Le flottant représente 28,97 % du capital au 31 décembre 2005.
- Suivi de la réalisation du plan de continuation dont le montant total du passif significatif auprès du Représentant des créanciers s'élève à 1 174 K€.

L'étalement des remboursements se cadence ainsi :

Réalisé :	
- Paiement des créances super privilégiées, petites créances, et créanciers ayant opté pour l'option 1 (paiement immédiat de 20 % de la créance et abandon du solde)	214 K€
- Etalement des remboursements du solde du passif sur 4 ans	
	Echéance janvier 2006
	268 K€
A venir :	
	- Echéance janvier 2007
	229 K€
	- Echéance janvier 2008
	229 K€
	- Echéance janvier 2009
	229 K€

6.2 – Activité de l'exercice 2005

Après plusieurs années déficitaires, la société ICOM Informatique a renoué avec des résultats positifs. Le résultat opérationnel s'élève à 242 K€ versus une perte de 591 K€ en 2004.

Plusieurs facteurs permettent de l'expliquer :

- la baisse du chiffre d'affaires limitée à 20% et ce malgré 6 mois de période d'observation. Cette baisse modérée s'explique par le maintien de la qualité des prestations pendant cette période et par le suivi attentif des clients, ce qui a permis de rassurer la base installée,
- la mise en adéquation des effectifs avec l'activité,
- la réduction drastique des coûts essentiellement des loyers (déménagement en juin 2005) et arrêt des prestataires extérieurs,
- l'emprunt bancaire a été renégocié et en partie remboursé, ce qui explique la forte baisse des frais financiers.

6.3 – Perspective de l'année 2006

Les sociétés ICOM Informatique et Technologies s'étaient associées en juin 2005 pour élaborer un plan de continuation s'appuyant sur la complémentarité des offres technologiques des deux sociétés.

Un projet de fusion par absorption de la société Quotium Technologies, filiale de la société Technologies, par la société ICOM Informatique est envisagé et devrait être soumis à l'approbation des actionnaires le 13 juillet 2006. Cette opération devrait permettre de dynamiser l'activité de la société ICOM Informatique en lui permettant notamment d'accéder à une nouvelle gamme de produits innovants. Elle permettra également d'accroître la visibilité par le marché des axes de développement que la société ICOM Informatique entend poursuivre au cours des prochaines années.

En faisant absorber la société Quotium Technologies, dont elle détient le contrôle exclusif, la société Technologies va pouvoir mettre en œuvre dans les meilleures conditions le plan de continuation qui a été arrêté par le Tribunal de Commerce de Créteil et va ainsi rassembler au sein d'une seule structure les moyens humains et les techniques performantes dont la conjugaison renforcera le potentiel de développement de cette entité sur son le secteur d'activité. Consolidation des acquis techniques, élargissement de la gamme de produits, développement commercial seront les défis des années à venir.

Comptes sociaux au 31 décembre 2005

Bilan Actif (en euros)	Montant Brut	Amortissements	31/12/2005	31/12/2004
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
concessions, brevets et droits similaires	187 845	91 178	96 667	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
autres immobilisations corporelles	159 982	159 982		11 639
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations		0		15 003
Créances rattachées à des participations		0		
Immobilisations financières	14 562		14 562	63 747
ACTIF IMMOBILISE	362 389	251 160	111 229	90 389
STOCKS Matières premières		0		604
CREANCES				
Créances clients	633 392		633 392	593 585
Autres créances	52 687		52 687	24 649
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	612 033		612 033	289 027
Disponibilités	99 720		99 720	871 645
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	28 364		28 364	2 339
ACTIF CIRCULANT	1 426 196	0	1 426 196	1 781 851
Ecarts de conversion actif				374 534
TOTAL GENERAL	1 788 585	251 160	1 537 425	2 246 774

Bilan Passif (en euros)	31/12/2005	31/12/2004
Capital social	316 747	1 200 000
Réserve légale		114 337
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		6 649
Report à nouveau	-670 045	-1 303 495
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	40 435	-687 536
CAPITAUX PROPRES	-312 863	-670 045
<i>Provisions pour risques et charges</i>	<i>15 977</i>	<i>635 774</i>
DETTES FINANCIERES		
Emprunts	343 340	627 069
Emprunts et dettes financières divers		260 594
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs	306 870	327 759
Dettes fiscales et sociales	821 091	829 979
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	363 010	233 800
DETTES	1 834 311	2 279 200
<i>Ecarts de conversion passif</i>		<i>1 844</i>
TOTAL GENERAL	1 537 425	2 246 774

Compte de résultat (en euros)	France	Export	31/12/2005	31/12/2004
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 882 792	19 117	1 901 909	2 332 254
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			28 167	48 403
Autres produits			22	140
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 930 098	2 380 797
Achats de matières premières			3 738	10 497
Variation de stock			604	46
Achats et charges externes			448 323	596 179
Impôts, taxes et versements assimilés			71 241	75 427
Salaires et traitements			956 058	1 514 639
Charges sociales			423 530	680 125
<i>DOTATIONS D'EXPLOITATION</i>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			12 679	16 231
Sur actif circulant : dotations aux provisions				20 850
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			2 925	1
CHARGES D'EXPLOITATION			1 919 098	2 913 994
RESULTAT D'EXPLOITATION			11 000	-533 197
<i>PRODUITS FINANCIERS</i>				
Produits financiers de participations				386
Produits financiers des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			40 634	
Autres intérêts et produits assimilés			645	10 901
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 594 737	60 490
Différences positives de change			705	849
Produits nets sur cession valeurs mobilières de placement			16 129	
PRODUITS FINANCIERS			1 652 850	72 626
Dotations financières aux amortissements et provisions			200 267	61 593
Intérêts et charges assimilées			1 014 025	77 641
Différences négatives de change			251 724	338
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			246 874	
CHARGES FINANCIERES			1 712 890	139 572
RESULTAT FINANCIER			-60 040	-66 946
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-49 040	-600 143
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			51 640	56 557
Produits exceptionnels sur opérations en capital			262 401	
Reprises sur provisions et transferts de charges			2 082 259	263 790
PRODUITS EXCEPTIONNELS			2 396 300	320 347
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			457 261	59 912
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 839 772	53 208
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			6 044	294 620
CHARGES EXCEPTIONNELLES			2 303 077	407 740
RESULTAT EXCEPTIONNEL			93 223	-87 393
Impôts sur les bénéfices			3 750	
TOTAL DES PRODUITS			5 979 249	2 773 769
TOTAL DES CHARGES			5 938 814	3 461 306
BENEFICE OU PERTE			40 435	-687 536

Annexe aux comptes sociaux clos le 31 décembre 2005

I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

A) Les principes

Les comptes annuels ont été établis dans le but de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise. Les principes généraux de prudence, de régularité et de sincérité ont été respectés et les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Continuité de l'exploitation après validation par le Tribunal de Commerce de Créteil le 8 juin 2005 du plan de continuation présenté par la société Technologies .
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices,
- Non compensation,
- Intangibilité du bilan d'ouverture.

B) Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Les comptes annuels ont été établis conformément aux nouvelles règles comptables en vigueur.

C) Méthode d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été la méthode des coûts historiques, qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en euros courants.

1.1. Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement : les frais de cette nature n'ont pas été immobilisés. Ils ont été maintenus dans les postes de charges par nature.

1.2. Concessions, brevets, droits similaires

Il s'agit de logiciels sources pour le développement, évalués à leur coût d'acquisition.

1.3. Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon la durée réelle d'utilisation de l'immobilisation.

	<i>Durée</i>	<i>Mode</i>
Logiciels	1-2 ans	Linéaire
Agencements et installations	4-5-7 ans	Linéaire
Matériels de bureau et informatique	3 ans	Linéaire
Mobilier	5 ans	Linéaire

1.4. Stocks

Ils sont constitués de cartes informatiques destinées à être intégrées aux produits.

L'évaluation repose sur la méthode « premier entré », « premier sorti ».

Il n'existe plus de stock au 31 décembre 2005.

1.5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées sous forme de provision en cas de risque de non-recouvrement.

Les transactions libellées en devises sont converties au taux du jour de la transaction ; les créances et dettes en devises à la clôture sont converties au taux de clôture ; les écarts de conversion sont inscrits aux comptes « écarts de conversion actif et passif » et donnent lieu le cas échéant à la constitution d'une provision pour risque.

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le Tribunal de Commerce de Créteil a homologué le plan de continuation proposé par la société TECHNOLOGIES en date de 8 juin 2005.

La réalisation du plan de continuation dont le montant total du passif significatif auprès du Représentant des créanciers s'élève à 1 174 K€ a été suivie avec attention.

L'étalement des remboursements se cadence ainsi :

Réalisé :	
- Paiement des créances super privilégiées, petites créances, et créanciers ayant opté pour l'option 1 (paiement immédiat de 20 % de la créance et abandon du solde)	214 K€
- Etalement des remboursements du solde du passif sur 4 ans	
Echéance janvier 2006	268 K€
A venir :	
- Echéance janvier 2007	229 K€
- Echéance janvier 2008	229 K€
- Echéance janvier 2009	229 K€

L'opération de réduction et d'augmentation de capital a été suivie par une émission de BSA (Bons de Souscription d'Action) offerts à tout détenteur d'actions anciennes jusqu'au 31/12/2005. 83,24% des BSA ont été souscrits et 57 342 actions ont été émises. Le capital est composé de 197 967 actions de valeur nominale 1,60 € au 31/12/2005.

La société ICOM INFORMATIQUE a déménagé en juin 2005. Son siège social se situe désormais à Courbevoie 84/88 boulevard de la Mission Marchand.

La filiale américaine (Data Interface Systems Corporation), en difficultés financières a été cédée le 15 décembre 2005. La filiale anglaise (ICOM Informatique Limited), sans activité depuis 2001 a été radiée en décembre 2005.

Au 31/12/2005, la société ICOM INFORMATIQUE n'a plus de filiale.

III. ANALYSE DES COMPTES

3.1. Immobilisations corporelles et financières

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

<u>Immobilisations (en euros)</u>	Début exercice	Acquisitions, apports	Cession	Fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles (LOGICIELS)</i>	87 845	100 000		187 845
Installations, agencements, aménagements	296 264		296 264	0
Matériel de bureau, informatique, mobilier	495 078		335 096	159 982
<i>Immobilisations corporelles</i>	791 342		631 360	159 982
Autres participations	2 610 640		2 610 640	0
Prêts, autres immobilisations financières	63 747	14 562	63 747	14 562
<i>Immobilisations financières</i>	2 674 387	14 562	2 674 387	14 562
<i>Total général</i>	3 553 574	114 562	3 305 747	362 389

<u>Amortissements (en euros)</u>	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice	Linéaire	Exceptionnel
<i>Immobilisations incorporelles (LOGICIELS)</i>	87 845	3 333		91 178	3 333	
Installations, agencements	296 264		296 264	0		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	483 439	11 639	335 096	159 982	9 345	2 294
<i>Immobilisations corporelles</i>	779 703	11 639	631 360	159 982	9 345	2 294
<i>Total général</i>	867 548	14 972	631 360	251 160	12 678	2 294

De nombreuses mises au rebut ont été faites suite au déménagement.

La société ICOM INFORMATIQUE ne possède plus de filiale au 31/12/2005

Le dépôt de garantie des anciens bureaux a été remboursé, et un nouveau dépôt de garantie a été versé concernant les locaux à Courbevoie.

3.2 Créances et dettes (en euros)

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	14 562		14 562
Autres créances clients	633 392	633 392	
Personnel et comptes rattachés	436	436	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	7 500	3 750	3 750
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	44 752	44 752	
Charges constatées d'avance	28 364	28 364	
<i>Total général</i>	729 006	710 694	18 312

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A + 1 an, 5 ans au +	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	343 340	112 191	231 149	
Fournisseurs et comptes rattachés	306 870	196 005	110 865	
Personnel et comptes rattachés	100 763	90 835	9 929	
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	494 655	231 480	263 175	
Etat : Taxe sur la Valeur Ajoutée	170 002	131 480	38 522	
Etat : autres impôts, taxes assimilées	55 671	38 807	16 865	
Produits constatés d'avance	363 010	363 010		
<i>Total général</i>	1 834 311	1 163 806	670 504	
Emprunts remboursés en cours exercice	310 832			

Les dettes liées à la déclaration de cessation de paiement sont étalées sur 4 ans conformément au plan de continuation. Le montant total s'élève à 929 K€. La dernière échéance est fixée à janvier 2009.

3.3. Valeurs Mobilières de Placement

La trésorerie est suivie en date de valeur. L'excédent est placé en SICAV de trésorerie.

3.4. Tableau de variation des capitaux propres (norme CRC 99-02)

<i>en kilo euros</i>	Capital social	Réserves & report à nouveau	Résultat	Fonds propres
Situation à la clôture 31-12-2002	1 200	2 965	-2 787	1 378
<i>augmentation de capital</i>	0	0	0	0
variation des écarts de conversion	0	0	0	0
affectation du résultat	0	-2 787	2 787	0
Situation à la clôture 31-12-2003	1 200	178	-1 361	17
<i>augmentation de capital</i>	0	0	0	0
variation des écarts de conversion	0	0	0	0
affectation du résultat	0	-1 361	1 361	0
Situation à la clôture 31-12-2004	1 200	-1 183	-688	-671
<i>augmentation de capital</i>	317			
réduction de capital	- 1 200	1 200		
affectation du résultat		-688	688	
Situation à la clôture 31-12-2005	317	-670	40	-313

	2005	2004
NOMBRES D' ACTIONS	197 967	750 000

Composition du capital social (en euros)

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A clôture exercice	Créés pendant exercice	Annulées pendant exercice	
Actions ordinaires	197 967	197 967	750 000	1,60

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 4/8/2005 a décidé :

- la réduction du capital à zéro par imputation des pertes figurant au bilan au 31 décembre 2004 à hauteur du capital soit 1 200 000 €.
- l'augmentation de capital pour un montant de 225 000 € (140 625 actions à 1,60 €) par apport en numéraire de la société TECHNOLOGIES.
- l'émission de BSA (Bons de Souscription d'Action) attribués gratuitement aux anciens actionnaires de la société.

Les BSA ont été souscrits à hauteur de 83,24 % et 57 342 nouvelles actions ont été émises.

Le montant du capital s'élève désormais à 316 747,20 € (197 967 actions de valeur nominale 1,60 €).

3.5. Provisions (en euros)	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour litiges	261 240	12 227	257 490	15 977
Provisions pour pertes de change	374 534		374 534	
<i>Total provisions risques et charges</i>	635 774	12 227	632 024	15 977
Sur titres de participation	1 824 769		1 824 769	
Sur autres immobilisations financières	770 869	191 790	962 659	
Sur comptes clients	28 167		28 167	
Pour dépréciation	257 543		257 543	
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	2 881 349	191 790	3 073 138	
<i>Total général</i>	3 517 123	204 017	3 705 163	15 977
DOTATIONS ET REPRISE D'EXPLOITATION			28 167	
DOTATIONS ET REPRISE FINANCIERES			1 594 737	
DOTATIONS ET REPRISE EXCEPTIONNELLES			2 082 259	

Détail par nature

Reprise provision clients		28 167
Reprise provision sur titres de placement		257 543
Reprise provision charge de restructuration (licenciement 12/2004)		253 740
Provision / reprise perte IFA	3 750	3 750
Reprise provision titre de participation Data Interface Systems Corporation (filiale US)		1 824 769
Reprise provision écart de change Data Interface Systems Corporation		374 534
Reprise / provision sur risque avance consolidable Data Interface Systems Corporation	191 790	962 659
Provision pour risque financier	8 477	
TOTAL	204 017	3 705 163

Les provisions pour risques concernant la filiale américaine et les titres de placement ont été reprises à la clôture des comptes suite à leur cession au cours de l'exercice.

3.6. Emprunt

Nature	Taux	Montant 31-12-05	Échéance	Couverture
Emprunt bancaire	Fixe 3,5%	343 340 €	01/01/09	non

ICOM SA a contracté un emprunt en euros en septembre 2001. Cet emprunt résulte du regroupement d'emprunts initiaux destinés au financement de l'acquisition de la filiale Data Interface Corp. à Austin (USA).

Un accord a été conclu avec la banque le 28 juin 2005 et les opérations suivantes ont été réalisées :

- vente du portefeuille de titres (nanté au profit du prêteur) en juillet 2005 pour un montant de 303 K€ ;
- baisse des garanties des anciens dirigeants, en contrepartie la société TECHNOLOGIES a accepté de se porter caution solidaire et personnelle à hauteur de 160 000 € ;
- réduction du taux de 6,3 % à 3,5 % ;
- ré-étalement du solde du capital restant dû au même rythme que celui prévu par le plan de continuation soit jusqu'en janvier 2009,

Le paiement de la première annuité des intérêts intermédiaires a été effectué en janvier 2006 pour un montant de 112 191 €.

3.7. Détail des charges constatées d'avance

Le montant des charges constatées d'avance s'élève à 28 364 € et concernent essentiellement le loyer et les charges locatives du 1^{er} trimestre 2006.

3.8. Détails des produits constatés d'avance

Ce sont des contrats de maintenance pour un montant de 363 010 € facturés terme à échoir et relatifs à des périodes postérieures au 31/12/2005.

3.9. Ventilation du chiffre d'affaires en K€

	<i>CA France</i>	<i>CA Export</i>	<i>31-12-05</i>	<i>31-12-04</i>
Produits	752	19	771	1 136
Maintenance et prestations	1 131	0	1 131	1 196
Total	1 883	19	1 902	2 332

Les revenus liés aux contrats de maintenance ont été stables durant l'exercice 2005 malgré la période d'observation.

3.10. Effectif moyen

Il est de 12 personnes et se répartit en 11 cadres et 1 agent de maîtrise.

3.11. Rémunérations des dirigeants

Le montant total de la rémunération des anciens dirigeants s'élève à 175 463 €. Aucune rémunération n'a été versée aux nouveaux dirigeants.

3.12. Engagements hors bilan

Les engagements n'ont pas été comptabilisés au 31/12/2005.

Engagements donnés	Montant hors bilan en euros
- Indemnité de fin de carrière	83 745
- Loyers restant à courir jusqu'à la fin de la première période triennale du bail à Courbevoie (juin 2008)	140 766
- Droit individuel à la formation 368 heures	

Les indemnités de fin de carrière sont calculées conformément aux préconisations comptables en déterminant individuellement l'indemnité à verser au moment du départ et en pondérant ce montant par la probabilité que le salarié soit présent dans l'entreprise à sa date de départ à la retraite.

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation. A ce titre le montant des engagements de la société ICOM INFORMATIQUE au 31/12/2005 s'élève à 368 heures n'ayant pas fait l'objet d'une demande de la part des salariés.

3.13. Contentieux, litiges et procédures en cours

Un risque prud'homal avait été provisionné au titre de l'année 2004. Celui-ci a été réglé au quatrième trimestre 2005.

Il n'y a aucun contentieux, litiges et procédures en cours au 31/12/2005.

3.14. Situation fiscale différée et latente (en euros)

<u>Situation fiscale différée nette</u>		
<i>Crédit à imputer sur :</i>		
Déficits reportables	1 974 732	
Moins-values à long terme	1 879 384	
		3 854 116
<u>Situation fiscale latente nette</u>		<3 854 116>

3.15. Affectation des résultats soumise à l'approbation de l'assemblée générale

Affectations	Montant en euros
Report à nouveau	40 435
<i>Total</i>	<i>40 435</i>

3.16. Liste des filiales et participations (en euros)

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux propres	Quote-part Dividendes	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffres affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
			NEANT		

La filiale américaine a été cédée le 15 décembre 2005.

La filiale anglaise ICOM INFORMATIQUE Limited a fait l'objet d'une procédure de radiation au registre de commerce local en décembre 2005. Cette entité n'avait plus aucune activité depuis le deuxième semestre 2001.

3.17. Tableau des flux de trésorerie (CNC 2004-R.02)

Flux de Trésorerie en milliers d'euros	2005
Résultat net	40
+/- dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	219
-/+ Autres produits et charges calculés	3 705
-/+ Plus et moins-values de cession	<1 829>
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement net et impôt	<1 617>
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt (A)	< 1617>
- impôts versés (B)	
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (C)	408
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	<1 209>
-Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	<115>
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	770
+ Encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	75
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	730
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	
Versées par les actionnaires de la société	225
Versées par les minoritaires de la société	92
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-544
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	-227
+/- Indice des variations des cours des devises (G)	
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F+ G)	-706

3.18. Capacité d'autofinancement

En kilo euros	31/12/2005	31/12/2004
<i>Excédent brut d'Exploitation</i>	<2>	<545>
+ Transferts de charges d'exploitation		4
+ Autres produits d'exploitation		
- Autres charges d'exploitation	3	
+ Produits financiers	1 653	73
- Reprises sur provisions financières	1 595	60
- Charges financières	1 713	140
+ Dotations aux amortissements et provisions financières	200	62
+ Produits exceptionnels	2 396	320
- Produits des cessions d'éléments actifs	11	0
- Reprises sur provisions exceptionnels	2 082	264
- Charges exceptionnelles	2 303	408
+ Valeur comptable des immobilisations cédées	1 840	53
+ Dotations aux amortissements et provisions exceptionnels	6	295
- Impôts sur les bénéfices	4	0
<i>Capacité d'autofinancement</i>	<1 617>	<610>
<i>Résultat net comptable</i>	40	<688>
+ Dotations aux amortissements et provisions	219	393
- Reprises sur amortissements et provisions	3 705	368
- Résultat sur cession des éléments actifs	<1 829>	<53>
<i>Capacité d'autofinancement</i>	<1 617>	<610>

3.19. Soldes intermédiaires de gestion

	En kilo euros	31/12/05	%	31/12/04	%	31/12/03	%
<u>PRODUCTION DE L'EXERCICE</u>		1 902	100,00	2 332	100,00	2 980	100,00
- Consommation provenance tiers		453	23,82	607	26,01	674	22,62
VALEUR AJOUTEE		1 449	76,18	1 725	73,99	2 306	77,38
<u>impôts et taxes</u>		71	3,73	75	3,23	77	2,60
- Charges de personnel		1 380	72,56	2 195	94,10	2 489	83,53
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		<2>	-0,11	<545>	-23,35	<261>	-8,75
+ Reprises, transferts charges		28	1,47	48	2,08	97	3,26
+ <u>Autres produits</u>		0	0,00			2	0,07
- Dotations amortissements, provisions		13	0,68	37	1,59	34	1,15
- Autres charges		3	0,16			3	0,11
RESULTAT D'EXPLOITATION		11	0,58	<533>	-22,86	<199>	-6,68
+ Produits financiers		1 653	86,91	73	3,11	55	1,84
- Charges financières		1 713	90,06	140	5,98	1 102	37,00
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		<49>	-2,58	<600>	-25,73	<1 247>	-41,84
+ Produits exceptionnels		2 396	125,97	320	13,74	380	12,75
- Charges exceptionnelles		2 303	121,08	408	17,48	623	20,90
RESULTAT EXCEPTIONNEL		93	4,89	<88>	-3,75	<243>	-8,15
- Impôt sur les bénéfices		4	0,21			<129>	-4,33
RESULTAT DE L'EXERCICE		40	2,10	<688>	-29,48	<1 361>	-45,66
Produits cessions éléments actif		11	0,58			0,4	0,01
- Valeur comptable des éléments cédés		1 840	96,74	53	2,28		
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS		<3>	-0,16	<53>	-2,28	0,4	0,01

3.20. Résultats des cinq derniers exercices (en euros)

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/2005 12 mois	31/12/2004 12 mois	31/12/2003 12 mois	31/12/2002 12 mois	31/12/2001 12 mois
Capital social	316 747	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 143 368
Actions ordinaires	197 967	750 000	750 000	750 000	750 000
<u>OPERATIONS ET RESULTATS</u>					
Chiffre d'affaires HT	1 901 909	2 332 254	2 979 819	3 595 978	4 514 972
Résultat avant impôts, participation, dot. Amortissements et provisions	<3 441 989>	<662 913>	<723 799>	<232 720>	468 375
Impôts sur les bénéfices	3 750		<128 992>	1 956	151 977
Dotations amortissements et provisions	<3 486 174>	24 623	765 830	2 551 838	159 250
Résultat net	40 435	<687 536>	<1 360 638>	<2 786 515>	157 147
Résultat distribué					
<u>RESULTAT PAR ACTION</u>					
Résultat a près impôts, participation, avant dot. Amortissements et provisions	<17,4>	<1>	<1>	<0>	0
Résultat après impôts, participation, dot. Amortissements et provisions	0	<1>	<2>	<4>	0
Dividende attribué					
<u>PERSONNEL</u>					
Effectif moyen des salariés	12	23	30	38	37
Masse salariale	956 058	1 514 639	1 708 753	2 128 046	1 957 904
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Soc., œuvres sociales,...)	423 530	680 125	780 148	948 013	856 756

Gouvernement d'entreprise

Rapport spécial du Président Sur le Gouvernement d'entreprise et le Contrôle interne

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37, alinéa 6 et de l'article L.225-68, alinéa 7 du Code de Commerce, résultant de l'article 117 de la loi 2003-706 (appelée loi de sécurité financière) du 1^{er} août 2003, il vous est rendu compte ci-après des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration, des procédures de contrôle interne mises en place par la société et des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du directeur général.

1. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1. Rôle du Conseil d'Administration

La société ICOM Informatique est administrée par un conseil d'administration, qui conformément aux dispositions légales et statutaires, a pour fonction de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en œuvre. Le conseil d'administration se prononce sur l'ensemble des décisions ressortant de sa compétence légale. Ses principales missions sont : l'examen des états financiers et des situations intermédiaires, la désignation des mandataires sociaux, la discussion des orientations stratégiques.

1.2. Composition du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration de la société était composé, depuis 1996, de quatre administrateurs.

Suite à la validation par le Tribunal de commerce du plan de continuation présenté par la société Technologies le 8 juin 2005, un conseil d'administration s'est tenu le 13 juin 2005. Ce conseil a entériné la démission d'un administrateur et le conseil a coopté, en remplacement, Michel Tibérini.

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 4 août 2005 a validé la nomination de Michel Tibérini en qualité de Président Directeur Général d'ICOM Informatique, a pris note de la démission de trois anciens administrateurs et la nomination de deux nouveaux administrateurs, portant leur nombre à trois.

La liste des administrateurs de la société, comportant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés, figure dans le rapport du Conseil d'Administration à l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Conformément aux dispositions statutaires, les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée de 6 années. Ils sont propriétaires d'une action au moins.

Les administrateurs désignent parmi leurs membres un Président, personne physique, en charge de l'organisation et de la direction des travaux du conseil d'administration dont il doit rendre compte à l'assemblée des actionnaires.

Le Conseil d'Administration réuni le 13 juin 2005 a donné pleins pouvoirs à Monsieur Michel Tibérini aux fonctions de Président et de Directeur Général.

L'un des administrateurs est indépendant en application de la définition du rapport AFEP/MEDEF annexée au « rapport AMF 2005 sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne » du 18 janvier 2006.

En effet, il est un actionnaire important de la société et ne participe pas au contrôle de la société.

1.3. Fonctionnement du Conseil d'Administration

1.3.1 .Modalités de fonctionnement

Elles sont définies par les statuts de la société.

Le Conseil se réunit régulièrement sur convocation du Président. Les réunions du Conseil d'Administration se déroulent au siège de la société.

Tous les documents techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur ont été communiqués avant la réunion.

Les procès verbaux des réunions sont soumis à l'approbation des administrateurs lors des conseils suivants.

Le conseil délibère au minimum sur l'arrêté des comptes sociaux et les comptes consolidés semestriels et annuels.

1.3.2. Rémunération

Il n'est pas alloué de jetons de présence au Conseil d'Administration.

1.3.3. Règlement intérieur

Aucun règlement intérieur ne régit le fonctionnement du Conseil d'Administration.

1.3.4. Limitations de pouvoirs du Président Directeur Général

Le Conseil a conféré au Président Directeur Général l'ensemble des pouvoirs nécessaires au fonctionnement de l'entreprise, ces pouvoirs devant s'exercer dans le cadre des dispositions statutaires, orientations et directives générales décidées par le Conseil et dans le respect des règles d'éthique professionnelle.

1.3.5. Travaux du conseil lors de l'exercice écoulé

En 2005, le Conseil d'Administration s'est réuni formellement neuf fois, l'ensemble des membres était présent.

Les réunions du conseil ont portées sur les sujets suivants :

- nominations et démissions d'administrateurs,
- nominations et démissions de mandataires sociaux
- examen des comptes annuels 2004,
- convocation des assemblées générales,
- examen de la situation semestrielle au 30 juin 2005,
- transfert de siège social,
- opérations sur capital,
- conventions réglementées.

2. CONTROLE INTERNE

2.1. Définition et objectifs du contrôle interne de la société

Les objectifs du système de contrôle interne sont de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de la société et les risques d'erreurs et de fraude, en particulier dans les domaines comptable et financier.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la société ICOM Informatique SA ont pour objet :

- D'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements du personnel s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de la société par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à la Société,
- D'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes qui interviennent pour réaliser des procédures spécifiques apportent aussi une référence d'évaluation externe qui vient en complément du processus d'évaluation interne.

2.2. Organisation du contrôle interne

Le contrôle interne de notre société repose sur la mise en œuvre d'actions ou de contrôles se rapportant soit à la réalisation de l'objet social, soit à la conservation du patrimoine de l'entreprise, soit à la comptabilité, soit aux respects des normes de qualité, ou de la sécurité des salariés.

2.2.1. Prévention et gestion des risques

Risque de fraude :

La société est vigilante à déceler et à empêcher toute tentative de fraude, en particulier une séparation et un contrôle mutuel des opérations de comptabilité et de trésorerie ont été mis en place.

Risque client :

La société veille à maintenir la qualité de sa clientèle en vérifiant en cas de besoin les informations financières de ses clients. Le développement d'affaires avec une clientèle « Grands Comptes » limite les risques d'insolvabilité. Le plus important client a représenté 17% du chiffre d'affaires en 2005. Par ailleurs le poids des 10 premiers clients du groupe a baissé de 5 points entre 2004 et 2005 (61 % du chiffre d'affaires 2004 pour 55% en 2005).

Risque fournisseurs :

L'activité de la société n'est pas liée à la fourniture de matières premières, aussi l'entreprise n'a pas de dépendance vis-à-vis de fournisseurs.

Risques professionnels :

Dans le respect des dispositions légales sur les risques professionnels, la société veille à l'évaluation et à la prévention des risques professionnels particuliers à l'exercice de ses activités.

Risques liés à la conduite des projets :

La société est vigilante pour suivre les coûts de chaque projet par rapport au montant estimé, ainsi qu'à vérifier la qualité des prestations.

De manière générale, la société a souscrit les contrats d'assurance adaptés à la couverture des risques usuellement encourus du fait des activités (responsabilité civile, perte d'exploitation,...).

2.2.2. Moyens du contrôle interne

La société a établi un recueil des procédures internes détaillant pour chaque procédure les différentes actions ainsi que les acteurs impliqués dans son déroulement.

Les actions ou contrôles internes dans notre société visent à assurer l'existence, l'exhaustivité et la bonne évaluation des informations et sont :

- ◆ La responsabilisation de l'ensemble des acteurs,
- ◆ Une définition claire des tâches,
- ◆ La séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle,
- ◆ Le système de contrôle comprenant des contrôles permanents et des contrôles périodiques,
- ◆ Les règles d'autorisation d'engagement des dépenses,
- ◆ Les contrôles d'exhaustivité par le rapprochement des documents afférents à une même opération,
- ◆ Les contrôles de cohérence par la comparaison globale des données ou par la mise en rapprochement des résultats issus de deux méthodes de calculs différentes,
- ◆ Les délégations de signature limitées en nombre et en montant,
- ◆ Le système de contrôle comprenant des contrôles permanents et des contrôles périodiques.

La société utilise des logiciels de comptabilité, trésorerie et de paie, développés par des éditeurs de notoriété nationale. Des interfaces avec les logiciels de gestion commerciale et de paie ont été réalisées par leurs soins afin d'automatiser et fiabiliser la comptabilisation de ces écritures.

2.2.3. Référentiel

L'AMF a publié un rapport sur le gouvernement d'entreprise et sur le contrôle interne en janvier 2006, Un groupe de travail est réuni pour mettre en place un référentiel en matière de contrôle interne, il devrait paraître au cours du premier semestre 2006.

La société souhaite faire évoluer son système de contrôle interne en se basant sur ce référentiel, dès qu'il sera paru.

3. CONTROLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

La fiabilité des informations comptables et financières publiées est confortée par un ensemble de règles, de procédures et de contrôles, par une politique de gestion des compétences et par un dynamique d'amélioration continue des procédures.

Le contrôle interne de l'information comptable et financière s'organise autour des éléments suivants :

- L'organisation comptable et de gestion du Groupe
- Le reporting comptable et de gestion unifiée
- La planification des procédures d'arrêté

Un examen attentif est plus particulièrement réalisé par les responsables financiers et la Direction de l'entreprise sur :

- les communiqués de presse comportant des éléments financiers,
- le Rapport de Gestion,
- le Rapport Annuel.

3.1. La fonction comptable et de gestion

Sous l'autorité du Président du Conseil d'Administration, la Direction Financière assume les missions essentielles de mise en cohérence des données financières du groupe :

- Production des comptes consolidés du Groupe et des comptes sociaux de ICOM SA dans des délais répondant aux exigences des marchés financiers et des obligations légales
- Pilotage du processus budgétaire et prévisionnel, production du reporting mensuel de gestion dans les meilleurs délais en assurant la consolidation et la cohérence des données
- Production de la documentation nécessaire à la communication financière des résultats et la synthèse du reporting de gestion pour la Direction de la société
- Conception et mise en place des méthodes, procédures et référentiels comptables et de gestion du Groupe
- Identification et réalisation des évolutions nécessaires des systèmes d'information comptables et de gestion

Les fonctions de comptabilité de contrôle de gestion et d'audit de la filiale américaine d'ICOM sont réalisées au siège de la filiale. Le contrôle local est effectué par un Chartered Public Accountant (C.P.A.) sous le contrôle des auditeurs français. La Direction comptable de la filiale américaine assure la production des comptes, le reporting et les déclarations fiscales et douanières.

La direction Financière du Groupe est en charge de la production, de l'analyse et de la restitution des comptes consolidés du groupe, selon les différents référentiels comptables et pour toutes les phases du cycle de gestion (plan, budget, reporting mensuel, comptes semestriels et annuels).

3.2. Le reporting comptable et de gestion unifié

Les entités du groupe s'inscrivent dans un cycle de gestion et de pilotage qui comporte trois composantes fondamentales :

- Le processus budgétaire et les prévisions semestrielles et annuelles
- Le reporting mensuel
- Les revues d'affaires hebdomadaires

Le processus budgétaire est décliné pour l'ensemble des filiales du groupe. Les principales étapes du processus budgétaires sont les suivantes :

- En novembre, élaboration pour chaque entité (société mère et filiale) d'un budget pour l'année suivante
- En mai, actualisation de la prévision initiale pour le semestre en cours (prévisions fin de semestre) qui est comparée à la prévision initiale.
- Début novembre, actualisation de la prévision initiale pour l'année en cours (prévision fin d'année)

Dans le cadre du processus budgétaire, des indicateurs de mesure de la performance sont établis par les départements et font l'objet d'une analyse. Les budgets sont « mensualisés » pour servir de référence au reporting du Groupe.

Le reporting mensuel

Le reporting mensuel est une composante majeure du dispositif de contrôle et d'information financière. Il constitue l'outil privilégié de suivi, de contrôle et de pilotage par la Direction Générale. Il se compose de plusieurs documents provenant de la Direction Financière et de la Direction Commerciale.

Le reporting mensuel comporte des données chiffrées, des commentaires sur les évolutions.

Le rapprochement des informations comptables et des données prévisionnelles, associé à l'analyse mensuelle, contribue à la qualité et à la fiabilité des informations produites.

L'application du principe d'unicité du chiffre comptable et de gestion, conduit les intervenants de la société à utiliser le même outil informatique pour produire le reporting du réalisé et du budget. Le périmètre et le référentiel des processus prévisionnels budgétaires sont de ce fait cohérents avec le processus de reporting des éléments réalisés.

Les contrôles d'exhaustivité, de fiabilité et de cohérence sont répartis suivant deux niveaux :

- La collecte des informations économiques et financières qui alimentent le système comptable (achats, ressources humaines, ventes, immobilisations, ...)
- Les travaux de clôture réalisés par la direction comptable pour la production des états de synthèse et du reporting.

Les revues d'affaires

Les revues d'affaires sont un élément-clé du dispositif de pilotage et de contrôle de la société. Elles ont pour principal objectif de s'assurer de l'adéquation entre les actions entreprises en regard de la stratégie définie et des objectifs fixés. Les revues d'affaires hebdomadaires sont organisées au niveau de la Direction Commerciale.

3.3. Le processus de consolidation

Pour le processus d'élaboration des comptes consolidés prévisionnels et réalisés, la société a retenu le principe d'unification, ce qui induit :

- L'homogénéité du référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation
- La normalisation des formats de restitution

La société dispose d'un référentiel unique qui normalise l'ensemble des rubriques des reportings consolidés.

Il convient de rappeler que la société établit des comptes consolidés selon les normes IFRS.

3.3.1. La planification des procédures d'arrêté

Afin d'optimiser les délais de clôture comptable, la formalisation et la planification des procédures d'arrêté s'appuient sur :

- Les processus de suivi budgétaire
- La réalisation de pré-clôtures comptables
- L'anticipation du traitement des opérations comptables complexes

3.3.2. Relations avec les Commissaires aux comptes

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes interviennent pour réaliser des procédures spécifiques :

- à l'issue du premier semestre, sous la forme d'un examen limité au niveau du Groupe,
- lors de la clôture annuelle, par une revue de la pré-clôture suivie d'un audit des comptes au 31 décembre.

Par ailleurs, ils interviennent aussi lors de l'enregistrement du rapport annuel en tant que document de référence pour lequel ils donnaient un avis sur le document de référence qui était publié. A compter de 2006 l'examen du document de référence par les commissaires aux comptes se traduira par une lettre de fin de travaux qui sera transmise à l'A.M.F. mais ne figurera plus dans le document de référence.

Ils apportent ainsi une référence d'évaluation externe qui vient en complément du processus d'évaluation interne.

Le Président du Conseil d'Administration.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Société Anonyme ICOM Informatique et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre Société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Sous la responsabilité du conseil d'administration, il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part, les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de Commerce.

Fait à Aulnay, le 8 Juin 2006
Pierre ILLOUZ
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Paris

Fait à Boulogne, le 8 Juin 2006
Philippe MESSIKA
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale
de Versailles

Composition des organes d'administration et de direction

Conseil d'administration

A la suite de la validation par le Tribunal de Commerce de Créteil du plan de continuation le 8 juin 2005, les anciens membres du conseil d'administration, dont le détail figure dans le Rapport de Gestion (chapitre Patrimoine et informations financières) ont démissionné lors du Conseil d'Administration du 13 juin 2005

Président Directeur Général

Michel Tibérini

Nommé administrateur le 13 juin 2005 en remplacement de Mme Dohy Cornut jusqu'à la fin du mandat de celle-ci échéant en 2008

Date du 1^{er} mandat : 13/06/2005

Pierre Grouvel remplacé par Frédéric Grouvel

Administrateur d'ICOM Informatique SA France,

Nommé administrateur le 6 juin 2006 pour un mandat échéant en 2011

Date du 1^{er} mandat : 06/06/2006

Geneviève Laurans :

Administrateur d'ICOM Informatique SA France,

Nommée administrateur le 4 août 2005 pour un mandat échéant en 2011

Date du 1^{er} mandat : 04/08/2005

Alain de Mendonca

Administrateur d'ICOM Informatique SA France,

5 rue Madeleine

78220 Viroflay

Nomination proposée à l'A.G.O. annuelle du 10 juillet 2006

Conformément à l'article 13 des statuts, chaque administrateur doit posséder au moins une action pendant toute la durée de son mandat

Travaux du conseil d'administration

La préparation et l'organisation des travaux du conseil d'administration sont décrites dans le rapport spécial du Président. Il faut noter que le conseil d'administration de l'entreprise s'est réuni au cours de l'exercice 2005 pour décider des mesures à prendre concernant : la stratégie technique et commerciale, l'organisation interne de l'entreprise, des plans de réorganisation, des mesures concernant la filiale américaine, des actions visant à rechercher des solutions d'adossement à des partenaires financiers et industriels, pour plus de détails on se reportera au Rapport du Président sur le Gouvernement d'entreprise.

Il est à noter qu'un administrateur indépendant siège au conseil d'administration d'ICOM Informatique, il s'agit de Monsieur Grouvel. Il n'existe pas de règlement intérieur ni de charte fixant les règles de consultation du Conseil d'Administration, ni de procédure pour évaluer le Conseil d'Administration, ces informations figurent dans le Rapport du Président sur le Gouvernement d'entreprise.

Comité de l'audit et Comité de rémunération de l'émetteur

Le fonctionnement du conseil d'administration et du contrôle interne est décrit dans le Rapport du Président traitant du sujet. Par ailleurs il n'existe pas de comité de l'audit du conseil d'administration ni de comité de rémunération des membres des organes d'administration et de direction générale.

Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur

La société n'est que partiellement conforme au gouvernement d'entreprise. Du fait de sa taille (11 personnes au 31 décembre 2005) elle applique progressivement les meilleures pratiques recommandées, c'est par exemple le premier exercice où l'un des administrateurs est indépendant. Les recommandations non appliquées, à ce jour, sont : le délai de publication des comptes (la société publie ses comptes dans le délai légal de 4 mois et non dans le délai recommandé de 3 mois), l'absence d'évaluation annuelle de la capacité du Conseil d'Administration à répondre aux attentes des actionnaires, la durée des mandats des administrateurs, l'absence de comités spécialisés.

Direction

Président Directeur Général

Monsieur Michel TIBERINI (à compter du 13 juin 2005, en remplacement de Monsieur Thierry FONDRONNIER)

Directeur Opérationnel France

Monsieur Thierry ADNOT

Directeur Financier

Madame Geneviève LAURANS

Adresse professionnelle

Tous les membres du conseil d'administration et de direction générale peuvent être contactés au siège social de l'entreprise

Liens familiaux entre les membres des organes de direction ou d'administration

Il n'existe pas de liens familiaux entre les membres des organes de direction ou d'administration.

Expertise et expérience en matière de gestion des membres de direction ou d'administration

Administrateurs – Mandataire

Michel Tibérini

Diplômé en Sciences des Universités de Grenoble et de Toulouse, après un début de carrière chez IBM (1971-1977) il intègre la société PANSOPHIC en tant que Vice Président Europe du sud (1977-1984). Dans le début des années 80 il crée des sociétés distribuant des logiciels de sociétés américaines qu'il a cédé aux marques qu'il représentait lors de leur implantation en France. Après quelques années passées aux Etats-Unis, il est aujourd'hui Président Directeur Général de la société Technologies SAS, principal actionnaire d'ICOM Informatique dont il est aussi le Président Directeur Général depuis juin 2005. A ce titre il se focalise sur la relance et le développement à court et moyen terme en matière de technologies, de croissance externe et de développement international.

Frédéric Grouvel

Diplômé de l'EPSCI (groupe ESSEC), après avoir assuré des postes de Directeur Commercial chez Sybase, Progress Software puis Cyrano, il devient Directeur général de cette entreprise. Il rejoint ensuite Silverstream en tant que Directeur Général. Il est depuis 2004 Directeur Commercial de l'activité Réseaux et Télécoms de CS Communication et Systèmes.

Geneviève Laurans

Diplômée de l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon et Expert Comptable, après 5 ans d'audit chez Ernst & Young, et 10 ans en tant que Directeur Financier et du Contrôle de Gestion dans le groupe Thalès, elle prend la Direction Financière du Groupe Technologies en 1997.

Alain De Mendonca

Diplômé de la Harvard Business School, après un passage chez Procter et Gamble puis chez McKinsey & Co, il fonde le Groupe Karavel-Promovacances leader français de la vente de voyage sur Internet avec un volume d'affaires de près de 300M€ pour un effectif de 500 personnes, dont il assure aujourd'hui la Direction Générale.

Direction opérationnelle

Thierry Adnot

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris, après une expérience de plusieurs années dans le monde du hardware (constructeurs de PC). Il intègre en qualité de Directeur Commercial la société ICOM Informatique en 1994 avec pour objectifs la mise en place des canaux de vente directe et indirecte. Il assure désormais la responsabilité de la direction des opérations d'ICOM Informatique.

Autres informations concernant les organes d'administration et de direction

Condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins : néant

Détail de toute faillite, mise sous séquestre ou liquidation à laquelle une des membres des organes d'administration et de direction agissant en qualité de membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, ou de direction générale a été associée au cours des cinq dernières années au moins : néant

Détail de toute incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée contre une telle personne par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés) au cours des cinq dernières années : néant

Empêchement par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années : néant

Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction

A la date d'enregistrement du présent document de référence, aucun membre du conseil d'administration ou de direction générale n'est, à la connaissance de la société, en situation de conflit d'intérêts potentiel entre ses devoirs à l'égard de la société et ses intérêts privés.

Restriction de leur participation sur les titres de l'émetteur

Il n'existe pas de restriction acceptée par l'un des membres des organes d'administration ou de direction concernant la cession, dans un certain laps de temps, de leur participation dans le capital social de l'émetteur.

Noms et adresses des contrôleurs légaux

Commissaires aux Comptes titulaires

Monsieur Pierre ILLOUZ

1 rue Maryse Bastié – 93600 Aulnay
Date de début du 1er mandat : 16 novembre 1992
Date de renouvellement : 28 avril 2005
Date d'expiration : Assemblée Générale
statuant sur les comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2010

Monsieur Philippe MESSIKA

74, route de la Reine – 92 100 Boulogne
Date de début du 1er mandat : 5 mai 1998
Date de renouvellement : 29 juin 2004
Date d'expiration : Assemblée Générale
statuant sur les comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2009.

Commissaires aux Comptes suppléants

Madame Paule BLITMAN

6, rue Mayran – 75009 Paris
Date de début du 1er mandat : 29 juin 2004
Date de nomination : 28 avril 2005
Expiration du mandat : Assemblée Générale
statuant sur les comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2010

Monsieur Stéphane BENAYOUN

8, rue César Franck – 75015 Paris
Date de début du 1er mandat : 5 mai 1998
Date de renouvellement : 29 juin 2004
Date d'expiration : Assemblée Générale
statuant sur les comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2009.

Dirigeants et mandataires sociaux

Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux de la SA

Monsieur Michel TIBERINI, Président Directeur général depuis le 13 juin 2005.

La rémunération brute totale et des avantages de toute nature versée au cours de l'exercice 2005 à chacun des trois anciens mandataires de la société.

Mr Thierry FONDRONNIER, Président du conseil d'administration et Directeur Général a perçu, au cours de l'exercice 2005 objet du présent rapport, les sommes suivantes :

Rémunération brute versée par la société : 32 397 euros pour le période du 1^{er} janvier au 13 juin 2005

Rémunération variable : néant

Rémunération versée par les sociétés contrôlées : néant

Avantages en nature émanant de la société et des sociétés contrôlées : 8 494 euros bruts

Jetons de présence versés par la société et les sociétés contrôlées : néant

Honoraires versés par la société et les sociétés contrôlées : 22 000 euros contrat de prestations du 14 juin au 4 août 2005.

Autres versements : néant

Mr Bruno CABANIS, Administrateur et Directeur Général Délégué a perçu, au cours de l'exercice 2005 objet du présent rapport, les sommes suivantes :

Rémunération brute versée par la société : 32 426 euros pour le période du 1^{er} janvier au 13 juin 2005

Rémunération variable : néant

Rémunération versée par les sociétés contrôlées : néant

Avantages en nature émanant de la société et des sociétés contrôlées : 8 457 euros bruts

Jetons de présence versés par la société et les sociétés contrôlées : néant

Honoraires versés par la société et les sociétés contrôlées : 22 000 euros contrat de prestations du 14 juin au 4 août 2005.

Autres versements : néant

Mr Alain BENKEMOUN, Administrateur et Directeur Général Délégué a perçu, au cours de l'exercice 2005 objet du présent rapport, les sommes suivantes :

Rémunération brute versée par la société : 42 349 euros pour le période du 1^{er} janvier au 13 juin 2005

Rémunération variable : néant

Rémunération versée par les sociétés contrôlées : néant

Avantages en nature émanant de la société et des sociétés contrôlées : 7 340 euros bruts

Jetons de présence versés par la société et les sociétés contrôlées : néant

Honoraires versés par la société et les sociétés contrôlées : néant

Autres versements : néant

Rappels des années antérieures

mandataires sociaux	2004			2003		
	fixe brut	variable brut	avantages nature	fixe brut	variable brut	avantages nature
Thierry Fondronnier	90 536 €	néant	8 494 €	99 099 €	néant	9 041 €
Bruno Cabanis	90 768 €	néant	8 457 €	99 099 €	néant	9 029 €
Alain Benkemoun	86 543 €	néant	7 340 €	89 051 €	néant	7 153 €

Les avantages en nature versés aux mandataires sociaux sont principalement constitués d'une assurance complément de retraite dont l'obligation de souscription est liée à l'assurance « Garantie Sociale des Chefs d'entreprise ».

Contrats de service concernant les organes de direction

Il n'existe pas de contrat de service liant des membres des organes de direction ou d'administration à la société ICOM Informatique ou à ses filiales en dehors du contrat temporaire d'accompagnement à la mise en place du plan de continuation conclu entre Messieurs Fondronnier et Cabanis et ICOM Informatique pour la période allant du 14 juin au 4 août 2005. Cette mission a été rémunérée forfaitairement 22 000 € par personne, elle figure dans le détail des sommes allouées au titre de l'exercice 2005, ci-dessus.

Primes d'entrée ou indemnité de départ

Aucune prime d'arrivée ou indemnité de départ, ni aucune rémunération variable, ni aucune rémunération conditionnelle ou différée ne sont octroyées aux mandataires sociaux.

Pensions, retraites et autres avantages en faveur des mandataires sociaux

Il n'existe par ailleurs aucune somme provisionnée ou constatée par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

Actif appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

Néant.

Baux immobiliers conclu avec une société appartenant à un dirigeant ou à un membre de sa famille

La société Technologies est l'actionnaire principal d'ICOM Informatique. Le dirigeant de la société Technologies est Michel Tibérini, Président Directeur Général d'ICOM Informatique.

Les contrats conclus entre ces deux sociétés sont des conventions courantes conclues à des conditions normales.

	31/12/2005
Loyer et charges des locaux à Courbevoie du 1/06/05 au 31/12/05	52 058 €
Fourniture de prestations administratives par la société Technologies	43 750 €

Prêts ou garanties accordées aux dirigeants

L'emprunt souscrit auprès de la Banque Populaire Rives de Paris, dont le capital restant dû s'élève à 343 K€ au 31 décembre 2005 a fait l'objet d'un premier remboursement en janvier 2006 pour un montant de 112 K€ (capital et intérêts intérimaires), est garanti par la caution de la société Technologies à hauteur de 160 K€.

Attribution et/ou levée de titres de capital potentiel détenus par les mandataires sociaux

Néant

Contrats Importants

Les deux contrats importants étaient les suivants :

- remboursement du prêt consenti à sa filiale américaine Data Interface System Corp., du fait de la cession de la filiale ce contrat n'existe plus,
- emprunt souscrit auprès de la banque Populaire Rives de Paris, cet emprunt a été renégocié dans le cadre du plan de continuation.

Dix premiers salariés non-mandataires sociaux

Il n'existe pas de plan d'option de souscription ou d'achat d'actions pour les dix premiers attributaires non-mandataires sociaux.

Conventions réglementées

Le rapport sur les conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes du présent document. Les nouvelles conventions conclues au cours de l'exercice sont soumises à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale du 10 juillet 2006.

Aucune convention nouvelle n'a été conclue depuis la clôture de l'exercice 2005.

Contrats d'intéressement et de participation du personnel

Il n'existe pas de contrat d'intéressement.

L'accord de participation, conclu le 13 mars 1998, a été enregistré par la D.D.T.E. le 1er avril 1998. Il s'est appliqué pour la 1ère fois aux résultats de l'exercice 1997, il prévoit que la réserve légale de participation soit répartie entre les bénéficiaires pour 50% en fonction du salaire et pour 50% en fonction du temps de travail effectué. L'effectif étant passé sous la barre des 50 personnes en fin d'année 98, cet accord a été suspendu.

Depuis 1996 existe un Plan d'Épargne Entreprise, celui-ci ne reçoit plus d'abondement depuis l'exercice 1998. Il permet aux salariés d'effectuer une épargne volontaire. Les fonds sont récupérables au bout de 5 ans en franchise d'impôts sur les gains réalisés.

Renseignements de caractère général

Renseignements de caractère général

Renseignements concernant l'émetteur

Dénomination sociale

Ingénierie, Communication Informatique

Nom Commercial

ICOM Informatique

Siège social (*changement de siège social par décision du conseil d'administration du 29 juin 05*)

84-88 Bd de la Mission Marchand

F 92411 Courbevoie Cedex

Forme juridique

Société Anonyme à Conseil d'Administration régie par le nouveau code du Commerce et le décret du 23 mars 1967.

Date de création

28 août 1981

Durée de vie

60 ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit du 15.09.1981 au 14.09.2041.

Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet toutes les opérations concernant le traitement de l'information, et plus généralement toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Registre du commerce et des sociétés

NANTERRE B 322 548 355 - SIREN 322548355 00062

Code N.A.F (APE) 722 A

Disponibilité des documents comptables et juridiques

Les documents comptables et juridiques sont disponibles chez :

ICOM Informatique

84-88 Bd de la mission Marchand

F 92411 Courbevoie Cedex

Exercice social

Du 1er janvier au 31 décembre.

Répartition des bénéfices (Article 19 des statuts)

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'Assemblée Générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tout fond de réserves extraordinaires, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est réparti entre tous les actionnaires au prorata de leurs droits dans le capital.

L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

Assemblées Générales (Article 18 des statuts)

1. Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.
2. L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles. Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de la société cinq jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée, ou à la production d'un certificat d'indisponibilité des actions dans le même délai. Toutefois, le conseil d'administration a la faculté, par voie de mesure générale, de réduire ce délai.

Tout actionnaire peut voter par correspondance.

Toutefois, tout vote par correspondance parvenu à la société moins de trois jours avant la date de l'assemblée n'est pas pris en compte.

Lors de la réunion de l'assemblée, l'assistance personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

3. Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par l'administrateur le plus ancien présent à cette assemblée. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.
4. Un droit de vote double, de celui conféré aux autres actions, est accordé à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'actions anciennes pour lesquelles ils bénéficient de ce droit.

Toute action convertie au porteur perd le droit de vote double.

Titres au porteur identifiables (article 11 des statuts)

Conformément aux dispositions de l'article L228-2 du Code du commerce, la Société pourra demander à tout moment, à l'organisme chargé de la compensation des titres, la communication des renseignements relatifs à la composition de son actionnariat et à la quantité de titres détenus par chacun de ses actionnaires, ainsi que tous renseignements dont la communication est autorisée par la législation en vigueur.

Particularité des statuts

Il n'existe aucune disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.

Limitation des droits

Il n'existe pas de limitation des droits de vote attachés aux actions d'ICOM Informatique.

Franchissements de seuil

Les statuts de la société ne prévoient pas de déclaration de seuils autres que ceux prévus par les dispositions légales en vigueur.

L'absence de déclaration de franchissement de seuils entraîne l'application des dispositions légales en vigueur.

Rachat par la Société de ses propres actions

La société a été autorisée à acheter ses propres actions à hauteur de 5% du capital en 1999 et 2000. Au cours de cette période, 157 actions ordinaires ont été achetées au coût moyen pondéré de 15,32 €, ces actions ont depuis été annulées. Aucun programme de rachat d'actions n'a été mis en place depuis lors.

Classification FTSE

Secteur : Technologies de l'information

Sous-secteur : Logiciels et services informatiques

Renseignements concernant le capital

Capital social

Au 31 décembre 2005 et à la date du présent document de référence, le montant du capital social est de **316 747,20 €**, divisé en **197 167** actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,60 € chacune, de même catégorie, entièrement libérées. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dans les cas où la forme nominative est imposée par la législation en vigueur. La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte dans les conditions et selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A clôture exercice	Créés pendant exercice	annulées pendant exercice	
Actions ordinaires	197 167	197 167	750 000	1,60 €

Capital autorisé non émis

Il n'existe aucune autorisation en cours concernant l'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la société.

Il est à noter que l'Assemblée Générale extraordinaire du 29 juin 2004 a rejetée la résolution portant sur l'augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues à l'article L443-5 du code du travail.

Informations complémentaires sur le capital

Il n'existe aucun titre non représentatif de capital.

Capital potentiel

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès, directement ou indirectement, à des titres en capital de la société.

Nantissement, Garanties, Suretés

Aucun nantissement de titre de capital n'a été donné, aucun titre en garantie et aucune sûreté n'a été consentie.

Tableau d'évolution du capital social d'ICOM Informatique depuis 1996

		Montant de l'opération	Nombre total d'actions	Nominal des actions	Montant du capital	Prime d'émission et de fusion
20/03/1996	Augmentation du capital par incorporation de réserves	686 021 €	30 000	38,1123 €	1 143 368 €	
20/03/1996	Réduction de la valeur nominale des actions	-	750 000	1,52449 €	1 143 368 €	
13/06/2002	Augmentation de la valeur nominale des actions	-	750 000	1,60 €	1 200 000 €	
13/06/2002	Augmentation du capital par incorporation de réserves	56 632 €	750 000	1,60 €	1 200 000 €	
4/08/2005	Réduction du capital à zéro par annulation des actions	1 200 000 €	750 000	1,60 €	0 €	
4/08/2005	Augmentation du capital par création d'actions	225 000 €	140 625	1,60 €	225 000 €	
31/12/2005	Création d'actions par exercice de BSA	91 747,20 €	197 967	1,60 €	316 747,20	

Depuis le 31 décembre 2005 et la date d'enregistrement du document aucune opération liée au capital n'a été opérée.

Marché des titres

Tableau d'évolution des cours de Bourse et des volumes de transactions

Les 197 967 actions composant actuellement le capital d'ICOM Informatique sont cotées à la cote Eurolist (*compartiment C*) de la Bourse de Paris depuis le 21 juin 1996 (*code ISIN : FR0010211615*, symbole '**ICOM**'). L'action ICOM Informatique fait partie des valeurs entrant dans la composition de l'indice IT lancé le 28 mars 2000. Le mode de cotation du titre ICOM Informatique s'effectue au fixing.

Sur la base de la nouvelle classification Industry Classification Benchmark (ICB) publiée le 4 juillet 2005, qui est venue se substituer à la nomenclature existante au 1^{er} janvier 2006, ICOM Informatique est classée dans le sous secteur : **9537 Software**.

De janvier 2005 à mars 2006, le cours de Bourse et le volume des transactions ont évolué de la manière suivante (source Euronext Paris) :

Le cours moyen de clôture a été pris en compte pour le calcul de la capitalisation et nous a paru pertinent que les cours extrême.

Mois	Nombre de titres échangés	Capitalisation boursière (1)	Cours moyen clôture
janvier-05	9 166	570 000	0,76
février-05	10 212	705 000	0,94
mars-05	20 397	1 777 500	2,37
avril-05	8 670	1 455 000	1,94
mai-05	9 141	1 230 000	1,64
juin-05	29 589	1 710 000	2,28
juillet-05	10 040	1 695 000	2,26
août-05	1 040	253 125	1,80
septembre-05	82	225 000	1,60
octobre-05	-		
novembre-05	142	75 938	0,54
décembre-05	687	229 219	1,63
janvier-06	7 396	2 585 449	13,06
février-06	3 006	1 504 549	7,60
mars-06	6 774	2 516 161	12,71

(1) soit le nombre d'actions multiplié par le cours moyen de clôture.

Evolution des dividendes au cours des 5 dernières années

Exercice	Dividende total versé au titre de l'exercice	Dividende net par action	Avoir fiscal par action	Dividende brut
2000	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2001	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2002	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2003	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2004	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
AGO du 10 juillet 2006 pour 2005	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Politique de distribution de dividendes

La société ICOM Informatique souhaite adopter une politique de distribution de dividendes favorable à ses actionnaires dès que sa situation financière aura été restaurée et sa profitabilité établie.

Délai de prescription des dividendes

Les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits. Les dividendes atteints par la prescription quinquennale doivent être réservés à l'Etat (article L27 et R46 du Code du domaine de l'Etat).

Capital et droits de vote

Capital et droits de vote

Répartition actuelle du capital et des droits de vote

A la date du 31 décembre 2005 lors de la clôture de la période d'exercice des BSA, le nombre total d'actions composant le capital de la société était de 197 967 et le nombre de droits de vote était de 197 967. Les droits de vote doubles n'étant acquis qu'après deux ans d'inscription des titres au nominatif, il n'existe pas de droits de vote doubles acquis.

Le tableau suivant donne par catégorie, les informations concernant les actionnaires connus de la société à la date du 31 décembre 2005.

Au 31 décembre 2005				
Actionnaires	Nombre d'actions	% capital	Nombre droits de vote	% droits de vote
Technologies	140 622	71,03%	140 622	71,03%
Administrateurs	3	0,00%	3	0,00%
Public nominatif	1 142	0,58%	1 142	0,58%
Public au porteur	56 200	28,39%	56 200	28,39%
TOTAL	197 967	100,00%	197 967	100,00%

Actionnariat de contrôle

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, l'actionnaire principal est la société Technologies SAS qui détient 71,03% du capital, société dont l'actionnaire principal est Michel Tibérini. Il n'existe pas de mesure particulière prévenant un contrôle abusif.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'actionnaires autres que ceux mentionnés ci-dessus détenant directement, indirectement seul ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote, en dehors du changement d'actionnaire principal.

Les modifications dans la répartition du capital sont consécutives à l'opération validée par l'assemblée générale du 4 août 2005, portant le visa AMF n°05-637.

Le seul franchissement de seuils au cours de l'exercice 2005 est celui de la Sté Technologies qui a franchi tous les seuils à la hausse le 4 août 2005 à la suite de l'augmentation de capital qui lui était réservée (+ de 95% des actions et des droits de vote) Puis Technologies a franchi les seuils de 95% et 90% à la baisse le 20 janvier 2006, lors de l'admission à la cote des actions issues de l'exercice des BSA. Depuis cette date aucun autre franchissement de seuils n'a été déclaré.

Evolution de l'actionnariat intervenu dans la répartition du capital au cours des trois dernières années

Les principales évolutions intervenues dans la répartition du capital et des droits de vote au cours des trois dernières années sont les suivantes :

Actionnaires	Nombre d'actions	2003		2004			2005		
		% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote
Thierry Fondronnier	252 475	33,66%	39,20%	252 475	33,66%	39,47%			
Bruno Cabanis	256 250	34,17%	39,78%	256 250	34,17%	40,06%			
Alain Benkemoun	15 250	2,03%	2,37%	10 000	1,33%	1,56%			
Nouveaux Administrateurs							3	0,00%	0,00%
Technologies SA							140 622	71,03%	71,03%
Ss-total dirigeants	523 975	69,86%	81,35%	518 725	69,16%	81,09%	140 625	71,03%	71,03%
Public nominatif	16 280	2,17%	2,37%	12 780	1,70%	1,84%	1 142	0,58%	0,58%
Auto détention	157	0,02%		157	0,02%				
Public porteur	209 588	27,95%	16,28%	218 338	29,11%	17,07%	56 200	28,39%	28,39%
TOTAL	750 000	100,00%	100,00%	750 000	100,00%	100,00%	197 967	100%	100%

Les actionnaires nominatifs détenant leurs actions depuis au moins deux ans bénéficient d'un droit de vote double.

Etude tiers porteurs identifiés

Une étude d'identification de l'actionnariat porteur a été réalisée par Euroclear le 20 janvier 2006. A cette date 220 porteurs de titre ont été recensés

Pacte d'actionnaires

Il est précisé qu'il n'existe pas de pacte d'actionnaires ni aucune convention et qu'il n'existe pas d'engagement de conservation de titres des principaux actionnaires dans le cadre de la loi Dutreuil.

Attestation du responsable

Attestation de responsable

Attestation du responsable du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence.

Les informations financières historiques présentées dans les documents de référence des exercices 2003 et 2004 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant respectivement en pages 53, 54, 56 et en pages 62, 63 desdits documents, qui contiennent des observations.

Le

Michel TIBERINI
Président Directeur Général

Politique d'information

Responsable de l'information financière

Monsieur Michel TIBERINI

Président Directeur Général
84-88 Bd de la Mission Marchand
92411 Courbevoie Cedex
Tél. : 01.49.04.70.00

Disponibilité des documents comptables et juridiques

Les documents comptables et juridiques sont disponibles chez :
ICOM Informatique
84-88 Bd de la Mission Marchand
92411 Courbevoie Cedex
E.mail : invest@icominfo.fr

Les statuts de la société sont consultables au siège social.

Le présent document de référence intégrant le rapport de gestion est envoyé aux actionnaires qui en font la demande.

Des informations sur le Groupe sont disponibles sur les sites www.icominfo.fr et www.icominfo.com. L'internaute peut prendre connaissance de toute l'actualité concernant les produits et l'activité d'ICOM Informatique. Il peut également consulter la rubrique 'Investisseurs' (communiqués financiers, rapport annuel, ...) et accéder à certains sites boursiers.

Document d'information annuel

Le document d'information annuel 2005 (tel que défini par le règlement général de l'AMF rappelé ci-dessous) sera disponible soit au siège de l'entreprise, soit sur notre site, soit auprès de l'AMF à compter au **16 mai 2006**.

Article 221-1-1

(Arrêté du 1er septembre 2005)

Les émetteurs mentionnés à l'article L. 451-1-1 du code monétaire et financier déposent auprès de l'AMF, dans les vingt jours (*Arrêté du 30 décembre 2005*) « de négociation » qui suivent la publication des comptes provisoires au *Bulletin des annonces légales obligatoires*, un document qui contient ou mentionne toutes les informations qu'ils ont publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois dans un ou plusieurs États parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un ou plusieurs pays tiers pour satisfaire à leurs obligations législatives ou réglementaires en matière d'instruments financiers, d'émetteurs d'instruments financiers et de marchés d'instruments financiers.

(Arrêté du 30 décembre 2005) « Le document mentionné au premier alinéa est mis à la disposition du public selon les modalités fixées à l'article 212-13. Ce document est également mis en ligne sur le site internet de l'émetteur lorsque celui-ci dispose d'un tel site. Il peut être intégré dans le document de référence mentionné à l'article 212-13. »

Le document mentionné au premier alinéa peut être intégré dans le document de référence.

Lorsque le document renvoie à des informations, il convient de préciser où lesdites informations peuvent être obtenues.

Tableau de concordance du document de référence

Afin de faciliter la lecture du rapport annuel enregistré comme document de référence, la table de concordance suivante permet d'identifier les informations requises par l'annexe I du règlement européen n°809-2004.

Page(s)

1. PERSONNES RESPONSABLES	
1.1. Responsable du document	101
1.2. Attestation du responsable	101
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	
2.1. Coordonnées des contrôleurs légaux	90
2.2. Changement de contrôleurs légaux	90
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	
3.1. Informations sélectionnées annuelles	11 à 17, 79
3.2. Informations sélectionnées intermédiaires	n/a
4. FACTEURS DE RISQUE	
Risques liés à l'activité	32 et 45
Risques de marché	32
Risques juridiques	33
Risques industriels et liés à l'environnement	34
Assurances et couvertures des risques	34 et 35
Prévention des risques	83 à 86
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	
5.1. Histoire et évolution de la société	
5.1.1. Raison sociale et le nom commercial	94
5.1.2. Lieu et le numéro d'enregistrement	94
5.1.3. Date de constitution et la durée de vie	94
5.1.4. Siège social, forme juridique, la législation régissant les activités, coordonnées	94
5.1.5. Événements importants dans le développement des activités	9
5.2. Investissements	
5.2.1. Investissements réalisés	13
5.2.2. Investissements en cours	30
5.2.3. Investissements futurs (engagements pris)	n/a
6. APERÇU DES ACTIVITÉS	3 à 30
6.1. Principales activités	
6.1.1. Activités, produits et services	14 à 17, 19 à 25
6.1.2. Nouveaux produits lancés ou dont l'annonce a été faite	30
6.2. Principaux marchés	
Ventilation des revenus par activités et zones géographiques (3 exercices)	16
6.3. Évènements exceptionnels ayant influencé les activités et le marché	33
6.4. Dépendance à l'égard de licences, contrats, procédé de fabrication....	33
6.5. Concurrence et positionnement de l'émetteur	18, 26 à 29
7. ORGANIGRAMME	
7.1. Place de l'émetteur dans le groupe dont il fait partie	6
7.2. Filiales importantes de l'émetteur	56
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	62
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation immob. Corporelles	36
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	
9.1. Situation financière	11 à 13
9.2. Résultat d'exploitation	
9.2.1. Facteurs important influant sur le revenu d'exploitation	66
9.2.2. Raisons des changements importants du chiffre d'affaires	66
9.2.3. Stratégie ou facteur externe pouvant influencer sur les opérations	36
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX	
10.1. Capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme).	52
10.2. Flux de trésorerie de l'émetteur	53
10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement	33
10.4. Restriction à l'utilisation des capitaux pouvant influencer sur les opérations	36

10.5.	Sources de financement attendues pour honorer les engagements d'immobilisation	n/a
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	
	Politique de recherche & développement	30
	Coût des activités de recherche et développement	13
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	
12.1.	Tendances depuis la fin de l'exercice jusqu'au document de référence	36 et 66
12.2.	Évènements connus ou incertitudes pouvant influé sur les perspectives de l'exercice en cours	n/a
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE (optionnel)	36
13.1.	Principales hypothèses des prévisions ou estimations	n/a
13.2.	Rapports des Commissaires aux Comptes sur les prévisions	n/a
13.3.	Base du bénéfice comparable aux informations financières historique	n/a
13.4.	Validité d'une prévision de bénéfice antérieure publiée	n/a
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	
14.1.	Membres des organes d'administration, de direction	43, 44, 88 à 92
	Lien familiaux entre les membres des organes de direction ou d'administration	89
	Expertise et expérience en matière de gestion des membres de direction ou d'administration	89
	Mandats au cours des 5 dernières années, mention mandats en cours	43, 44 et 88
	*Condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins	89
	*Détail de toute faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des 5 dernières années	89
	*Détail de toute incrimination officielle prononcée ou interdiction aux affaires	89
	*Déclaration négative pour les points précités	89
14.2.	<u>Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale</u>	89
	Restriction de leur participation sur les titres de l'émetteur	89
15.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	
15.1.	Rémunération des organes d'administration et de direction générale	91
15.2.	Provisions de pensions, de retraites ou d'autres avantages.	91
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	
16.1.	Dates d'expiration des mandats	88
16.2.	Contrats de service entre dirigeants et l'émetteur ou ses filiales (ou décl négative)	91
16.3.	Comité de l'audit et Comité de rémunération de l'émetteur	88
16.4.	Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	88
17.	SALARIÉS	
17.1.	Nombre et répartition des salariés employés	7 & 8
17.2.	Participations et stock options des dirigeants	92
17.3.	Accords prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur.	92
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	
18.1.	Répartition de l'actionnariat et franchissement de seuils	99
18.2.	Droits de votes des principaux actionnaires	99
18.3.	Actionnariat de contrôle	99
18.4.	Accord, connu de l'émetteur, pouvant entraîner un changement de contrôle	99
19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS	
	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	49
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR	
20.1	<u>Informations financières historiques</u>	
	Etats financiers exercice n	50 à 79
	Etats financiers exercice n-1	1
	Etats financiers exercice n-2	1
20.2.	<u>Informations financières pro forma</u>	n/a
	Bilan et compte de résultat pro forma	n/a
	Rapport des Commissaires aux comptes sur les informations pro forma	n/a
20.3.	<u>États financiers du dernier exercice</u>	
	a) le bilan consolidé	50
	b) le compte de résultat consolidé	51
	c) un état de variations des capitaux propres	52
	d) le tableau de financement	53

e) les méthodes comptables et notes explicatives.	55 à 66
f) réconciliation IFRS et normes françaises au 1er janvier et 31 décembre 2004	64 à 65
g) Comptes sociaux et leurs notes explicatives	67 à 79
h) Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	47
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	
20.4.1. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	48
20.4.2. Autres informations du document de référence vérifiées par les Commissaires aux Cptes	101
20.4.3. Source des informations financières non vérifiées et non issues des états financiers vérifiés	n/a
20.5. Date des dernières informations financières	
20.5.1. Dernier exercice vérifié	48 et 50 et suivantes
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	n/a
20.6.1. Informations publiées depuis la dernière clôture	n/a
20.6.2. Informations semestrielles (le cas échéant)	n/a
20.7. Politique de distribution des dividendes	
Politique de distribution de dividendes	97
20.7.1. Dividendes distribués durant les 3 dernières années	97
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	10, 66 et 70
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	66
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	
21.1. Capital social	
21.1.1. Catégories actions et leur nombre	96
21.1.2. Actions non représentatives du capital: nombre et caractéristiques	96
21.1.3. Actions auto détenues par l'émetteur ou ses filiales	45
21.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	96
21.1.5. Droit d'acquisition, obligation attaché(e) au capital souscrit non libéré, ou acte visant à augmenter le capital	96
21.1.6. Capital de membre du groupe objet d'une option, d'accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	n/a
21.1.7. Historique du capital social	96
21.2. Acte constitutif et statuts	
21.2.1. Objet social de l'émetteur et référence à l'acte constitutif ou statuts	94
21.2.2. Disposition des statuts concernant les membres des organes d'administration et de direction	94
21.2.3. Droits, privilèges, restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	95
21.2.4. Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	n/a
21.2.5. Conditions de convocation et d'admission aux assemblées générales annuelles et extraordinaires	94
21.2.6. Disposition des statuts pouvant retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.	95
21.2.7. Seuils statutaires	95
21.2.8. Conditions statutaires de modification du capital	
22. CONTRATS IMPORTANTS	
a) Contrat(s) important(s) auquel l'émetteur ou un autre membre du groupe est partie	92
b) Contrat(s) souscrit par un membre du groupe, induisant obligation ou engagement important(e) pour l'ensemble du groupe	n/a
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	n/a
23.1. Coordonnées et accord des tiers dont les informations sont reproduites dans le document	n/a
23.2. Intégrité des informations provenant de tierce partie et identité de celles-ci	n/a
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	
(a) l'acte constitutif et les statuts de l'émetteur;	102
(b) informations provenant de tiers incluse dans le document de référence	n/a
(c) Informations financières historiques des trois derniers exercices	102
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	6 & 56

La mention n/a signifie « non applicable ».